

**Scènes situationnistes de Mai 68 : Enquête sur une influence présumée**

Par  
Laurence Bernier-Renaud

Sous la direction  
de  
Jean-Pierre Couture

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures et postdoctorales à titre d'exigence partielle en vue de l'obtention de la maîtrise à l'École d'études politiques

Université d'Ottawa

© Laurence Bernier-Renaud, Ottawa, Canada 2012

## Résumé

Cette thèse souhaite établir les liens qui unissent l'Internationale situationniste, une avant-garde artistique et révolutionnaire, aux événements de Mai 68. Ayant pour objet les relations qui existent entre la pensée, les actions et les événements, elle vise à contribuer à la question complexe de l'influence des idées sur le politique. Ces rapports dynamiques seront explorés à travers une histoire vivante des idées du groupe ayant pour toile de fond les événements qui ont participé à la mise en place, puis à l'éclatement de la crise. Cette trame sera abordée par l'entremise d'une analyse de scènes marquantes de cette présence situationniste en Mai 68. L'attention sera portée sur le «scandale de Strasbourg», la parution des ouvrages majeurs du groupe, les révoltes étudiantes de Nantes et à Nanterre ainsi que la prise de possession de la Sorbonne par les étudiants et l'appui des situationnistes aux occupations d'usines.

## Remerciements

Je tiens d'abord à remercier mon directeur, le professeur Jean-Pierre Couture pour son appui lors du processus qui a mené à cette thèse. Grâce à ses conseils, à son enthousiasme et son intérêt constant, voire plus que le mien lors de certaines périodes plus brumeuses, j'ai pu réaliser une recherche qui me plaisait vraiment. J'ai ainsi trouvé un style qui me ressemble et qui me motive à pousser plus loin les réflexions entamées ici. Je remercie également les professeurs Francis Dupuis-Déri et Dalie Giroux pour leur lecture attentive de ma thèse. Leurs commentaires me seront d'une grande aide pour la poursuite de mon parcours académique et intellectuel.

Je suis également reconnaissante envers mes parents, France et François, d'avoir été là pour moi tout au long de ma maîtrise. Je les remercie de comprendre l'importance que cette thèse a eue pour moi. Je salue également mes amis proches qui ont enduré mes états d'âmes dans les moments négatifs, comme positifs, de la rédaction. Merci de m'avoir écouté et soutenue pendant mes années de maîtrise.

## Table des matières

<b>Résumé</b>	p. ii
<b>Remerciements</b>	p. iii
<b>Table des matières</b>	p. iv
<b>Introduction</b>	p. 1
Trajectoire générale de l’I.S.	p. 3
Question et délimitation	p. 6
Divisions	p. 9
<b>Chapitre 1. Scène strasbourgeoise : les balbutiements d’un mouvement</b>	p. 12
1.1 Jeunesse et contestation : entre percée démographique et crise de la représentation	p. 13
1.1.1 <i>Des mouvements de la jeunesse aux mouvements étudiants</i>	p. 14
1.1.2 <i>Crise du système de représentation et radicalisation de la critique</i>	p. 16
1.2 Strasbourg ou l’éclatement de la révolte	p. 17
1.2.1 <i>Nouveaux élus et projets subversifs</i>	p. 18
1.2.2 <i>Attaques en règle et théories situationnistes</i>	p. 22
1.2.3 <i>Un scandale à Strasbourg</i>	p. 27
1.3 Strasbourg : fin et suites	p. 31
<b>Chapitre 2. Scène discursives : ouvrages marquants et assises théoriques</b>	p. 34
2.1 La société du spectacle : posture forte et perspective totalisante	p. 35
2.1.1 <i>Un auteur et son livre</i>	p. 35
2.1.2 <i>Spectacle et originalité théorique</i>	p. 37
2.1.3 <i>Conseils et révolution</i>	p. 41
2.1.4 <i>Détourner pour communiquer vraiment</i>	p. 42

2.2	Le Traité de savoir-vivre ou la perspective subjective du situationnisme	p. 44
	2.2.1 <i>Mystification et règne du quantitatif</i>	p. 45
	2.2.2 <i>Perspective renversée et exaltation des passions</i>	p. 48
2.3	Debord et Vaneigen : «Écrire pour ceux qui sauront nous lire»	p. 51
2.4	Concepts communs et argumentation situationniste	p. 55
	2.4.1 <i>Spectacle et mécanismes spectaculaires</i>	p. 55
	2.4.2 <i>Temps, espace et mécanismes de contrôle</i>	p. 58
	2.4.3 <i>Démarche critique et conscience du prolétariat</i>	p. 62
<b>Chapitre 3.</b>	<b>Scènes de lutte à Nantes, Nanterre et Paris : la révolution en pratique</b>	p. 66
3.1	Positionnement général de l’I.S. et limites de l’analyse	p. 67
3.2	De Strasbourg vers Paris : propagation et radicalisation de la révolte	p. 68
	3.2.1 <i>Nantes ou la poursuite de la révolte et de la subversion</i>	p. 68
	3.2.2 <i>Nanterre, laboratoire de la contestation et du militantisme d’extrême gauche</i>	p. 71
	3.2.3 <i>Les Enragés : scandale et radicalisation de la lutte en milieu étudiant</i>	p. 73
	3.2.4 <i>Des troubles de Nanterre vers la révolte parisienne</i>	p. 76
3.3	Que la fête révolutionnaire commence! De la lutte étudiante vers le mouvement des occupations	p. 78
	3.3.1 <i>La lutte dans la rue</i>	p. 78
	3.3.2 <i>L’occupation de la Sorbonne, ou l’apprentissage de la conscience révolutionnaire</i>	p. 82
	3.3.3 <i>Espaces de parole et traces sur les murs</i>	p. 85
	3.3.4 <i>Le C.M.D.O. et la poursuite du mouvement prolétaire</i>	p. 88
3.4	Fin du mouvement et conséquences pour l’I.S.	p. 93

<b>Conclusion</b>	p. 97
Intuitions de départ et contours et théoriques	p. 98
<i>Limites et préconceptions</i>	p. 98
<i>Événement : entre chronologie, contingence et expérience</i>	p. 99
<i>Pratiques : entrer dans les événements en passant par les acteurs</i>	p. 99
<i>Discours : de la théorie et de la pratique</i>	p. 101
La parole comme hypothèse	p. 103
<i>Parole et parrésia</i>	p. 103
<i>Parrésia cynique et prise dans le réel</i>	p. 106
<i>Rupture et insertion</i>	p. 109
Tentative d'explication : La posture comme influence	p. 112
<i>Canaliser la conscience du refus</i>	p. 112
<b>Bibliographie</b>	p. 120

## Introduction

Les événements de Mai 68, en France, représentent certainement l'un des plus grands mouvements de perturbation du 20<sup>e</sup> siècle. L'importance qu'on leur accorde, qu'elle soit positive ou négative<sup>1</sup>, s'explique par l'ampleur que ce mouvement a pris, mais également par les enseignements que l'on peut en tirer. Pendant plus d'un mois, du début mai à la mi-juin, le pays a été secoué par des grèves qui ont momentanément perturbé l'ordre économique, politique et social du pays. Au plus fort de la crise, près de 10 millions de personnes de divers milieux de travail (usines, imprimeries, commerces de détail, médias, théâtres et cinémas, beaux-arts, institutions d'enseignement) avaient rejoint ce mouvement de grèves spontanées partout en France. Pendant ces quelques semaines, le système en place a été ébranlé alors que les étudiants ont occupé leurs universités, les ouvriers ont repris le contrôle de leurs usines, les manifestants ont investi la rue. Bref, l'ordre des choses a été suspendu pour un temps.

Une telle lecture démontre par ailleurs que le mouvement a dépassé de loin la simple crise étudiante essentiellement parisienne qu'il était à ses débuts et à laquelle on tente souvent de le réduire. Cette grève générale d'une ampleur auparavant jamais atteinte dans les pays occidentaux revêt, comme tente de la démontrer Kristin Ross, un fort caractère politique<sup>2</sup>. Elle a remis en question l'organisation sociale de la France en

---

<sup>1</sup> Les événements ont eu droit à leur lot de critiques, de récupérations négatives et autres tentatives de délégitimation. On a en effet tenté de réduire Mai 68 à un simple mouvement de la jeunesse en plus de rendre ces événements responsables de tous les maux de la société occidentale : hédonisme, capitalisme débridé, perte des valeurs, non-respect de toute forme d'autorité. Voir Martin Jalbert pour un panorama éclairant des ces critiques (2008 : 36-38).

<sup>2</sup> Intéressée à la question des changements sociaux dans la France de l'après-guerre, Ross a consacré un ouvrage (2010 [2002]) à Mai 68. Elle y cherche à redonner une certaine légitimité politique à ce mouvement dont l'interprétation a été monopolisée soit pas les disciplines (histoire, sociologie), soit par

interrogeant les rôles de chacun. Le pouvoir politique a été appréhendé d'une nouvelle façon, à travers les nombreuses expériences contestataires qui y ont été vécues. Ce sont elles qui ont donné forme à ce mouvement en rupture, à ce moment hors du temps où *tous les possibles étaient ouverts* (Ross, 2010 [2002]). Et c'est en abordant les événements de Mai 68 de cette façon qu'ils prennent tout leur intérêt.

Parmi les expériences qui y ont été vécues, celle de l'Internationale situationniste (I.S.), une avant-garde artistique et révolutionnaire d'inspiration marxiste reconnue pour ses thèses radicales et son goût du scandale, me semble particulièrement intéressante. Si de prime abord, le groupe peut sembler se fondre parmi les nombreuses organisations gauchistes présentes pendant les événements, elle ressort grâce à l'originalité de sa démarche et la force de ses théories. En lisant sur la question, il apparaît dès lors que la participation des membres de l'I.S. au mouvement ne peut être assimilée à un simple rôle de figurants<sup>3</sup>. Je considère qu'ils y ont joué un rôle réel dans les moments clés de la crise. À en croire la façon dont ils ont eux-mêmes commenté ce bouleversement social et présenté les actions qu'ils y ont posé (Viénet, 1968 ; Debord, 2006 : 917-963), on peut dire qu'ils ont eu une influence certaine sur ces événements.

---

des anciens acteurs du mouvement qui se sont «repentis» de leurs actions, y voyant une simple «révolte de jeunesse».

<sup>3</sup> Si tous ne s'accordent pas pour dire que les situationnistes ont joué un rôle dans le mouvement de Mai 68, le nom de l'I.S. apparaît dans certains ouvrages généraux sur Mai 68 (Artières et al. (dir.), 2008; Capdevielle et al., 2008), de même que dans des récits proposés par des acteurs des événements (Duteuil, 1988) ou des recueils de textes qui ont circulé pendant crise (Perrot et al., 1968 ; Schnapp et al., 1969). Il est aussi question de Mai 68 dans l'historiographie situationniste (Bourseiller, 1999; Kaufmann, 2001; Chollet, 2004). Pascal Dumontier (1995) a d'ailleurs consacré un livre entier aux liens qui existent entre les événements de Mai 68 et l'Internationale situationniste.

## Trajectoire générale de l'I.S.

Même en acceptant un tel postulat (l'influence de l'I.S. sur Mai 68), il peut apparaître surprenant d'accorder autant d'importance au rôle joué par cette avant-garde dans le déroulement des événements compte tenu, d'une part, de leur ampleur et, d'autre part, de la marginalité, voire la confidentialité dans laquelle l'I.S. était jusque là demeurée. Dans les mois précédant Mai 68, l'I.S. occupait une place bien à elle dans le champ de la théorie critique d'inspiration marxiste et dans celui des groupes révolutionnaires d'extrême gauche. Place qu'elle s'est d'ailleurs forgée à travers la trajectoire qu'elle a suivie depuis sa création en 1957, par Guy Debord<sup>4</sup> qui était alors membre de l'Internationale lettriste<sup>5</sup>. À ce moment, il a su réunir en une seule organisation divers groupes d'avant-garde artistiques<sup>6</sup>.

Ainsi, l'I.S. avait d'abord pour objectif de réaliser l'art par son dépassement. On y poursuivait en ce sens la recherche de nouvelles formes de création, et ce, dans divers domaines : architecture et urbanisme (développement des concepts de *psychogéographie* et d'*urbanisme unitaire*), peinture (peinture industrielle de Pinot-Gallizzio) et cinéma (les films de Guy Debord). Il s'agissait, par ces expérimentations,

---

<sup>4</sup> Homme profondément original, qui à travers une démarche mêlant art, cinéma et critique philosophico-politique est toujours resté en rupture avec la société dont il refusait les codes, il peut être considéré comme l'âme de l'I.S. dont il n'a toutefois jamais été le leader officiel. C'est néanmoins lui qui l'a fondée et qui en a prononcé la fin en 1972. Par ailleurs, l'I.S. n'est pas que redevable à Debord. Sa trajectoire dépasse celle de son membre le plus influent. En contrepartie, la démarche créatrice de Debord ne se limite pas non plus à la période situationniste. Il a continué son œuvre composée d'articles, de livres et d'expérimentations artistiques et cinématographiques jusqu'à sa mort en 1994.

<sup>5</sup> Celle-ci est née, en 1952, d'une scission à l'intérieur du mouvement lettriste, créé en 1946 par Isidor Isou, et auquel Debord participait depuis quelques temps (Danesi, 2008 : 43-50).

<sup>6</sup> Les membres présents lors de la Conférence inauguratrice tenue à Cosio D'Arroscia en 1957 sont Guy Debord, et sa compagne Michèle Bernstein, Asger Jorn, Giuseppe Pinot-Gallizzio, Piero Simonodo, Elena Verrone, Walter Olmo et Ralph Rumney. Debord et Bernstein étaient jusqu'alors membres de l'Internationale lettriste. Rumney provenait pour sa part du *Comité psychogéographique de Londres* alors que les autres participaient auparavant au *Mouvement internationale pour un Bauhaus imaginaire*, un groupe d'avant-garde se posant contre le fonctionnalisme.

de proposer une «réflexion critique sur l'art et sur la société qui le produit» (Dumontier, 1995 : 33). Ne trouvant pas les conditions optimales à la réalisation de ce projet, les membres de l'I.S. envisagent plutôt de les créer en provoquant un bouleversement total et radical. «Nous pensons d'abord qu'il faut changer le monde. Nous voulons le changement le plus libérateur de la société et de la vie où nous nous trouvons enfermés. Nous savons que ce changement est possible par des actions appropriées» (Debord, 2006 : 309), peut-on lire dans le «Rapport sur la construction des situations et sur les conditions de l'organisation et de l'action de la tendance situationniste internationale»<sup>7</sup>.

À ses débuts, l'I.S. se présentait donc comme une avant-garde culturelle telle que le dadaïsme ou le surréalisme tout en se positionnant sur un terrain éminemment révolutionnaire. Le groupe se transforme par la suite et les aspects politiques et révolutionnaires de la démarche deviennent plus centraux<sup>8</sup>. Ce tournant, qui peut être qualifié de «sociologique» (Kaufmann, 2001 : 239-259), est confirmé par le départ en bloc, en 1962, de tous les artistes encore présents au sein du groupe. Les nouveaux animateurs de l'Internationale situationniste et de sa revue éponyme<sup>9</sup>, proviennent désormais de milieux politiques ou intellectuels. Parmi eux se trouvent le philosophe belge Raoul Vaneigem ainsi que l'architecte Attila Kotanyi. Ceux-ci contribuent alors activement à resituer le collectif sur un nouveau terrain : «la critique globale de la société et l'insistance sur la nécessité d'une subversion d'ensemble» (Kaufmann, 2001 : 220).

---

<sup>7</sup> Adopté lors de la Conférence inauguratrice tenue à Cosio D'Arroscia en 1957, il est considéré comme le texte fondateur de l'I.S.

<sup>8</sup> La composition du groupe change continuellement alors que les démissions et les exclusions sont fréquentes : même si l'I.S. a compté environ 70 membres différents au cours de son histoire, elle n'a jamais été composée de plus d'une dizaine de membres actifs au même moment (Chollet, 2004).

<sup>9</sup> Les douze numéros publiés à l'origine entre 1958 et 1969 ont par la suite été réédités dans un document unique (*Internationale situationniste*, 1997).

C'est donc à ce point que se situe l'I.S quelques mois avant les événements de Mai 68. Même si les aspects esthétiques ne sont pas totalement mis de côté, c'est un projet critique et révolutionnaire qu'elle met de l'avant dans ses écrits et ses actions. Ces éléments doivent d'ailleurs être liés dans des rapports de réciprocity afin de répondre à l'exigence de cohérence qui définit la démarche de l'I.S. De façon schématique et en s'inspirant de la catégorisation proposée par Vincent Kaufmann<sup>10</sup>, on peut dire que la théorie critique de l'I.S. s'articule autour de trois grands axes thématiques: une critique totalisante de la culture qui prend en compte tous les aspects de la vie<sup>11</sup>, le positionnement de la critique au niveau de la vie quotidienne, prise comme «ce qui reste quand on a extrait du vécu toutes les activités spécialisées»<sup>12</sup> (cité dans Debord, 2006 : 573), et finalement la nécessité de la lutte révolutionnaire.

C'est à travers l'articulation de ces trois axes que l'I.S. a développé son concept le plus connu et original : le *spectacle*. Développé pour définir le système en place, il nomme un mode d'organisation réfléchi, cohérent et englobant qui s'infiltré dans toutes les sphères de la vie : travail, consommation, relations entre les individus, vie privée, critères esthétiques, communication. Le *spectacle* désigne ainsi un monde de contemplation où chacun est dans l'impossibilité de vivre réellement sa vie. Comme il est partout et qu'il contrôle tout, le seul moyen de s'en extraire, c'est de faire la révolution. C'est justement ce projet que les situationnistes s'efforcent de mettre de

---

<sup>10</sup> Parmi les commentateurs de Guy Debord, il est celui qui présente la lecture la plus riche et intéressante. Le portrait qu'il trace de lui en guerrier en lutte contre la société et soucieux de la communication rejoint en partie ma lecture de Debord et du projet situationniste.

<sup>11</sup> Chez les situationnistes, la culture est vue à la fois comme production culturelle et comme mode d'organisation de la vie et des relations entre les individus. «[...] ; Nous désignons ainsi un complexe de l'esthétique, des sentiments et des mœurs : la réaction d'une époque sur la vie quotidienne [...]» (Debord, 2006 : 310).

<sup>12</sup> Cette définition rejoint celle du philosophe communiste Henri Lefebvre (1956), avec qui l'I.S. a d'ailleurs entretenu des liens pendant un certain temps.

l'avant dans leurs écrits. Leur œuvre ne repose pas uniquement sur leur diagnostic d'une société qu'ils jugent malade, elle relève du programme révolutionnaire.

L'I.S. a donc toujours occupé une place bien à elle dans l'univers des critiques de gauche, marquée par l'originalité de sa démarche (les origines artistiques et le souci esthétique, la critique qui se situe sur le terrain de la vie quotidienne, le concept de *spectacle*, le recours au scandale qui a fait sa renommée) et par le rejet de toutes formes de représentation : l'I.S. est profondément anti-réformiste et a une aversion pour les partis dits communistes, les syndicats et autres groupes contrôlés par des «bureaucrates». Ce rejet, additionné à ce désir de cohésion qui fait en sorte que peu de personnes sont «dignes» d'en faire partie<sup>13</sup>, la pousse à rester en marge et à refuser de prendre le leadership de quelque groupe ou mouvement que ce soit, et ce malgré le caractère totalisant du projet mis de l'avant.

## **Question et délimitation**

À ce point de la réflexion, je crois en effet que les situationnistes ont exercé une influence par leur pensée et leurs actions sur les événements de Mai 68. Celle-ci se laisse voir par exemple dans les accès révolutionnaires qu'on y a observés et qui s'inscrivent directement dans la ligne émancipatrice tracée par l'I.S. Seulement, vu la marginalité du groupe, on peut se demander comment ils ont réussi à laisser leur marque sur ce large mouvement. C'est d'ailleurs ce lien d'influence que la présente thèse vise à interroger. À travers l'histoire des idées de l'Internationale situationniste

---

<sup>13</sup> Se posant contre toute forme de récupération de leur pensée, l'I.S. a d'ailleurs toujours refusé d'avoir des partisans ou des disciples, allant même jusqu'à refuser le terme même de «situationnistes». Ici, ce terme est utilisé pour parler des membres du groupe ou pour qualifier les idées et les actions qui leurs sont directement associées.

que je propose, j'essaierai de comprendre comment l'I.S., un groupe composé d'une dizaine de personnes et jouissant d'une reconnaissance assez limitée a-t-elle exercé son influence sur le grand mouvement de Mai 68?

En analysant comment les situationnistes se sont projetés, à certains moments, dans les événements, je tenterai de mettre au jour ce lien qui les unit à Mai 68. À partir de là, il s'agira de le décortiquer afin d'en comprendre les articulations et les enseignements. J'essaierai par ailleurs d'aller au-delà de conceptions naïves ou trop directes de l'influence afin de mettre en évidence le caractère politique du mouvement de mai-juin.

Pour appréhender cette question dans toute sa complexité, il me faut donc entrer dans les événements de Mai 68 de façon à en voir autant les aspects généraux (crise sociale) que les motifs particuliers (implication situationniste). Cette tâche n'est pas aisée d'autant plus que le «moment Mai 68» est difficile à circonscrire clairement. Non seulement il ne peut ni ne doit être considéré comme un tout uniforme mais plutôt comme un ensemble d'expériences, il ne peut non plus être réduit aux quelques semaines de mai et de juin durant lesquelles le soulèvement était à son plus fort.

Dans le cas des deux éléments mis ici en relation (I.S. et Mai 68), les périodes qui précèdent et qui suivent ont une importance certaine. Le mouvement, aussi spontané soit-il, n'est pas survenu du jour au lendemain : certains épisodes ont contribué à faire monter la tension sociale qui a finalement atteint son apogée en mai et juin. De plus, on ne peut réfléchir à l'influence de l'I.S. sans considérer sa trajectoire historique et théorique. Il faut donc prendre ces aspects en compte. La période ici

couverte s'étend du «scandale de Strasbourg», qui a éclaté à l'automne 1966 et dans lequel l'I.S. s'est impliqué, jusqu'au retrait du groupe du mouvement, le 15 juin 1968. Pour la rendre plus lisible et afin de mettre en évidence le caractère particulier de certains moments marquants, cette trame est divisée en scènes. Comme je me propose de faire une histoire vivante des idées de l'I.S et qu'ils ont surtout élaboré leur appareil théorique avant 1968, plusieurs scènes choisies («scandale de Strasbourg», parution des ouvrages majeurs du groupe, contestation étudiante à Nantes puis à Nanterre) se trouvent dans la période qui précède l'explosion de la révolte. Les scènes qui prennent place en mai et juin (occupation de la Sorbonne et épisode du Conseil pour le maintien des occupations) sont dès lors présentées comme le point culminant de luttes jusqu'alors discrètes et ciblées, comme le moment où elles se sont données à voir dans toute leur ampleur.

Pour entrer dans ces scènes et faire ressortir les liens I.S.-Mai 68 dans leur complexité, je me propose de porter mon attention sur les événements, les pratiques et les discours qui les composent et sur la façon dont ces éléments s'articulent entre eux. Par la notion d'événement je réfère à «ce qui arrive». L'événement est localisable, il se déroule à un moment ou à une date précise. Il aide à délimiter les contours temporels et chronologiques de l'action, tout en soulignant le caractère contingent et inhabituel du mouvement de Mai 68. Dans cette optique, les contours des scènes choisis l'ont été en fonction des événements qui les composent.

Pour aller au-delà de ces contours événementiels, l'examen des pratiques et des discours s'avère fort utile. La notion de pratique réfère aux individus qui prennent part aux événements et elle désigne les actions qui ont été posées, les décisions qui ont été

prises, voire les passions qui ont été exprimées. Celles-ci sont aussi traduites dans les discours. Ce terme réfère à la réalité matérielle de ce qui est dit et écrit et à la façon dont c'est rendu audible et perceptible (Foucault, 1970 : 10). Les discours situationnistes prennent ici plusieurs formes textuelles : livres, articles, tracts, affiches révolutionnaires, B.D. détournées, slogans et inscriptions murales. De plus, l'usage de cette catégorie permet de considérer les écrits situationnistes comme s'inscrivant dans le champ de la théorie critique d'inspiration marxiste et dans celui des groupes révolutionnaires d'extrême-gauche.

## **Divisions**

L'articulation de ces éléments entre dans la trame narrative de la thèse. Celle-ci souhaite établir les liens qui unissent l'I.S. aux événements de Mai 68. Ayant pour objet les relations qui existent entre la pensée, les actions et les événements je souhaite contribuer à la question complexe de l'influence des idées sur le politique. La thèse suivra une logique chronologique en trois chapitres, exposant à la fois la trame événementielle choisie et son contenu théorique.

Le premier chapitre est consacré au «scandale de Strasbourg» qui représente une scène à lui seul. Survenus à Strasbourg à l'automne 1966, ces événements qui se sont poursuivis pendant quelques mois en 1967, peuvent être considérés comme précurseurs de ceux de mai-juin 1968, ou du moins de l'implication des situationnistes dans ce mouvement. Ils sont ici considérés comme étant le point visible de la contestation étudiante, et comme l'instant où les situationnistes sont sortis de l'ombre. Le déroulement du scandale y est alors présenté à partir du moment où les principaux

acteurs entrent en contact avec l'I.S. à l'été 1966 jusqu'à son essoufflement pendant l'hiver 1967.

Le deuxième chapitre présente un type de scène occupée par le discours. Il y est question des deux ouvrages marquants de l'I.S. : *La Société du spectacle* de Guy Debord et le *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* de Raoul Vaneigem. Parus tous deux en novembre 1967, quelques mois à peine avant les troubles de mai et juin 1968, ils constituent en quelque sorte le cœur de l'appareil théorique du groupe. Un travail d'exégèse est donc entrepris afin de poser clairement les bases théoriques de l'I.S. Les deux ouvrages sont d'abord appréhendés séparément de façon à mettre leur originalité respective de l'avant. Ensuite, des parallèles sont faits entre les deux livres. Les éléments partagés (les prémisses, le concept de *spectacle* et les mécanismes *spectaculaires*, le prolétariat, le projet émancipateur) sont alors relevés et définis à partir de la vision de ces deux auteurs<sup>14</sup>.

Le chapitre 3 comprend quatre scènes différentes. Les deux premières, soit la contestation étudiante de l'Université de Nantes et les troubles de l'Université de Nanterre se situent avant les événements de mai-juin. Elles illustrent la façon dont la lutte s'est propagée et s'est radicalisée à partir de Strasbourg alors que certaines méthodes qui avaient été expérimentées sont reprises. Le cas de Nanterre revêt toutefois un caractère particulier car c'est là qu'apparaissent les *Enragés*, un petit groupe d'individus radicaux qui ont intériorisé le projet situationniste mieux que tout autre. Ils deviendront rapidement des alliés objectifs, puis des complices de l'I.S.

---

<sup>14</sup> Même si la parution de ces ouvrages constitue un événement marquant de l'histoire de l'I.S., cette scène a été choisie car elle permet d'entrer directement dans la pensée situationniste, d'en montrer les articulations et la manière dont elle s'est construite à-travers les années. Elle joue alors un rôle de pivot discursif entre les deux autres chapitres.

La deuxième partie du chapitre aborde, à travers deux scènes distinctes, «les événements de mai-juin 1968»<sup>15</sup>. Il est tout d'abord question du passage des situationnistes et de leurs alliés *Enragés* dans la «Sorbonne occupée». Cette scène est particulièrement importante car elle fait le pont entre les épisodes «étudiants» de la contestation et le mouvement populaire qui prend alors de l'ampleur. Après leur bref passage à la Sorbonne, ils participent ensuite à la révolte ouvrière à leur façon, en fondant le Conseil pour le maintien des occupations (C.M.D.O.). Cet épisode, qui se termine le 15 juin et marque la fin de l'implication situationniste dans le mouvement constitue la dernière scène analysée en profondeur.

À travers ces scènes j'analyserai l'influence de l'I.S. En relevant les articulations entre les événements, les pratiques et le discours que j'aurai observés dans ces scènes, je devrais être en mesure, au final, d'expliquer comment les membres du groupe ont réussi à s'insérer dans ce mouvement. Pour le moment, je crois que l'I.S. y est arrivé en usant d'un type de *parole particulière* pouvant être définie en utilisant le concept de *parrêsia*, une modalité du dire-vrai étudiée par Michel Foucault dans les dernières années de sa vie (Foucault, 2008 [1983] ; 2009 [1984]). En adaptant ce concept complexe à ce cas d'analyse, je pourrai ainsi interroger cette parole du point de vue de l'expérience situationniste et dans sa dimension politique. Pour y arriver, je propose d'abord d'entrer dans ce récit vivant dans lesquels les événements, les pratiques et les discours se lient, se répondent et s'accompagnent.

---

<sup>15</sup> Cette expression désigne ici la période qui se trouve entre l'assemblée du 3 mai dans la cour de la Sorbonne, et à laquelle les *Enragés* ont participé, et le 15 juin, date de la fin de la présence situationniste dans les événements. Si cette délimitation chronologique – 3 mai-15 juin – n'est pas la plus courante dans l'historiographie de Mai 68, c'est que ce choix motivé par une volonté de rendre compte de l'implication des situationnistes et non pas du mouvement dans son ensemble.

## Chapitre 1. Scène strasbourgeoise : les balbutiements d'un mouvement

Strasbourg, automne 1966, l'université est animée par un mouvement de révolte contre l'ordre institué. Les actions contestataires se multiplient : «tomatage» de professeurs en plein cours, diffusion de textes et de *comics* subversifs, chahut, graffitis. Ces événements font alors grand bruit. Ils déchainent littéralement les passions, et ce, jusque dans les médias nationaux qui s'emparent très vite de l'affaire. Ce sont ces événements qui sont connus sous le nom de «scandale de Strasbourg».

À première vue, l'affaire peut sembler mineure. Surtout que le milieu étudiant est alors en ébullition : on assiste à une crise des grands syndicats étudiants pendant que les associations et groupes se multiplient et que les sujets de revendications et les modes d'action se diversifient. L'originalité de ce cas particulier réside donc dans l'implication de l'Internationale situationniste.

Le «scandale de Strasbourg» ne doit pas être pris comme une simple anecdote, aussi circonstancielle qu'incongrue, mais comme un point visible et localisé de la révolte étudiante qui couvait à ce moment, et de la théorie situationniste. Ce sont ces événements qui intéressent ici en raison, d'une part, de la façon dont ils s'ancrent dans un contexte révélateur et, d'autre part, du rapport de réciprocité particulier qui les lie à la pensée situationniste.

## 1.1 Jeunesse et contestation : entre percée démographique et crise de la représentation

Tout d'abord, précisons que les événements de Strasbourg prennent racine dans le contexte de l'explosion démographique de l'après-guerre. En France, comme ailleurs en occident, la «jeunesse» montante est désormais considérée comme une catégorie à part, comme un groupe défini, voire comme une «classe d'âge» (Morin, 1988 [1962]). La culture populaire joue d'ailleurs un rôle important dans la construction identitaire de ce «nouveau» groupe. Les concerts et grands événements auxquels les jeunes prennent part, de même que les icônes de la musique ou du cinéma auxquelles ils s'identifient sont partie prenante de cette création d'une identité «jeune» qui diffère de celle des adultes<sup>16</sup>. Dans cette optique, la «jeunesse» est considérée comme une nouvelle catégorie de consommateurs et les publicitaires commencent à s'y adresser directement.

La «jeunesse» devient également un objet d'étude privilégié des disciplines universitaires, particulièrement de la sociologie, en pleine expansion à cette époque. Elle est aussi prise en considération par les gouvernements qui tentent alors de comprendre, d'aider, mais aussi de contrôler les jeunes de plus en plus nombreux. En France, ces préoccupations politiques sont derrière la création d'un *Ministère de la Jeunesse et du Sport* ainsi que de la vaste consultation lancée en 1966 qui a mené à un Livre Blanc de la Jeunesse (Zancarini-Fournel dans Artières et *al.*, 2008 : 27-31).

En contrepartie, les «jeunes» eux-mêmes sont touchés par ces changements alors qu'on assiste à la multiplication des groupes d'appartenance. C'est dans cette

---

<sup>16</sup> Étant donné qu'on ne peut parler des jeunes comme d'un groupe homogène, l'utilisation d'un tel terme est parfois critiquée. Malgré que tous s'entendent sur l'existence d'un nouveau groupe d'âge ayant des préoccupations différant de celles d'autres groupes, on ne peut parler d'une culture jeune universelle.

logique que les mouvements de la jeunesse s'animent et que de nombreuses ressources et groupes, dont les buts et les fonctions diffèrent, sont mis à leur disposition. Si certains de ces groupes sont autonomes, plusieurs sont sous le contrôle soit de l'État comme c'est le cas des maisons des jeunes et de la culture (MJC), soit de l'Église comme par exemple les Scouts de France ou la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC). Des groupes marginalisés se forment également, tels que les *Blousons noirs*, ces jeunes criminalisés, souvent considérés comme le symbole de la jeunesse désabusée et pessimiste quant à son avenir.

### **1.1.1 Des mouvements de la jeunesse aux mouvements étudiants**

Porté par cette explosion démographique, le milieu académique est lui aussi en pleine ébullition. Les étudiants, dont le nombre aurait plus que doublé depuis le début de la décennie<sup>17</sup>, sont souvent considérés comme une sous-catégorie de la jeunesse au même titre que d'autres sous-groupe similaires (jeunes ouvriers, jeunes salariés, adolescents ou jeunes chrétiens) qui sont confrontés à des questions et des enjeux qui leur sont propres. Certaines politiques et réformes tentent donc de répondre à cet accroissement phénoménal. Alors que les facultés existantes s'agrandissent et qu'on construit de nouvelles universités afin de répondre à la demande croissante, des mesures sont élaborées dans le but de limiter l'accès aux études supérieures. C'est le cas de la réforme Fouchet<sup>18</sup>, d'ailleurs décriée par les étudiants, car elle a selon eux «[...] pour objet la transformation de l'université libérale en université technocratique

---

<sup>17</sup> Le nombre exact varie d'une source à l'autre. Si l'on suit les informations proposées par l'ancien militant anarchiste de Nanterre, Jean-Pierre Duteuil, qui se base sur des données fournies par le Groupe d'Études et de Recherche sur les Mouvements Étudiants (G.E.R.M.E.), le nombre d'étudiants serait passé de 280 000 en 1963 à plus de 600 000 à la rentrée de 1967 (Duteuil, 2008 : 83).

<sup>18</sup> Du nom du ministre de l'Éducation de l'époque, Christian Fouchet.

adaptée aux besoins de l'industrie et à l'évolution du système capitaliste» (Duteuil, 2008 : 85), et non l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Ainsi, l'université doit désormais servir une clientèle plus large et diversifiée tout en répondant à de nouveaux besoins économiques et politiques.

À toutes ces modifications s'ajoute une crise de la représentation étudiante, bien illustrée par les difficultés qui touchent l'Union Nationale des Étudiants de France (l'U.N.E.F) au milieu des années 1960. Active depuis 1907, la plus grosse association étudiante du pays avait pourtant connu une bonne évolution dans les années précédentes, portée par le virage syndical<sup>19</sup> et les coups d'éclats du début de la décennie. L'U.N.E.F. avait en effet joué un rôle important dans les mouvements d'opposition à la guerre d'Algérie en plus d'être à l'origine des premières contestations portant sur les conditions en résidences universitaires. Toutefois, l'U.N.E.F. ne réussit pas à capitaliser sur ses victoires et voit ses effectifs décroître pendant que le nombre d'étudiants explose. La proportion de ses membres passe ainsi d'un étudiant sur deux à un sur dix entre 1962 et 1968.

Les positions adoptées par l'U.N.E.F. à propos des récentes réformes du monde universitaire, la définition du statut d'étudiant comme «jeune travailleurs intellectuel»<sup>20</sup> ou encore la question de l'allocation d'études pour tous sont parmi les décisions les plus contestées. Ces dernières, qui visent, entre-autre, à positionner l'U.N.E.F. sur le même front que les grands syndicats, ne font pas l'unanimité auprès des étudiants plus

---

<sup>19</sup> Fonctionnant d'abord sur un modèle essentiellement corporatiste, l'U.N.E.F. adopte la «ligne syndicale» en 1963, recentrant ses priorités sur les enjeux communs à l'ensemble de ses membres tels que les conditions de travail universitaire et la place des étudiants au sein de l'Université. Cette stratégie permet également de porter les luttes sur le même terrain que les autres luttes syndicales, soit celui de la promotion sociale et de la recherche de bonnes conditions de vie (U.N.E.F, 2012).

<sup>20</sup> Adoptée en 1950, cette résolution «définit l'étudiant comme "un jeune travailleur intellectuel", [...] ayant des droits et des devoirs comme jeune, comme travailleur et comme intellectuel» (U.N.E.F, 2012).

radicaux. Ceux-ci sont critiques des aspects réformateurs et du côté trop modéré du syndicat étudiant qu'ils désertent au profit de groupes diversifiés, dont certains sont même nés de scissions au sein même de l'U.N.E.F. On observe ainsi la prolifération de groupes dits «gauchistes»<sup>21</sup>, c'est-à-dire des groupes partisans, très à gauche, issus des diverses formes de marxisme et de communisme, qui revendiquent des nouvelles formes de militantisme.

### **1.1.2 Crise du système de représentation et radicalisation de la critique**

Ce courant gauchiste, qui dépasse le milieu étudiant, est représentatif de l'éclatement du paysage social et associatif français dans les années 1960. C'est qu'il n'y a pas de façon unanime de considérer ou de défendre les intérêts d'un groupe tel que les «jeunes». Si ces derniers sont désormais considérés comme une force, il y a tout de même un décalage entre, d'un côté, les politiques qui les prennent en charge et les représentations intellectuelles qu'on en fait, et de l'autre, la façon dont ils se conçoivent eux-mêmes. C'est justement pour cette raison que des groupes présentant des positions et des critiques radicales sont de plus en plus nombreux.

Les sciences sociales des années 1960 – et particulièrement la sociologie – ainsi que la télévision ont contribué à créer une conscience collective de la jeunesse où s'entremêlent, dans un jeu complexe, les représentations et intentions des institutions, organisations et experts qui incarnent la société adulte et les idées et paroles des adolescents, [...]. C'est ce système de représentation qui est contesté vigoureusement par des avant-gardes esthétiques et littéraires isolées dans un premier temps, alors qu'entrent en crise les organisations traditionnelles d'encadrement ou de regroupement de la jeunesse. (Zancarini-Fournel dans Artières et *al.*, 2008 : 31)

---

<sup>21</sup> Les définitions du terme «gauchiste» sont variables. Pour plus d'explications sur la tendance, voire la description, classique, qu'en fait Richard Gombin (1971). Pour un panorama général des groupes et idées gauchistes, voir le court texte de Bernard Brillant (dans Artières et *al.*, 2008 : 552-559).

C'est donc à cet endroit précis que le «scandale de Strasbourg» prend place. Il se trouve à la jonction entre la jeunesse contestataire et la remise en question de l'existence même d'une «jeunesse» homogène qui soit autre chose qu'une simple catégorie normative ou publicitaire. À travers ces événements, le milieu étudiant et celui des avant-gardes artistiques et révolutionnaires, porteuses de cette critique radicale et subversive, se rencontrent. Si le scandale surgit de l'intérieur même des organes représentatifs des étudiants de Strasbourg, il doit beaucoup à l'Internationale situationniste qui se situe exactement sur ce terrain : celui de la critique radicale de la société moderne et de tout système de représentation.

## **1.2 Strasbourg ou l'éclatement de la révolte**

Au moment où éclate le «scandale de Strasbourg», l'I.S. occupe en effet une niche particulière dans la réflexion politique de gauche. Sa critique acerbe de la vie quotidienne qui vise autant les pays capitalistes que les bureaucraties communistes, son anti-réformisme<sup>22</sup> et les moyens révolutionnaires qui y sont prônés ne font pas l'unanimité dans les milieux d'extrême-gauche. De plus, la posture radicale de l'I.S. joue sur sa marginalité. Comme il tient fermement à sa singularité et à la cohérence de ses idées, le groupe est assez sectaire : n'y entre pas et n'y demeure pas qui veut. Ce qui affecte en partie la circulation des thèses qui passe, entre autre, par les relations

---

<sup>22</sup> L'I.S. s'oppose à toute forme de réformisme, une telle stratégie ne faisant que confirmer le système de domination en place. Le groupe est également très critique envers les syndicats et les partis dit communistes, lesquels ne prônant que des changements à l'intérieur de la société *spectaculaire-marchande*, en plus de répéter la hiérarchie ambiante et les dérives de la bureaucratie plutôt que de prôner une véritable émancipation des membres.

personnelles des membres. Il y a bien sûr la revue éponyme qui contribue à faire connaître les idées situationnistes, mais son tirage demeure limité<sup>23</sup>.

Cette marginalité, conjuguée aux idées véhiculées, alimente l'aura scandaleuse qui entoure l'I.S. et qui sera mise à contribution dans les événements de l'automne 1966. Car si les événements de Strasbourg ont donné, comme on le verra, une visibilité accrue au groupe et ont révélé son existence à un large public, ils n'auraient jamais eu la même résonance sans l'apport majeur de certains de ses membres et de leurs positions radicales.

### **1.2.1 Nouveaux élus et projets subversifs**

Quelques mois avant le «scandale de Strasbourg», rien ne laissait présager de l'ampleur des événements qui allaient survenir<sup>24</sup>. En mai 1966, des étudiants contestataires et radicaux sensibles aux thèses de l'I.S. se font élire par 32 voix contre 5 et 10 abstentions, à la direction du bureau de l'A.F.G.E.S., l'organe local de l'U.N.E.F. Ces derniers, les nouveaux vice-président et président, André Vayr-Piova et André Schneider en tête, sont portés par une volonté de saboter l'université bourgeoise. Sans programme véritable, ils nourrissent néanmoins le projet d'abolir la succursale strasbourgeoise de l'U.N.E.F. avant de s'attaquer à son comité national.

C'est alors qu'ils décident, en compagnie de certains de leurs amis, de prendre contact avec l'Internationale situationniste. Le groupe d'avant-garde était en effet déjà connu dans certains cercles étudiants à Strasbourg. Il faut dire que Mustapha Khayati,

---

<sup>23</sup> Le tirage est toutefois passé de 4000 à 5000 exemplaires entre 1963 et 1967, faisant la preuve de la popularité grandissante des thèses situationnistes (Dumontier, 1995).

<sup>24</sup> Les informations concernant le déroulement chronologique du scandale sont tirées des ouvrages de Pascal Dumontier (1995 : 79-110), et Christophe Bourseiller (1999 : 213-236), ainsi que du texte situationniste «Nos buts et nos méthodes dans le scandale de Strasbourg» (Debord, 2006 : 735-745).

l'un membre du groupe, était un ancien étudiant de l'Université de Strasbourg qu'il fréquentait d'ailleurs encore lors de son adhésion à l'I.S. en 1964. Ancien étudiant d'Henri Lefebvre lorsqu'il y enseignait<sup>25</sup>, il est touché par les critiques de la vie quotidienne au cœur de la théorie situationniste et c'est ce qui le pousse à adhérer au groupe. Il y occupera par la suite un rôle assez important, contribuant de façon active à l'élaboration de l'appareil théorique de l'I.S., notamment par ses réflexions sur le langage et la linguistique<sup>26</sup>. C'est également autour de lui que se forme ce qu'on appellera le «groupe de Strasbourg», composé de Théo et d'Édith Frey, de Jean Garnault et d'Herbert Holl, qui sont admis officiellement à l'hiver 1965 après qu'ils aient participé au «tomatage» du cybernéticien Abraham Moles<sup>27</sup> venu donner une conférence à Strasbourg.

Ainsi, à l'été 1966, les étudiants «pro-situ» réunis autour de Vayr-Piova et Schneider sont mis en contact avec l'I.S. Malgré le peu d'intérêt qu'ont les situationnistes pour les mouvements étudiants<sup>28</sup>, ils acceptent de les aider. Surtout qu'ils voient dans l'élection de ces étudiants ayant comme projet explicite de détruire l'U.N.E.F. un signe de la perte de popularité et de cohérence du syndicalisme étudiant traditionnel. «Leur

---

<sup>25</sup> D'abord proche du groupe avec qui il partage une certaine conception de la vie quotidienne et de la lutte révolutionnaire, Lefebvre sera toutefois répudié dans un texte intitulé «Aux poubelles de l'histoire» (reproduit dans Debord, 2006 : 623-634) où on l'accuse de plagiat. Même si le fond de cette histoire n'est pas tout à fait clair, il semblerait que ce soit surtout le lieu de diffusion du texte, la revue *Arguments*, qui n'ait pas plu à Debord et ses compagnons. Dès lors Lefebvre est placé dans la catégorie des intellectuels critiqués par l'I.S. pour leur posture faussement critique. Pour deux versions de l'histoire, voir Kaufmann (2001) et Bourseiller (1999).

<sup>26</sup> Il est d'ailleurs l'un des seuls, au sein de l'I.S., à avoir abordé directement ces questions, notamment dans «Les mots captifs : introduction à un dictionnaire situationniste» (*Internationale situationniste*, 1996 : 50-55).

<sup>27</sup> Aux yeux de l'I.S., Moles incarne l'archétype du chercheur au service de l'ordre établi. En 1963, il avait tenté de prendre contact avec l'I.S., leur demandant des précisions à propos de certains concepts. On lui répond par une lettre acerbe, où on le traite de tous les noms. Voir «Correspondance avec un cybernéticien» (Debord, 2006 : 668-674).

<sup>28</sup> Dans la correspondance concernant l'appui aux Strasbourgeois, Debord affirmait d'ailleurs à Khayati : «Il n'y a pas *pour nous* d'étudiant intéressant, en tant qu'étudiant» (Debord, 2006 : 733).

élection, au reste tout à fait régulière, manifestait donc à l'évidence et le désintérêt absolu de la base, et l'aveu d'impuissance définitive de ce qui restait de bureaucrates dans cette organisation» (Debord, 2006 : 735-736).

L'I.S. conseille alors à ces étudiants d'écrire un texte dans lequel leurs idées, de même que les thèses situationnistes, seraient exposées, puis de le diffuser aux frais de l'association étudiante. Si l'écriture du document est d'abord confiée aux étudiants, très vite, leur manque de cohésion se fait sentir. C'est alors que la tâche est reléguée à Mustapha Khayati. C'est donc lui qui rédigera le texte<sup>29</sup> qui sera pourtant signé par «les membres de l'Internationale situationniste et des étudiants de Strasbourg». C'est donc ce tract, «De la misère en milieu étudiant considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel et de quelques moyens pour y remédier»<sup>30</sup> qui constitue le cœur du scandale, son point d'émergence et d'articulation. Seulement, il faudra attendre au 22 novembre pour que tous prennent connaissance de son contenu subversif.

Un climat de scandale s'était néanmoins mis en place dans les semaines précédentes. Le 26 octobre, une douzaine d'étudiants pro-situationnistes font irruption dans le cours inaugural de la nouvelle chaire de psycho-sociologie d'Abraham Moles, devenu officiellement professeur à Strasbourg, pour lui lancer des tomates mures, répétant ainsi le traitement qu'il avait reçu en 1965<sup>31</sup>. À cela s'ajoute l'édition du 16 novembre du périodique de l'A.F.G.E.S., *Nouvelles*, dans lequel on peut lire plusieurs

---

<sup>29</sup> Les étudiants seront invités à le commenter et à y faire des ajouts. Certains membres de l'I.S., dont Guy Debord donneront également leur suggestions. Ces apports demeurent néanmoins mineurs.

<sup>30</sup> Également connu sous le titre «De la misère en milieu étudiant».

<sup>31</sup> Il sera à nouveau «tomaté» quelques mois plus tard, en mars 1967 lors d'une présentation au Musée des Arts décoratifs de Paris où il était reçu pour y parler d'urbanisme nouveau et de contrôle des populations.

textes provocateurs dont celui, publié en anglais, du groupe révolutionnaire américain *Black Mask*. D'autres textes portant sur des thématiques chères à l'I.S. y sont aussi publiés : critique du mouvement hollandais *Provo*<sup>32</sup>, article remettant en cause la stratégie syndicale de l'U.N.E.F., ou encore un texte de soutien à la *Zengakuren*, un groupe révolutionnaire japonais avec lequel l'A.F.G.E.S. entretenait d'ailleurs certaines relations.

C'est toutefois l'affichage, début novembre, de la b.d. détournée d'André Bertrand, «Le retour de la Colonne Durutti», qui fait le plus de bruit. Cette dernière, qui se présente comme une succession d'images célèbres ou populaires détournées, sorte de résumé humoristique de l'histoire récente de l'A.F.G.E.S. et des projets de son nouveau bureau, le tout teinté de la pensée situationniste, provoque de vives réactions. Les propos et les images amusent ou irritent : Lénine affirmant «Quand aux J.C.R. moi aussi je les encule», des cowboys discutant de réification ou des brosses à dents qui parlent de l'importance de la contestation et de l'incapacité des groupes en place de la mener. Bref, la b.d. ne laisse personne indifférent, d'autant plus qu'elle se conclut par une note intrigante.

Comme suite à cette victoire bientôt vous pourrez vous procurer, éditée par le bureau de l'A.F.G.E.S. ; la brochure la plus scandaleuse du siècle. "De la misère en milieu étudiant considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel et de quelques moyens pour y remédier" est un cardiogramme de la réalité quotidienne qui vous permettra de choisir vous-même votre bord, pour ou contre la misère présente, pour ou contre le pouvoir qui en vous prenant votre histoire, vous empêche de vivre. À VOUS DE JOUER. (Bertrand, 1966)

---

<sup>32</sup> Groupe d'avant-garde hollandais des années 1960 qui regroupe des artistes et des jeunes révoltés et qui place la vie quotidienne au centre de ses revendications. Voir Niek Pas (dans Artières et *al.*, 2008 : 106-110).

«De la misère en milieu étudiant» est donc distribué pour la première fois lors de l'inauguration officielle du Palais Universitaire qui a lieu le 22 novembre en présence de nombreux dignitaires locaux. Une copie du texte est alors donnée à toutes les personnes présentes lors de cette cérémonie solennelle<sup>33</sup>. Ainsi, les étudiants dissidents ne se contentent pas d'utiliser les fonds de l'A.F.G.E.S. pour imprimer leur tract, ils choisissent en plus de le distribuer à la barbe des autorités universitaires, de qui ils avaient par ailleurs reçu la permission de le diffuser. Cette stratégie a pour effet d'accroître le caractère subversif de la brochure, qui se veut à la fois une attaque en règle contre «l'étudiant», être méprisé et méprisable, le monde universitaire et les professeurs, et un appel au changement révolutionnaire.

### **1.2.2 Attaques en règle et théories situationnistes**

Même si le texte peut être lu comme un condensé des thèses situationnistes, il est ancré dans le réel. Il est en quelque sorte le point de rencontre entre les événements à venir, que l'on peut déjà deviner dans la trame de la brochure, et les principales thèses situationnistes. Le terrain de lutte de l'I.S. étant le quotidien comme «sphère du désarmement, de l'aveu et de l'incapacité de vivre» (Debord, 2006 : 576), c'est le quotidien de l'étudiant, pris comme «symptôme» de son époque et de l'aliénation qui y règne, qui est alors mis en cause et qui sert de base aux théories révolutionnaires. Le ton acide est donné dès les premières lignes :

Nous pouvons affirmer, sans grand risque de nous tromper, que l'étudiant en France est, après le policier et le prêtre, l'être le plus universellement méprisé. Si les raisons pour lesquelles on le méprise sont souvent de fausses raisons qui relèvent de l'idéologie dominante, les raisons pour lesquelles il est effectivement méprisable et méprisé

---

<sup>33</sup> Dès le lendemain, des copies sont distribuées à la sortie des cours et au restaurant universitaire.

du point de vue de la critique révolutionnaire sont refoulées et inavouées. Les tenants de la fausse contestation savent pourtant les reconnaître, et s'y reconnaître. Ils inversent ce vrai mépris en une admiration complaisante. (Khayati dans Viénet, 1966 : 219)

Dans ce sens, l'étudiant, «esclave stoïcien», est présenté comme étant à la fois la première victime et le futur du système ambiant qui organise «l'espace-temps quotidien étrié» qui est le sien. Celui-ci est désigné, dans le vocabulaire situationniste, sous le nom de *spectacle*. Cette notion qui, comme le dit Vincent Kaufmann, «[renvoie] à plusieurs choses à la fois (l'assujettissement du monde à l'économie, le fétichisme de la marchandise, la réification, l'aliénation, l'idéologie, soit précisément les images, les représentations, les *spectacles* empêchant la vie authentique d'advenir) [...]» (Kaufmann, 2001 : 234); je souligne). Dans le texte, on affirme ainsi que «la colonisation des divers secteurs de la pratique sociale ne fait que trouver dans le monde étudiant son expression la plus criante. Le transfert sur les étudiants de toute la mauvaise conscience sociale masque la misère et la servitude de tous» (Khayati dans Viénet, 1966 : 221).

L'étudiant est d'autant plus critiqué qu'il ne cherche pas à sortir réellement de ce système qui le crée de toute pièce pour mieux l'aliéner. Il est décrit comme un imbécile heureux content de vivre dans ses illusions.

Récoltant un peu du prestige en miettes de l'Université, l'étudiant est encore content d'être étudiant. Trop tard. L'enseignement mécanique et spécialisé qu'il reçoit est aussi profondément dégradé [...] que son propre niveau intellectuel au moment où il y accède, du seul fait que la réalité qui domine tout cela, le système économique, réclame une fabrication massive d'étudiants incultes et incapables de penser. Que l'Université soit devenue une organisation – institutionnelle – de l'ignorance, que la «haute culture» elle-même se dissolve au rythme de la production en série de professeurs, que tous ces professeurs soient des crétins, dont la plupart provoquerait le chahut de n'importe

quel public de lycée – l'étudiant l'ignore; et il continue d'écouter respectueusement ses maîtres, avec la volonté consciente de perdre tout esprit critique afin de mieux communier dans l'illusion mystique d'être devenu un «étudiant», quelqu'un qui s'occupe sérieusement à apprendre un savoir *sérieux*, dans l'espoir qu'on lui confiera les vérités dernières. (*Ibid.* : 222)

Avec ses invectives contre l'université, décrite comme une «usine à fabriquer des petits cadres», comme l'institution *spectaculaire* par excellence, dont la «crise» est symptomatique de la crise plus généralisée du capitalisme moderne, il n'est pas surprenant que le texte ait fait tant de bruit à Strasbourg. Surtout que les attaques visent autant l'institution universitaire en elle-même que les étudiants et les professeurs. Ces derniers, qui sont décrits comme des «[...]chiens de berger conduisant, suivant les besoins planifiés du système économique, les fournées de "cols blancs" vers leur usines et bureaux respectifs» (*Ibid.* : 223), sont méprisés par l'I.S., tout comme le sont les intellectuels, tenants d'une fausse critique et générateurs de fausse conscience.

Incapables de passions réelles, [...] l'étudiant fait ses délices des polémiques sans passion entre les vedettes de l'intelligence, sur des faux problèmes dont la fonction est de masquer les vrais : Althusser – Garaudy – Sartre – Barthes – Picard – Lefebvre – Levi-Strauss – Halliday – Chatelet – Antoine. Humanisme – Existentialisme – Structuralisme – Scientisme – Nouveau Criticisme – Dialecto-naturalisme – Cybernétisme – Planétisme – Métaphilosophisme. (*Ibid.* : 225)

Si les attaques contre l'institution universitaire et les professeurs suscitent des réactions vives et essentiellement négatives, celles concernant l'engagement politique des étudiants provoqueront, comme on le verra, des divisions dans la population étudiante. C'est que le portrait des associations étudiante que l'on dresse dans le texte est encore une fois dur et sans concession. «Car l'étudiant, plus que partout ailleurs, est content d'être *politisé*. Seulement il ignore qu'il y participe à travers le *même spectacle*» (*Ibid.* : 226 : je souligne). Ce faux engagement s'incarne par exemple dans

le militantisme et le syndicalisme étudiants qui ne feraient que renforcer le système de domination ambiant en jouant justement sur le statut d'étudiant.

Plus sérieux, et donc plus dangereux, sont les modernistes de la gauche et ceux de l'U.N.E.F. menés par les «ultras» de la F.G.E.L.<sup>34</sup>, qui revendiquent une «réforme de la structure de l'Université», une «réinsertion de l'Université dans la vie sociale et économique», c'est-à-dire son adaptation aux besoins du capitalisme moderne. [...]. Loin de contester ce processus historique qui subordonne directement un des derniers secteurs relativement autonome de la vie sociale aux exigences du système marchand, nos progressistes protestent contre les retards et défaillances que subit sa réalisation. Ils sont les tenants de la future Université cybernétisée qui s'annonce déjà ça et là. Le système marchand et ses serviteurs modernes, voilà l'ennemi. (*Ibid.* : 223)

Ces attaques portées contre l'U.N.E.F. recourent ainsi deux thèmes majeurs de la critique situationniste : les syndicats et le réformisme. Aux yeux de l'I.S., les premiers, tout comme les partis politiques dits «communistes», ne font que reproduire la hiérarchie de la société qu'ils sont censés critiquer plutôt que de prôner une véritable révolution. Ce genre de critiques est également adressé, dans le texte, à des groupes contestataires ou d'avant-gardes tels que les *Blousons noirs*, groupes de jeunes marginaux criminalisés, et les *Provos* hollandais. Si on leur reconnaît une certaine volonté de changer les choses, ou si l'on voit dans leurs actions, parfois violentes, un refus radical du système en place et de ses mécanismes de domination, on juge qu'en plus de leur tendance à reproduire les hiérarchies, il leur manque un véritable programme critique et révolutionnaire.

Le réformisme, qui va souvent de pair avec le syndicalisme, est quant à lui particulièrement mal vu. Il incarne le changement *spectaculaire* par excellence. Plutôt que de prôner un changement véritable, il ne mène qu'à l'adaptation des mécanismes de

---

<sup>34</sup> Fédération des Groupes d'Études de Lettres.

domination au système en place. De plus, ce genre de stratégie est généralement très ciblé, les revendications ne visant qu'une institution ou qu'un élément de celle-ci. C'est justement parce qu'ils représentent la logique contraire que l'I.S. a consenti à aider les étudiants de Strasbourg. Ils incarnent à leurs yeux une volonté de réellement changer les choses, en passant par d'autres canaux que les syndicats étudiants traditionnels. Qui plus est, c'est justement à ces mêmes syndicats et à leurs politiques qu'ils s'en prennent en voulant saborder l'A.F.G.E.S., puis l'U.N.E.F.

Seulement, les projets prônés par le texte, et par l'I.S. par le fait même, dépassent de loin ce genre d'aspirations. C'est une révolte globale qui est appelée, une révolution qui dépasse le monde étudiant.

Car l'étudiant ne peut se révolter contre rien sans se révolter contre ses *études*, et la nécessité de cette révolte se fait sentir moins naturellement que chez l'ouvrier, qui se révolte spontanément contre sa condition. [...]. Mais partout où la société moderne commence à être contestée, il y a une révolte de la jeunesse, qui correspond à une critique totale du comportement étudiant. (*Ibid.* : 227)

Ainsi, pour que de tels objectifs révolutionnaires soient atteints, étudiants et ouvriers doivent s'unir dans une lutte commune. «C'est que la réalisation des désirs réels, c'est-à-dire l'abolition de tous les pseudos-besoins et désirs que le système crée quotidiennement pour perpétuer son pouvoir, ne peut se faire sans la suppression du *spectacle* marchand et son dépassement positif» (*Ibid.* : 243; je souligne). Pour réaliser un tel dépassement, le changement ne peut venir d'un seul groupe ou parti isolé. D'où la nécessité de former des Conseils ouvriers pour que la révolution soit menée à terme<sup>35</sup>.

---

<sup>35</sup> Cet élément est d'ailleurs au cœur du projet révolutionnaire élaboré par l'I.S.

Le texte se termine d'ailleurs sur un appel à la poésie et à la fête, indissociables aux yeux de l'I.S. de tout changement véritablement révolutionnaire.

Transformer le monde et changer la vie sont [...] une seule et même chose, les mots d'ordre inséparables qui accompagneront sa suppression en tant que classe, la dissolution de la société présente en tant que règne de la nécessité, et l'accession enfin possible au règne de la liberté. La critique radicale et la reconstruction libre de toutes les conduites et valeurs imposées par la réalité aliénée sont son programme maximum, et la créativité libérée dans la construction de tous les moments et événements de la vie est la seule poésie qu'il pourra reconnaître, la poésie faite par tous, le commencement de la fête révolutionnaire. Les révolutions prolétariennes seront des *fêtes* ou ne seront pas, car la vie qu'elles annoncent sera elle-même créée sous le signe de la fête. Le *jeu* est la rationalité ultime de cette fête, vivre sans temps mort jouer sans entraves sont les seules règles qu'il pourra reconnaître. (*Ibid.* : 242-243)

### 1.2.3 Un scandale à Strasbourg

C'est donc sur la base de ce texte, et de ses propos subversifs que le «scandale» prend forme. Le 23 novembre, au lendemain de la première distribution de la brochure, les étudiants contestataires convoquent une conférence de presse lors de laquelle André Schneider réaffirme son mépris du syndicalisme étudiant et réitère la volonté du nouveau bureau de l'A.F.G.E.S. de dissoudre l'association. Un autre membre du bureau, Daniel Joubert, de même que Mustapha Khayati sont également présents. Ainsi alertée de la présence de ces trouble-fêtes et de leurs projets subversifs, la presse régionale et nationale s'empare de l'affaire et en fait état à partir du 25 novembre.

Les grands titres sont alarmistes<sup>36</sup> : «Des ultra-révolutionnaires» (*France-Soir*, 25 novembre 1966) ; «Un grand coup de balai, s.v.p.! L'Association des Étudiants de Strasbourg livrée aux beatniks "situationnistes"» (*Le Nouvel Alsacien*, 25 novembre

---

<sup>36</sup> Ceux-ci sont tous cités dans Dumontier (1995 : 87-88).

1966) ; «Des anarchistes de fantaisie se sont rendus maître de l'U.N.E.F.» (*L'Aurore*, 25 novembre 1966) ; «"L'Internationale situationniste" prend le pouvoir chez les étudiants strasbourgeois» (*Le Monde*, 26 novembre 1966). «Les "beatniks" tiennent le pouvoir de l'association des étudiants de Strasbourg – Action juridique probable contre eux» (*Le Figaro*, 1<sup>er</sup> décembre 1966).

Cette récupération par la presse ne plaît pas du tout aux membres de l'I.S. qui n'apprécient pas ces descriptions et ces allégations erronées<sup>37</sup>. Surtout qu'au départ, ils ne devaient jouer qu'un rôle effacé dans l'affaire et ne devaient pas y être mêlés de façon aussi directe. C'est donc dans cette optique, qu'à la demande de Mustapha Khayati, lui-même mandaté par l'I.S., l'A.F.G.E.S. publie, le 29 novembre, un communiqué de presse dans lequel il est affirmé «[qu']aucun des membres de notre bureau ne fait partie de l'Internationale situationniste, [...], mais nous nous sommes proclamés entièrement solidaires de ses analyses et perspectives» (cité dans Dumontier, 1995 : 89). Cette tentative de prise de distance ne réussit pas totalement et le nom du groupe continue à être associé aux événements.

Si l'I.S. réagit fortement à cette récupération de l'affaire par les médias, la réaction est encore plus grande dans le monde universitaire. L'édition du 27-28

---

<sup>37</sup> Dans *Le Figaro* du 1<sup>er</sup> décembre, on affirme même que l'I.S. aurait eu des vues sur les œuvres de l'A.F.G.E.S. (restaurant, bar, centres de vacances, coopératives, etc.) dont les revenus annuels s'élevaient supposément à deux millions (Dumontier, 1995 : 88). Cette affirmation est par la suite tournée en ridicule par Debord et ses collègues.

novembre du *Paris-Presse* publie une déclaration du recteur Bayen<sup>38</sup>, laquelle est d'ailleurs représentative des réactions vives et émotives provoquées par le scandale.

Ces étudiants, mi-provos, mi-beatniks, ne représentent qu'une minorité des étudiants de Strasbourg. Ils relèvent de la psychiatrie. Ils ont obtenu la majorité des élections, mais ces dernières ont été, je crois, illégales. J'effectue actuellement une enquête à ce sujet. Bien que je ne puisse pas agir directement sur l'Association Fédérative, je suis certain que les conclusions de cette enquête apporteront la clé du problème et régleront une fois pour toute la situation. (Cité dans Dumontier, 1995 : 90)

Dans un style similaire, démontrant la même incompréhension de la pensée situationniste, le professeur Fernand L'huillier aurait déclaré en début de cours : «Je suis pour la liberté de penser... Mais s'il y a des Situationnistes dans la salle, qu'ils sortent» (cité dans Bourseiller, 1995 : 90). Ces tentatives de discréditer les contestataires sont restées relativement peu efficaces, surtout que le recteur n'avait pas de pouvoir sur les affaires internes de l'A.F.G.E.S.

L'intervention de certaines amicales étudiantes aura plus de poids<sup>39</sup>. Choquées par les attaques contre l'engagement étudiant contenues dans le texte, mais surtout par l'annonce, faite lors de la conférence de presse, de la tenue d'une assemblée générale pour dissoudre l'association, elles désirent alors faire voter une motion de suspension des membres du bureau par les étudiants. À cela, les membres du bureau répondent qu'ils relèvent de l'U.N.E.F. et que seuls les détenteurs de cartes de l'U.N.E.F. pourront voter. Avec l'aide des «anciens» de l'A.F.G.E.S., ainsi que celle du maire adjoint Paul

---

<sup>38</sup> C'est pourtant lui qui avait donné l'autorisation aux étudiants de distribuer leur brochure au Palais municipal. À ce moment, il ne saisissait pas encore le sérieux de leur démarche. Son attitude à leur égard changera radicalement à partir de là

<sup>39</sup> Il s'agit des amicales de droit-sciences économiques, pharmacie, médecine dentaire, sciences politiques, médecine, kinésithérapie, arts décoratifs, éducation physique et sportive et sciences commerciales.

Wach et de certains notables locaux, ces amicales portent plutôt l'affaire devant le Tribunal de grande instance de qui elles obtiennent une mise sous contrôle judiciaire de l'A.F.G.E.S. Dès son entrée en vigueur, le 13 décembre, l'assemblée générale du 16 décembre est annulée par le juge responsable. L'assemblée a tout de même lieu devant 400 détenteurs de cartes de l'U.N.E.F., mais la dissolution espérée n'est pas votée.

Les contestataires continuent néanmoins leurs actions après les vacances du Nouvel an. À la rentrée, le 10 janvier, les étudiants et les professeurs sont accueillis par une affiche portant l'inscription «Et ça ne fait que commencer», et signée par Jean Garnault, Théo Frey, André Schneider et Bruno Vayr-Piova. Le 11 janvier, ce dernier, à titre de président de la section locale de la Mutuelle nationale des étudiants français (M.N.E.F.), fait fermer le Bureau d'Aide psychologique Universitaire (B.A.P.U.). Cette mesure est en total accord avec le propos du texte dans lequel on dénonce le contrôle para-policier exercé sur les étudiants.

[L'étudiant] est si bête et si malheureux qu'il va même jusqu'à se confier spontanément et en masse au contrôle parapolicier des psychiatres et psychologues, mis en place à son usage par l'Avant-garde de l'oppression moderne, et donc applaudi par ses «représentants» qui voient naturellement dans les Bureau d'Aide psychologique Universitaire (B.A.P.U.) une conquête indispensable et méritée. (Khayati dans Viénet, 1968 : 224)

Vayr-Piova tente même de pousser ces principes encore plus loin. Alors qu'il représente l'A.F.G.E.S. au niveau national, il propose que tous les B.A.P.U. soient fermés et que la brochure de Khayati soit rééditée à grande échelle aux frais de la M.N.E.F. Ses propositions ne sont pas adoptées, mais elles font toutefois leur chemin. Dans certaines universités, surtout en province, ces idées reçoivent un accueil favorable. Par ailleurs, les actions de Vayr-Piova choquent les autorités universitaires,

ce qui lui vaut d'être exclu, en mars 1967, de l'Université de Strasbourg par le Conseil d'université<sup>40</sup>.

L'unité du groupe strasbourgeois est toutefois rompue et les dissensions se font sentir dès la mi-janvier. Théo Frey, Jean Garnault et Herbert Holl se brouillent avec l'I.S. après qu'ils aient formé une «section secrète» et tenté de faire exclure Debord et Khayati. C'est plutôt eux qui sont exclus et leur départ fracassant provoque une scission dans le groupe des révolutionnaires strasbourgeois<sup>41</sup>. Elle donne alors lieu à une guerre de mots entre ceux qui seront surnommés les «Garnaultin» et l'I.S. Chaque camp croit alors détenir la vérité sur ces événements et profite du climat de confusion qui règne à Strasbourg pour faire valoir son point dans des tracts et des communiqués<sup>42</sup>.

### 1.3 Strasbourg : fin et suites

Même si le scandale commence alors à s'essouffler sous le coup de ces chicanes intestines, l'affaire continue de provoquer des réactions. *Le Monde* publie successivement une déclaration d'appui aux Strasbourgeois, signée entre autres par Henri Lefebvre, Alain Touraine et Jean Baudrillard et une pétition anti-situationnistes signée entre autres par Julien Freund et André Neher. Au même moment, André Vayr-Piova continue ses actions à la section M.N.E.F. allant jusqu'à poser sa candidature aux élections universitaires où il sera battu.

---

<sup>40</sup> Son exclusion déclenchera d'ailleurs un concert de protestation de la part d'étudiants, de professeurs et de différentes sections mutuelles d'autres villes.

<sup>41</sup> D'un côté, des pro-situationnistes anti-I.S. parmi lesquels se trouvent Jean Garnault, Édith et Théo Frey, Herbert Holl, et Bruno Vayr-Piova, de l'autre côté André Schneider, Daniel Joubert et André Bertrand qui sont toujours fidèles à l'I.S., et ce même s'ils n'y seront jamais officiellement admis.

<sup>42</sup> Le 16 janvier, Édith et Théo Frey, Jean Garnault et Herbert Holl font paraître un texte intitulé «La vérité est révolutionnaire» dans lequel ils attaquent l'I.S. Le 22 janvier, les membres de l'I.S. répliquent par un texte, «Attention trois provocateurs» imprimé par l'A.F.G.E.S.

Ainsi, le «scandale de Strasbourg» se termine dans une sorte de confusion, les guerres entre les camps et le manque de cohérence théorique étant trop forts pour que les actions se poursuivent. Cette fin démontrant, une fois de plus, que la reproduction des luttes de pouvoir et des hiérarchies sociales au sein des organisations révolutionnaires provoque inmanquablement une perte de vue des objectifs initiaux. Cela n'empêche pas que le monde universitaire ait été ébranlé par cette histoire et que la révolte s'étende par la suite.

En effet, comme on le verra dans le chapitre 3, certaines idées mises de l'avant lors de ces événements auront de grandes répercussions ailleurs. À Nantes et à Nanterre l'exemple de Strasbourg est rapidement suivi. L'influence des idées situationnistes y est palpable. Si les méthodes utilisées ne sont pas exactement les mêmes qu'à Strasbourg, les actions sont là aussi portées par une volonté de mener une contestation étudiante en dehors des organes représentatifs traditionnels. Des liens sont ainsi établis avec l'I.S. alors que «De la misère en milieu étudiant» est distribuée sur les deux campus. Son statut d'outil de propagation de la révolte étudiante est alors confirmé et l'éveil de la conscience prolétarienne voulu par les situationnistes est amorcé.

Ce qui reste de ce scandale, outre le texte qui lui a survécu et l'influence de Strasbourg sur la révolte qui mènera à Mai 1968, c'est le rapport de réciprocité entre les événements à proprement dit et l'Internationale situationniste. Réciprocité qui s'incarne entre autre dans la cohérence qui existe entre la théorie développée par l'I.S. et son soutien aux étudiants strasbourgeois. Cette dernière étant en accord total avec la volonté de concordance entre théorie et *praxis* prônée par l'avant-garde. Ainsi, ne se contentent-ils pas de penser à une théorie sans la mettre en pratique. En contrepartie, ils

préfèrent rester dans l'ombre plutôt que de participer à l'agitation étudiante qu'ils voient comme futile et sans intérêt véritable. Pour paraphraser Guy Debord, l'I.S. s'est contentée de «porter l'huile là où se trouvait le feu». Bref, les événements ont allumé l'étincelle révolutionnaire qui était nécessaire pour que la révolte s'embrace et se répande.

## **Chapitre 2 : Scène discursive : ouvrages marquants et assises théoriques**

Nous venons d'aborder les événements de Strasbourg comme étant un symptôme de la révolte dans les milieux étudiants. Révolte qui s'étendra à partir de ce point et prendra de l'ampleur jusqu'à son explosion en mai-juin 1968. Le «scandale de Strasbourg» a aussi permis de faire connaître la théorie situationniste au-delà des cercles d'initiés. Celle-ci se fondait alors sur le postulat d'une cohérence totale entre théorie et praxis. C'est d'ailleurs cette fusion de la théorie dans la pratique qui aura été mise en pratique à Strasbourg et qui sera par la suite répétée, entre autre lors du mouvement des occupations (Chapitre 3). Ainsi la participation des situationnistes aux actions ici évoquées prend racine dans la théorie qu'ils ont élaborée et diffusée sous diverses formes.

Le moment qui se situe entre les événements de Strasbourg et ceux de mai-juin 1968 joue d'ailleurs un rôle important pour le développement de la pensée situationniste. Durant cette période, le groupe s'est doté de deux manuels théoriques majeurs : *La société du spectacle* de Guy Debord et le *Traité de savoir vivre à l'usage des jeunes générations* de Raoul Vaneigem. Parus respectivement les 14 et 30 novembre 1967, ils arrivent à point nommé dans le climat trouble qui règne alors. Ils constituent sans conteste un moment charnière de la théorie situationniste, voire de la pensée révolutionnaire de l'époque.

Ce faisant, ces deux ouvrages, qui ne peuvent être dissociés ni de la trajectoire de leur auteur respectif, ni de celle de l'I.S., constituent ensemble le point d'ancrage d'une théorie qui les dépasse chacun. Ils représentent le cœur de l'appareil théorique du

groupe d'avant-garde, alors qu'ils prennent racine dans les idées qui y ont été élaborées jusqu'alors. Ils sont à la fois le point de convergence et d'émergence de la pensée situationniste. Même s'ils sont indissociables de cette pensée, les deux ouvrages sont souvent lus de façon indépendante. Il est par ailleurs important de les mettre en relation, tout en les situant dans leur trajectoire individuelle respective. C'est pour cette raison que dans ce chapitre, je dégagerai d'abord le contexte et la posture des deux ouvrages séparément, afin de faire sortir l'originalité de leurs articulations. Par la suite, je reviendrai sur leur langage commun afin de bien définir les termes et les concepts partagés par les deux auteurs.

## **2.1 *La société du spectacle* : posture forte et perspective totalisante**

### **2.1.1 Un auteur et son livre**

Penchons-nous d'abord sur la *Société du spectacle*. Considérée comme l'œuvre majeure de Debord, elle se présente comme un essai politique, divisé en 221 thèses dans lequel l'auteur expose son constat sur la *société du spectacle* et propose les outils critiques et révolutionnaires à mettre en place pour la dépasser. L'ouvrage est caractérisé par son radicalisme de même que par un style à la fois féroce et lumineux. Paru quelques jours avant le *Traité de savoir-vivre* de Vaneigem, il est certainement le plus connu des deux livres et celui qui a eu, et a encore, l'existence la plus autonome<sup>43</sup>. Cette reconnaissance tient en grande partie aux rapprochements que l'on peut faire entre la trajectoire de l'ouvrage et celle de son auteur et du groupe auquel il appartenait.

---

<sup>43</sup> Notons que le livre de Debord a connu plusieurs rééditions et traductions, parues pour la plupart après la dissolution de l'I.S. en 1972. Il a d'ailleurs bénéficié d'un regain de popularité à la suite de sa mort en 1994. On peut dès lors affirmer que *La société du spectacle* a eu une vie en dehors de l'I.S. et qu'il est souvent lu indépendamment de ses origines situationnistes.

*La Société du spectacle* est en effet un produit de la France des années 1960, laquelle était marquée à la fois par la consolidation de la société de consommation et par la multiplication des groupes et des théories radicales. De plus, les idées qui y sont développées s'inscrivent directement dans la démarche critique et contestataire de l'I.S. En contrepartie, la postérité du groupe tient beaucoup à la réputation d'esprit libre de son fondateur et à la diffusion de son œuvre phare. Le rapport de Debord à ses propres écrits est conscient et réflexif. La parution, en 1988 des *Commentaires sur la société du spectacle*, témoigne bien de cette attitude qu'il gardera toute sa vie. Dans ce livre, il revient sur les thèses élaborées 20 ans plus tôt pour leur apporter nuances et précisions, mais sans jamais les démentir. Ainsi peut-on dire que Debord a toujours su ce qu'il voulait écrire, comment, pour qui, et dans quels buts, et qu'il l'a exposé de façon transparente<sup>44</sup>.

Ces buts sont également ceux visés par l'I.S. et c'est en ce sens qu'il revendique, pour le groupe, une place précise dans la lutte révolutionnaire, portée par une vision intransigeante du monde et un projet critique radical et assumé. C'est d'ailleurs Debord qui incarnera de la façon la plus forte cette attitude réflexive et cette vision sans concession, et ce, même si elle est partagée par les autres membres de l'I.S. À l'instar de Vincent Kaufmann, on peut donc voir là

[...] l'indice [...] clair de l'adoption par les Situationnistes d'une perspective totalisante à partir de 1960-1962, qui s'incarnera un peu plus tard dans le livre majeur de Debord, c'est-à-dire ce qu'on peut tout aussi bien considérer comme son *Livre*, ou ce qu'il considère en tout cas lui-même comme son *Livre* : un livre auquel il n'a rien à redire, même vingt ou trente ans après, un livre dont la

---

<sup>44</sup> Dans la préface à une édition ultérieure, il répétait qu'«il faut lire ce livre en considérant qu'il a été sciemment écrit dans l'intention de nuire à la société spectaculaire, il n'a jamais rien dit d'outrancier» (Debord, 1992 [1967] : 11).

lettre est inaltérable, un livre qui dit tout sur tout. *La société du spectacle* est un livre procédant de ce que j'appellerais un *effet-Livre*. Il est l'effet d'une perspective totalisante, il incarne celle-ci, il rend compte de la totalité négative constituée par le *spectacle*. (Kaufmann, 2001 : 234; je souligne)

### 2.1.2 *Spectacle* et originalité théorique

Cette perspective totalisante s'incarne dans le concept de *spectacle* au cœur du livre, mais également dans son caractère engagé et engageant qui se laisse voir autant dans le fond de l'argumentation que dans la forme qu'elle prend. Si le style, que l'on peut qualifier d'insurrectionnel, est dense et marqué par l'érudition de son auteur<sup>45</sup>, l'argumentation est construite selon une logique claire. Chacun des neuf chapitres joue un rôle déterminé dans la construction du programme politique élaboré par Debord. C'est d'ailleurs dans ce souci de clarté qu'il consacre la première section de son livre, «*La séparation achevée*» (13-32; je souligne), à définir l'objet de son analyse, celui-là même qui appelle la nécessité révolutionnaire, le *spectacle*. On en perçoit ainsi le caractère totalisant dès la première thèse : «*Toute la vie des sociétés dans lesquelles règnent les conditions modernes de production s'annonce comme une immense accumulation de spectacles. Tout ce qui était directement vécu s'est éloigné dans une représentation*» (Debord, 1992 [1967] : 15)<sup>46</sup>.

Même si Debord insiste, particulièrement dans ce chapitre, sur le caractère médiatisé du *spectacle*, on ne peut assimiler sa vision à une simple critique des médias de masse et du contrôle économique ou étatique des messages qui y sont véhiculés.

---

<sup>45</sup> Debord démontre en effet une très bonne maîtrise des canons philosophiques, notamment de la dialectique hegelienne, et ce, même s'il n'a pas poursuivi ses études au-delà du bacc.

<sup>46</sup> On reconnaît ici la célèbre formule de Marx dans *Le Capital* : «*Toute la vie des sociétés modernes dans lesquelles règnent les conditions modernes de production s'annonce comme une immense accumulation de marchandise*». Voir le «*Relevé provisoire des citations et des détournements de La Société du spectacle*» (Debord, 2006 : 862-872).

Pour lui, «le *spectacle* n'est pas un ensemble d'images, mais un rapport social entre personnes, médiatisé par des images» (*Ibid.* : 16; je souligne). Il va plus loin en affirmant que «le *spectacle* ne peut être compris comme l'abus d'un monde de la vision, le produit des techniques de diffusion massive des images. Il est plutôt une *Weltanschauung* devenue effective, matériellement traduite. C'est une vision du monde qui s'est objectivée» (*Ibid.* : 17; je souligne). En bref, le *spectacle*, qui fonctionne par et pour le système économique dominant, nomme un mode d'organisation réfléchi, cohérent et englobant qui s'infiltré dans toutes les sphères de la vie, publique comme privée. Il désigne à la fois le système de pouvoir en place, ses mécanismes et l'état d'aliénation dans lequel tous sont plongés.

Le *spectacle* est le moment où la marchandise est parvenue à l'occupation totale de la vie sociale. Non seulement le rapport à la marchandise est visible, mais on ne voit plus que lui : le monde que l'on voit est son monde. La production économique moderne étend sa dictature extensivement et intensivement. (*Ibid.* : 39-40; je souligne)

Pour faire face à une cible aussi totalisante, Debord laisse peu de détails de côté et se penche sur différentes facettes du *spectacle*, sur ses mécanismes et sur son processus de mise en place, auquel il accorde beaucoup d'attention. Il insiste d'ailleurs particulièrement sur son caractère économique et sur les rapports que l'on peut établir entre le développement de l'économie politique, celui du règne de la marchandise et celui du *spectacle*. Il décrit alors le mode de réification qu'est celui du *spectacle*. Basé sur une certaine lecture de Marx, ce processus se rapporte, comme chez Lukàcs, au «caractère fétichiste de la marchandise comme forme d'objectivité» (Lukàcs,

1960 [1923]: 110)<sup>47</sup>. Dans cette optique Debord considère donc que «la marchandise est cette illusion effectivement réelle, et le *spectacle* sa manifestation générale» (Debord, 1992 [1967] : 44; je souligne). Le *spectacle* tire également sa force du fait qu'il procède par la division :

Le *spectacle* comme la société moderne, est à la fois uni et divisé. Comme elle, il édifie son unité sur le déchirement. Mais la contradiction, quand elle émerge dans le *spectacle*, est à son tour contredite par un renversement de son sens; de sorte que la division montrée est unitaire, alors que l'unité montrée est divisée. (*Ibid.* : 51; je souligne)

Et cette fausse unité est, pour sa part, au cœur de la *société du spectacle*, ce processus global, mondial, qui s'étend partout en présentant des spécificités locales tout en fonctionnant toujours sur un mode similaire. Pour étayer sa position, Debord opère d'ailleurs une distinction fondamentale entre le *spectaculaire concentré* associé au capitalisme bureaucratique et le *spectaculaire diffus*, présent dans les sociétés capitalistes<sup>48</sup>. Par ces sous-catégories conceptuelles, il poursuit également, en la renforçant, la critique des systèmes et des idéologies d'inspiration soviétique, déjà entamée par l'I.S. dans les années précédentes. Cette posture contribue à placer l'avant-garde sur son propre terrain révolutionnaire, différent de celui occupé par d'autres groupes et partis d'extrême-gauche<sup>49</sup>, surtout ceux d'inspiration marxiste-léniniste,

---

<sup>47</sup> Dans son ouvrage sur Guy Debord, lequel se présente comme une lecture philosophique de ses écrits et de leurs influences, Anselm Jappe consacre d'ailleurs une section aux liens que l'on peut faire entre la pensée du situationniste et celle développée par ce marxiste non-orthodoxe dans *Histoire et conscience de classe* (Jappe, 1998 : 40-55). Jappe y relève la filiation entre les deux penseurs dans leur appréhension de cette notion de réification et dans leurs conceptions du rôle joué par le rapport entre sujet et objet dans le processus historique d'émancipation.

<sup>48</sup> Notons que dans *Les Commentaires sur la société du spectacle*, Debord revient sur cette distinction en affirmant qu'en 20 ans, ces deux formes de *spectacle* ont disparu pour faire place au *spectacle intégré*, qui se manifeste désormais partout et qui reprend des éléments des deux formes préalablement définies.

<sup>49</sup> L'I.S. n'était cependant pas le seul groupe d'extrême gauche de l'époque à se poser contre le système soviétique. Par exemple, ce point était au cœur de la pensée élaborée par *Socialisme ou Barbarie*, groupe-mouvement créé par Claude Lefort et Cornelius Castoriadis et dont Guy Debord a été membre

trotskiste ou maoïste. Il confirme ainsi cette volonté de l'Internationale situationniste d'offrir une forme de critique autre, loin des idéologies plus classiques et de la récupération qu'en font divers groupes, partis ou syndicats. Ces organisations et ces idéologies sont d'ailleurs au cœur des critiques situationnistes dans lesquelles la vision de Debord s'inscrit directement.

Sa lecture critique des théories et projets révolutionnaires antérieurs joue ainsi un rôle important. Le processus par lequel le *spectacle* s'est généralisé doit beaucoup, selon lui, aux lacunes présentes dans diverses pensées dites historiques ou critiques – celles de Hegel et de Marx, de Bakounine, des utopistes, des anarchistes – et du développement de leurs versions idéologisées. Il se montre d'ailleurs particulièrement dur à l'égard des *idéologies totalitaires* qui ont mené au développement du capitalisme bureaucratique.

À ce moment l'idéologie n'est plus une arme mais une fin. Le mensonge qui n'est plus contredit devient folie. La réalité aussi bien que le but sont dissouts dans la proclamation idéologique totalitaire : tout ce qu'elle dit est tout ce qui est. C'est un primitivisme local du *spectacle*, dont le rôle est cependant essentiel dans le développement du *spectacle* mondial. L'idéologie qui se matérialise ici n'a pas transformé économiquement le monde, comme au capitalisme parvenu au stade de l'abondance; elle a seulement transformé policièrement la *perception*. (*Ibid.* : 101; je souligne)

Même si cette citation s'adresse au léninisme et au stalinisme et qu'elle réfère principalement au développement du *spectaculaire concentré*, forme propre au capitalisme bureaucratique, cette critique peut être appliquée au *spectacle* et aux idéologies dans leurs formes plus globales. Debord parle en effet du caractère

---

pendant un bref moment avant de le quitter parce qu'il ne s'y retrouvait pas totalement. Il critiquait en effet le peu d'ouverture de ses membres aux questions culturelles. Pour les détails de cet épisode voir Christophe Bourseiller (1999 : 164-170).

schizophrénique de ce système économique et politique et de sa façon de monopoliser le mensonge pour le rendre officiel. Il pointe également du doigt les dangers qui guettent un programme émancipateur lorsqu'il devient idéologie. L'échec des projets révolutionnaires précédents tiendrait donc à la perte d'un idéal réellement collectif au profit d'une idéologie, mais aussi au manque d'unité entre la théorie et la praxis qui les caractérise.

### **2.1.3 Conseils et révolution**

C'est donc pour répondre à ses lacunes que Debord privilégie la formation des Conseils ouvriers comme moyen de se sortir de l'emprise du *spectacle*. Ils représentent la seule forme d'organisation réellement révolutionnaire et libre de tout pouvoir hiérarchique, le lieu par excellence de la rencontre véritable entre théorie et praxis et de la prise de conscience historique. Bref ils représentent l'espace par excellence où tous peuvent devenir dialecticiens. «[Dans les Conseils ouvriers] le sujet prolétarien peut émerger de sa lutte contre la contemplation : sa conscience est égale à l'organisation pratique qu'elle s'est donnée, car cette conscience est inséparable de l'intervention cohérente dans l'histoire» (*Ibid.* : 116-117).

Il réitère ainsi, en mettant ce type d'organisation de l'avant, une position déjà défendue par l'I.S., notamment dans *De la misère en milieu étudiant* (Khayati dans Viénet, 1966 : 221-243). On y affirmait que les Conseils ouvriers sont la seule forme par laquelle la lutte révolutionnaire peut encore se concrétiser. Debord tout comme l'I.S. se placent alors, par cette position, dans la filiation du courant conseilliste, tel que

développé dans la première moitié du vingtième siècle par Rosa Luxembourg, Anton Pannekoek ou Karl Korsch<sup>50</sup>.

Dans *La Société du spectacle*, cette proposition se présente comme une réponse directe aux multiples facettes du *spectacle* dont Debord fait état dans les différentes sections du livre. Comme le *spectacle* a pris le contrôle du temps, qui est désormais pseudo-cyclique et calqué sur les exigences de la consommation, et de l'espace – urbanisme, rapports entre la ville et les banlieues –, seule la révolution permettra à tous de reprendre le contrôle de chacune des facettes de leur vie. «La révolution prolétarienne est cette critique humaine à travers laquelle les individus et les communautés ont à construire les sites et les événements correspondant à l'appropriation, non plus seulement de leur travail, mais de leur histoire totale» (Debord, 1992 [1967] : 172). Debord propose donc une solution totale contre un système qui l'est tout autant alors qu'il prend en charge les aspects culturels, spatiaux, temporels et quotidiens de la vie.

#### **2.1.4 Détourner pour communiquer vraiment**

L'intérêt pour la pensée élaborée par Debord dans son ouvrage se trouve bien sûr dans son argumentation, mais aussi dans sa façon de s'engager dans son texte. Cet engagement est entre autre visible dans le rapport textuel qu'il entretient avec les auteurs qui l'ont précédé. Comme on l'a vu, il s'en remet à divers penseurs – Hegel, Marx, Lukàcs, Pannekoek, Luxembourg, Korsch, Fourier, etc. – que ce soit de façon positive ou négative. Toutefois, les citations directes sont assez rares dans ses écrits, car

---

<sup>50</sup> La théorie du communisme de Conseils a d'abord été développé en réponse à la vision léniniste du communisme, à qui l'on reprochait de tomber dans une vision figée et hiérarchique du marxisme qui s'éloigne du communisme et de toute prétention révolutionnaire véritable.

ses références sont implicites et sont intégrées dans son style. En effet, Debord utilise beaucoup la technique du *détournement*, une forme de citation modifiée, pour faire passer son message. Il emprunte des formules à d'autres, qu'il reprend et transforme à sa manière afin d'en changer le sens général, voire de l'inverser.

Le détournement est le contraire de la citation, de l'autorité théorique toujours falsifiée du seul fait qu'elle est devenue citation; fragment arraché à son contexte, à son mouvement, et finalement à son époque comme référence globale et à l'option précise qu'elle était à l'intérieur de cette référence, exactement reconnue ou erronée. Le détournement est le langage fluide de l'anti-idéologie. [...]. Le détournement n'a fondé sa cause sur rien d'extérieur à sa propre vérité comme critique présente. (*Ibid.* : 199)

Au-delà de la simple figure de style, le détournement fait partie des outils critiques élaborés par l'Internationale situationniste<sup>51</sup>, et il est un complément de la méthode dialectique qui doit être au cœur du projet révolutionnaire prôné. Le détournement est une forme de réappropriation des mots et des rapports de communication qui ont été confisqués par le pouvoir. C'est un «acte guerrier» contre le *spectacle* ambiant, utilisé dans le but de revenir à une communication véritable (Kaufmann, 2001 : 236; je souligne). C'est non seulement un geste de réappropriation, mais une des seules armes critiques qui permet de contrer le *spectacle* de l'intérieur. «Tant que règne le *spectacle*, la seule authenticité possible réside dans la guerre qu'on lui déclare, dans les actes de détournement par lesquels on travaille à sa destruction. C'est par le recours à la guerre, ou du moins à une politique guerrière, que le situationnisme échappe à l'utopie» (*Ibid.* : 236; je souligne).

---

<sup>51</sup> Cette technique avait même été développée au cours de la période lettriste avant d'être reprise par l'I.S. Voir par exemple le «Mode d'emploi du détournement» (Debord, 2006 : 221-229). L'appel à la reproduction, à la traduction et à l'adaptation des textes de la revue présente dans chaque numéro (*Internationale situationniste*, 1997) relève également dans cette stratégie. «Le retour de la colonne Durutti», la bande-dessinée détournée distribuée à Strasbourg en est un bon exemple.

Cette quête d'authenticité dont parle Vincent Kaufmann, Debord la met lui-même en pratique dans son ouvrage alors qu'il use abondamment du détournement. Cette utilisation ajoute également à la cohérence de l'argumentation. Non seulement ces références donnent un poids supplémentaire à ses analyses, mais l'usage du détournement réaffirme la volonté de Debord de dépasser la théorie dite classique. On peut également y voir la démonstration d'une concordance entre le fond et la forme : il recourt lui-même aux méthodes qu'il met de l'avant.

Ainsi, cette cohérence, comme le radicalisme et l'originalité des idées proposées, participe à cette posture forte adoptée par Debord et qui ressort clairement à la lecture de *La Société du spectacle*. Cet ouvrage s'inscrit dans un propos qui dépasse à la fois son auteur et le groupe auquel il appartient. D'une part, il est partie intégrante du projet situationniste auquel Vaneigem a aussi contribué grandement. D'autre part, les travaux réalisés par Debord, à partir de l'Internationale lettriste jusqu'à sa mort, ont toujours été portés par ce même objectif : ébranler le *spectacle* ambiant en rendant ses mécanismes et sa construction historique visibles à tous.

## **2.2 *Le Traité de savoir-vivre* ou la perspective subjective du situationnisme**

De son côté, c'est avec le *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* que Raoul Vaneigem a le plus contribué au projet situationniste. Alors qu'il se situe sur le même terrain que *La Société du spectacle*, soit celui de la vie quotidienne et de la critique totalisante de la culture, il offre néanmoins une autre vision du problème, articulée selon une logique axée sur l'individu. Le livre se présente

comme un traité philosophique, dans la lignée des écrits d'Henri Lefebvre, dont on ressent d'ailleurs l'influence<sup>52</sup>. Ainsi, même s'il est moins connu que l'ouvrage de Debord et que la présence de son auteur dans l'I.S. a été plus discrète<sup>53</sup>, il permet d'éclairer la théorie situationniste d'une lumière différente, moins flamboyante et plus nuancée.

Faisant suite à deux articles de la revue *Internationale Situationniste*, «Banalités de bases», I et II, parus en 1962 et 1963, le livre propose une nouvelle perspective sur le *spectacle*. L'argumentation générale s'articule ici autour de l'individu et des rapports qu'il entretient avec les mécanismes de pouvoir analysés. Il approche ainsi le quotidien dans ce qu'il peut avoir de plus intime et personnel sans perdre de vue le système en place. La structure de l'ouvrage, divisé en deux sections distinctes, est par ailleurs très claire : Vaneigem décrit d'abord la perspective du pouvoir et se penche sur ses mécanismes (contrainte, médiation, séduction, etc.) avant d'en proposer le renversement.

### **2.2.1 Mystification et règne du *quantitatif***

L'un des éléments majeurs de son argumentation réside dans la place importante qu'il accorde aux questions de la religion et de l'évolution entre les systèmes historiques. Il s'en sert pour critiquer les idéologies et la force avec laquelle elles

---

<sup>52</sup> Avant d'entrer dans l'I.S., Vaneigem a d'ailleurs été étudiant de Lefebvre. Si on fait souvent état des liens que le philosophe marxiste a entretenus avec Debord, je considère que son influence est plus directement visible dans le *Traité de savoir-vivre* que dans *La Société du spectacle*.

<sup>53</sup> Notons que Vaneigem a lui aussi continué ses réflexions après son départ de l'I.S. en 1970. Sa production intellectuelle se divise par ailleurs entre ses recherches portant sur la résistance au christianisme au Moyen-âge (1990) et ses réflexions théoriques sur la nécessité révolutionnaire (2001).

exercer partout leur emprise<sup>54</sup>. Pour lui, le passage, provoqué par les révolutions bourgeoises, du sacré vers le profane, n'a pas marqué la fin de l'usage du mythe à des fins de contrôle social. Seulement, la mystification n'est désormais plus religieuse, mais idéologique.

Pas un geste, pas une pensée qui ne s'empêtre aujourd'hui dans le filet des idées reçues. La retombée lente d'infimes fragments issus du vieux mythe explosé répand partout la poussière du sacré, une poussière qui silicose l'esprit et la volonté de vivre. Les contraintes sont devenues moins occultes, plus grossières, moins puissantes, plus nombreuses. La docilité n'émane plus d'une magie cléricale, elle résulte d'une foule de petites hypnoses : information, culture, urbanisme, publicité, suggestions conditionnantes au service de tout ordre établi et à venir. (Vaneigem, 1967 : 15)

Ainsi, le *spectacle* se présente comme une nouvelle forme de religion, qui fonctionne désormais sur la base de la *séparation* et non plus sur celle d'un mythe unitaire, au centre de l'organisation sociale du système féodal. Ce dernier s'appuyait sur un rapport à Dieu et sur une mystification divine permettant une unité que la révolution bourgeoise a détruit en imposant sa logique marchande<sup>55</sup>. Les effets de cette dernière se sont amplifiés lentement pour faire place à la société de consommation et aux mécanismes qui lui permettent de maintenir son emprise sur toutes les facettes de la vie<sup>56</sup>. En plus d'empêcher tout type de participation – au pouvoir, à l'organisation sociale, à sa propre vie –, l'avènement de la société de consommation, qui s'est par ailleurs consolidée dans les années d'après-guerre, a contribué à remplacer la logique

---

<sup>54</sup> Debord fait lui aussi des liens entre la religion et le développement des idéologies. Ce point est toutefois moins récurrent dans son argumentation. La question de la religion s'intègre à sa définition du *spectacle* et l'analyse de la mise en place et de l'évolution de ce système, mais elle n'est pas aussi centrale que chez Vaneigem.

<sup>55</sup> Notons que l'unité féodale dont il est ici question n'est pas parfaite pour Vaneigem. Il considère plutôt qu'il faut y revenir pour la corriger et la dépasser.

<sup>56</sup> Parmi ces contraintes, il en relève plusieurs dont les origines chrétiennes sont facilement perceptibles : sacrifice, mystification, humiliation, souffrance.

de productivité à la base de la société industrielle par la logique du consommable. C'est ce que Vaneigem étudie à travers le prisme du *quantitatif*.

La dictature du consommable a parfait l'effacement des barrières de sang, de lignage ou de race; il conviendrait de s'en réjouir sans réserve si elle n'avait interdit par la logique des choses toute différenciation qualitative, pour ne plus tolérer entre les valeurs et les hommes que des différences de quantité. Entre ceux qui possèdent beaucoup et ceux qui possèdent peu, mais toujours davantage, la distance n'a pas changé, mais les degrés intermédiaires se sont multipliés, rapprochant en quelque sorte les extrêmes, dirigeants et dirigés, d'un centre de la médiocrité. Être riche se réduit aujourd'hui à posséder un grand nombre d'objets pauvres. (*Ibid.* : 68).

Le règne du *quantitatif*, est donc celui de la quasi-disparition de la valeur d'usage au profit de la seule valeur d'échange. Les objets consommables (voitures, gadgets, culture, divertissement) ne valent plus maintenant que le prix qu'on doit payer pour se les procurer. C'est pourquoi on les remplace sans cesse par d'autres, neufs et plus à la mode.

Les biens de consommation tendent à n'avoir plus de valeur d'usage. Leur nature est d'être consommable à tout prix. [...], l'économie actuelle ne peut se sauver qu'en transformant l'homme en consommateur, en l'identifiant à la plus grande quantité possible de valeur consommables, c'est-à-dire de non-valeurs ou de valeurs vides, fictives, abstraites. Après avoir été le «capital le plus précieux», selon l'heureuse expression de Staline, l'homme doit devenir le bien de consommation le plus apprécié. (*Ibid.* : 68-69)

Ainsi, pour Vaneigem, même dans les relations humaines, il n'y a plus que le *quantitatif* qui compte. Les distinctions sociales sont dès lors basées sur des différences dans les degrés de possessions d'objets de consommation, de mêmes que dans la quantité de pouvoir possédé, qui n'est pas la même entre un ouvrier, un dirigeant d'entreprise, un petit cadre et un spécialiste. Bref, cette logique s'applique partout, elle est à la fois la fin et le moyen par lequel le système se maintient.

### 2.2.2 Perspective renversée et exaltation des passions

Au règne du *quantitatif*, qui fonctionne grâce à certains mécanismes – *séparation*, organisation des apparences et identification aux rôles<sup>57</sup> –, il oppose un renversement de perspective permettant la réalisation et l'émancipation de chacun. L'homme doit redevenir total et doit remettre le *qualitatif* au centre de sa vie. Et ce retour au *qualitatif* ne peut se faire sans recourir à la *subjectivité radicale*, qui est à la fois l'idéal à atteindre et le moyen pour y arriver. «Renverser la perspective, c'est cesser de voir avec les yeux de la communauté, de l'idéologie, de la famille, des autres. C'est se saisir soi-même solidement, se choisir comme point de départ et comme centre. Tout fonder sur la subjectivité et suivre sa volonté subjective d'être tout» (Vaneigem, 1967 : 194). Ce projet émancipateur doit donc partir d'une conscience individuelle, subjective, pour ensuite se fondre dans la collectivité<sup>58</sup>.

Ainsi peut-on dire que l'argumentation de Vaneigem repose sur une logique d'oppositions. Aux mécanismes dont le pouvoir use pour se maintenir (quantitatif, capitalisme consumériste, fétichisme de la marchandise), il oppose une perspective de dépassement fondée sur la créativité, la spontanéité et la poésie<sup>59</sup>. «[Elle] est l'organisation de la spontanéité créative, l'exploitation du qualitatif selon ses lois intrinsèques de cohérence. [...]. La poésie, c'est donc aussi la théorie radicale digérée

---

<sup>57</sup> Vaneigem définit cette notion, qui occupe une place importante dans le mode de réification qu'il décrit : «Le rôle représente le vécu en le transformant en chose, il console de la vie qu'il appauvrit. Il devient ainsi un plaisir substitutif névrotique» (Vaneigem, 1967 :134). Il rejoint en ce sens la vision de Debord qui parle brièvement du rôle dans la création de fausses oppositions *spectaculaires* comme celle entre jeunesse et vieillesse qui ne font que cacher une *unité de la misère*, tout en participant au processus de réification imposé par le *spectacle* (Debord, 1992 [1967] : 51-66).

<sup>58</sup> Chez Debord, cette logique subjective est également présente, mais elle répond à une dialectique inverse. La subjectivité est d'abord un fait collectif, rattaché à la catégorie du prolétariat moderne, avant d'être ressentie individuellement.

<sup>59</sup> La poésie est ici liée aux notions de réalisation de la communication. Il s'agit donc, par ce projet révolutionnaire, de rendre la communication véritable contre l'usage falsifié qu'en fait le pouvoir.

par les actes; le couronnement de la tactique et de la stratégie révolutionnaire; l'apogée du grand jeu sur la vie quotidienne» (*Ibid.* : 206).

Le projet émancipateur de Vaneigem se base en ce sens sur la critique unitaire, laquelle se pose contre la *séparation* ambiante. Il s'agit pour lui de revenir à l'unité de trois passions fondatrices, soit la création, l'amour et le jeu, afin d'allier de façon parfaite et non dissociée les projets de réalisation, de communication et de participation. Dans l'élaboration de cette perspective libératrice, qu'il nomme triade unitaire, il intègre par ailleurs les notions de désir, de plaisir et d'érotique. Le sentiment d'amour et la jouissance véritables sont d'ailleurs pour lui des manifestations concrètes de la communication totale et de la liberté de vivre dans un espace-temps réalisé et libre de toutes contraintes. Pour lui, «le déchaînement du plaisir sans restriction est la voie la plus sûre vers la révolution de la vie quotidienne, vers la construction de situations» (Vaneigem, 1967 : 125). Ainsi, Vaneigem s'inscrit dans une «conception très individuelle et désirante de la révolution» (Dassas, 2004 : 40).

Il se place également, par cette conception hédoniste et subjective qui met la jouissance et la réalisation de sa propre vie au centre du projet émancipateur, dans le cadre contre-culturel de l'époque. Les références à certains auteurs, tel que Wilhelm Reich, qui était alors populaire dans les cercles contre-culturels et dans les mouvements de libération sexuelle des années 1960 et 1970, confirment en quelque sorte ce positionnement propre à Vaneigem. Debord lui, ne s'aventure pas du côté individualisant et sensuel de la révolution alors qu'il demeure essentiellement dans une perspectives hegeliano-marxistes. Le bouleversement de l'ordre institué qu'il prône doit

plutôt passer par une force collective, voire par un «nouvel assaut prolétarien» (Chollet, 2004 : 84).

Un autre élément de l'originalité de Vaneigem tient dans ses références à la pensée de Nietzsche<sup>60</sup>, un auteur alors peu prisé dans les cercles d'extrême-gauche<sup>61</sup>. La posture subjective qu'il propose n'est pas sans rappeler la pensée du philosophe. Son appel à l'exaltation des passions créatives et vitales dans le but de se réaliser soi-même rappelle une forme de *volonté de puissance*, concept auquel il fait directement référence lorsqu'il parle de la triade unitaire. Même s'il considère qu'elle ne peut se réaliser que dans le monde hiérarchisé qu'il faut dépasser, il reconnaît certains points positifs à cette posture forte. «Pourtant, la volonté de puissance contient, sous son emballage protecteur, une dose certaine de volonté de vivre» (Vaneigem, 1967 : 249). Et c'est justement là le but du retournement de perspective : permettre à tous de vivre réellement.

La révolution qui permettra ce renversement devra par ailleurs se réaliser dans une fête de tous les instants, poussée par l'exaltation des passions créatrices, et parfois même par des pulsions destructrices. «La violence apolitique des jeunes générations, leur mépris pour les rayons à prix unique de la culture, de l'art, de l'idéologie le confirment dans les faits : la réalisation individuelle sera l'œuvre du "chacun pour soi" compris collectivement. Et de façon *radicale*.» (*Ibid.* : 114). Cette passion violente doit

---

<sup>60</sup> D'ailleurs, Vaneigem utilise plusieurs références extérieures dans sa démonstration. S'il en partage certaines avec Debord – Lefebvre, Marx et ses épigones, Fourier –, Vaneigem puise également dans la pensée de Nietzsche, de même que dans des écrits plus littéraires comme ceux d'Antonin Artaud et de Stéphane Mallarmé.

<sup>61</sup> Il est intéressant de noter qu'Henri Lefebvre fût l'un des rares auteurs marxistes à s'intéresser à Nietzsche, allant même jusqu'à lui consacrer un ouvrage (Lefebvre, 1939). Il a ainsi tenté de faire un rapprochement entre Nietzsche et Marx, alors qu'il décelait un désir commun, chez les deux auteurs, de voir l'homme se réconcilier avec les forces adverses et ainsi devenir un «être total». Voir Pinto (1995 : 86-101).

toutefois être modérée et canalisée dans un projet défini, autrement on tomberait dans une violence vide et apolitique<sup>62</sup>. Ces passions et ce jeu révolutionnaires doivent donc mener à la réalisation de la créativité et de la spontanéité et ne pas être seulement des signes du rejet de la *séparation* et du *spectacle*. Ils doivent, plus que tout, mener à leur dépassement.

En bref, c'est avant tout une critique radicale, et un appel à une prise de conscience forte que propose Vaneigem dans son ouvrage. Sa posture et son engagement dans ses écrits se laissent peut-être voir de façon moins marquée que dans le cas de Debord, mais ses apports théoriques et sa perspective révolutionnaire sont substantiels. Il ramène les mécanismes de pouvoir et de domination du quotidien, tout comme les perspectives de libération et d'émancipation, au niveau des individus et de la façon dont ils se projettent dans leur propre vie. Ces propositions sont donc complémentaires à celles de Debord, ajoutant à l'unité théorique de l'I.S.

### **2.3 Debord et Vaneigen : «écrire pour ceux qui sauront nous lire»**

Les deux auteurs placent leur projet respectif dans une perspective similaire. Ainsi, parce que je considère les deux livres comme le cœur d'un appareil théorique construit collectivement au sein de l'I.S., il est important de les situer de cette façon. Il est également pertinent de démontrer la lucidité de ces auteurs, dont la pensée était très ancrée dans leur contexte d'émergence. Avant de revenir sur quelques concepts et

---

<sup>62</sup> Vaneigem fait référence aux *Blousons noirs* dont la violence ne peut être identifiée qu'à un rejet des conventions sociales et des codes de la consommation. Toutefois, ce rejet, bien que salué par les situationnistes, demeure dépourvu d'une véritable portée émancipatrice.

constructions théoriques majeures, je propose donc quelques clés de lecture qui constituent autant de postulats partagés par Debord et Vaneigem.

Tout d'abord, rappelons que les deux auteurs sont conscients de la place que devraient occuper leurs idées dans le champ révolutionnaire de l'époque. Bien que désireux de participer à un mouvement qui les dépasse<sup>63</sup>, ils revendiquent tous deux la position particulière tenue par l'I.S. Ils s'opposent ainsi à toute forme d'organisation hiérarchisée, à tout type de récupération et de représentation, qu'elle soit syndicale, partisane ou académique, de même qu'à toute idéologie. C'est dans cette optique que Debord affirme que «la théorie révolutionnaire est maintenant ennemie de toute idéologie révolutionnaire, *et elle sait qu'elle l'est*» (Debord, 1992 [1967] : 121).

Pour étoffer cette conception, il consacre même, on l'a vu, une section de son ouvrage à attaquer les théories dites révolutionnaires et les projets qui en ont été tirés. Si ses analyses critiques de la philosophie de l'histoire d'Hegel, des théories anarchistes et marxistes, et des versions idéologisées du projet révolutionnaire tels le léninisme, le trotskisme et le stalinisme, s'inscrivent directement dans son analyse du *spectacle*, elles participent également au positionnement de la théorie situationniste. Il reprend d'ailleurs un procédé déjà utilisé à quelques reprises par l'Internationale situationniste. Alors que dans le «Rapport sur la construction de situations» de 1957 (Debord, 2006 : 309-328), on relevait les failles des anciennes avant-gardes artistiques (dadaïsme,

---

<sup>63</sup> Vaneigem affirme en ce sens que «le *Traité de savoir-vivre* entre dans un courant d'agitation dont on n'a pas fini d'entendre parler. Ce qu'il expose est une simple contribution parmi d'autres à la réédification du mouvement révolutionnaire international. Son importance ne devrait échapper à personne, car personne, avec le temps, n'échappera à ses conclusions» (Vaneigem, 1967 : 9).

surréalisme, lettrisme)<sup>64</sup> et que dans «De la misère en milieu étudiant» (Khayati dans Viénet, 1968 : 219-243) on critiquait les autres formes d'organisations révolutionnaires (*Provos, Blousons noirs, Zengakuren*) ce sont ici les théories critiques qui sont visées. On peut voir là la volonté de Debord, d'ailleurs partagée par Vaneigem, de s'inscrire et de participer à une théorie radicale qui s'exprime dans des termes novateurs.

D'où la présence récurrente de cette critique englobante des idéologies, des vieilles théories ainsi que des révolutions antérieures, bref de tout genre de pensée et de projet qui s'articule à l'intérieur du *spectacle*. Comme le dit Vaneigem, «la révolte sans autre horizon que le mur des contraintes risque de s'y briser la tête ou de le défendre un jour avec une bêtise opiniâtre. Car appréhender dans la perspectives des contraintes, c'est toujours regarder dans le sens voulu par le pouvoir, qu'on le repousse ou qu'on l'accepte.» (Vaneigem, 1967 : 179). C'est donc hors du champ spectaculaire qu'ils situent leurs propos tout en tenant leur projet loin de toute forme de réformisme.

Dans cette perspective, les deux auteurs définissent également leur lectorat cible. Autant Debord que Vaneigem affirment écrire pour ceux qui sauront les comprendre. Et seulement pour eux. C'est ainsi que l'on peut lire, dans l'introduction du *Traité de savoir vivre*, que «le monde est à refaire : tous les spécialistes de son conditionnement ne l'empêcheront pas. De ceux là, que je ne veux pas comprendre, je ne m'attends pas d'être compris» (*Ibid.* : 7). Même si ces alliés du système en place ne sont pas nommés explicitement, il est clair que cette remarque s'inscrit dans la lignée

---

<sup>64</sup> S'ils reconnaissent leur volonté initiale de changer les choses et de se poser en rupture avec les codes et la culture ambiante, les situationnistes considèrent que ces groupes ont vite perdu ces objectifs de vue pour finalement ne reproduire que leurs propres codes. «On découvre pourtant [...] la même volonté universaliste de changement; et le même émiettement rapide, quand l'incapacité de changer assez profondément le monde réel entraîne un repli défensif sur les positions doctrinales mêmes dont l'insuffisance vient d'être révélée.» (Debord, 2006 : 311).

des critiques que les situationnistes adressent constamment aux intellectuels et aux représentants de la fausse conscience<sup>65</sup>. Ceux-ci seraient, de toute façon, incapables de comprendre le sens véritable de la critique situationniste et ne pourraient que tomber dans la récupération spectaculaire. Ce à quoi les deux auteurs veulent à tout prix éviter d'être associés.

En fait, ceux que Vaneigem et Debord jugent capables de comprendre leurs idées sont ceux qui possèdent déjà la conscience de la nécessité révolutionnaire. Leur but est donc de diriger cette conscience dans le sens qu'ils jugent le meilleur. Vaneigem affirme d'ailleurs : «Jamais je n'ai prétendu révéler du neuf, lancer de l'inédit sur le marché de la culture. Une infime correction de l'essentiel importe plus que cent innovations accessoires. Seul est nouveau le sens du courant qui charrie les banalités» (*Ibid.* : 7).

Ce sens dans lequel les deux auteurs veulent diriger le courant, c'est celui de la critique totalisante de la culture, qui était déjà à la base de la pensée situationniste depuis 1962. Debord et Vaneigem fondent donc leurs analyses respectives sur un même constat : parce que le système en place, le *spectacle*, aliène les individus et les sépare des autres et d'eux-mêmes, il faut donc le dépasser pour créer un monde où tous pourront réaliser leur quotidien. La vie quotidienne<sup>66</sup> représente donc la finalité du projet situationniste et l'objet général des critiques mises de l'avant.

---

<sup>65</sup> Il en était d'ailleurs question dans *De la misère en milieu étudiant* dans lequel on reprochait à «l'étudiant» de se laisser bernier par la fausse pensée enseignée par ses professeurs. (Khayati dans Viénet, 1967 : 225).

<sup>66</sup> Cette notion gagnait par ailleurs en importance, à la même époque, dans les domaines de la sociologie et de la pensée critique. Dans son ouvrage consacré aux impacts de la décolonisation et de l'avènement de la société de consommation sur la France des années 1950 et 1960, Kristin Ross évoque les noms de

## 2.4 Concepts communs et argumentation situationniste

### 2.4.1 *Spectacle* et mécanismes spectaculaires

Ainsi, comme les situationnistes ne sont pas les seuls à tenter d'occuper ce terrain, et qu'ils partagent même certaines conceptions avec d'autres auteurs, ils doivent se démarquer s'ils veulent diriger la critique révolutionnaire dans le sens qu'ils désirent. L'inclusion du concept de *spectacle* au cœur de ce projet partagé confirme l'originalité de cette pensée. Même si on l'associe principalement à Guy Debord, je considère que c'est d'abord et avant tout une notion situationniste<sup>67</sup>. C'est pourquoi il est important, en tenant compte autant de la vision de Vaneigem que de celle de Debord, de revenir plus en détail sur le *spectacle*, sur ses articulations et sur ses mécanismes de pouvoir. Ceux-ci se laissent d'ailleurs voir dès la première définition proposée dans *La Société du spectacle*.

Le *spectacle* se présente à la fois comme la société même, comme une partie de la société, et comme *instrument d'unification*. En tant que partie de la société, il est expressément le secteur qui concentre tout regard et toute conscience. Du fait même que ce secteur est séparé, il est le lieu du regard abusé et de la fausse conscience; et l'unification qu'il accomplit n'est rien d'autre qu'un langage officiel de la *séparation* généralisée. (Debord, 1992 [1967] : 16; je souligne).

Ce terme désigne donc à la fois la totalité du système et les mécanismes qu'il utilise pour se maintenir en place. Il est en même temps la concentration des images et les moyens utilisés pour les concentrer. Selon Debord, la consommation d'images est devenue si essentielle, si dominante, que la vie est maintenant réduite à la

---

Lefebvre, Barthes, Baudrillard, Castoriadis et Edgar Morin parmi ceux qui ont proposé une réflexion théorique sur la vie quotidienne (Ross, 2006 : 15).

<sup>67</sup> Apparue une première fois dans «Le sens du dépérissement de l'art», article de la revue *Internationale situationniste* de 1959 (1996 : 71-76), puis dans le «Manifeste» paru dans le numéro 4 de la revue (1996 : 144-146), il référerait d'abord au processus de marchandisation de l'art et de la culture. Suivant l'évolution théorique du groupe, la définition du *spectacle* s'élargit et devient de plus en plus politique.

contemplation et qu'il n'y a pas de véritable dialogue qui soit possible avec le *spectacle*. Et c'est cette médiatisation de tous les rapports possibles qui est problématique (Jappe, 1998 : 24). Cette dernière notion est par ailleurs bien développée par Vaneigem qui l'intègre dans son analyse du *quantitatif*. Pour lui, les rapports sociaux sont désormais médiatisés de façon à en retirer toute valeur qualitative, et par le fait même, toute prétention à l'authenticité. Sa vision, qui est liée théoriquement à celle de Debord possède par ailleurs un puissant ancrage dans la réalité de la société de consommation dont les effets de la logique consumériste se font voir partout.

Ce faisant, le *spectacle* structure entièrement la vie de chacun, ordonne ses activités quotidiennes et ses relations avec les autres. Pour y arriver il se base sur certaines méthodes dont la cybernétique qui incarne le mécanisme par excellence de ce pouvoir qui fonctionne selon un principe d'organisation. Vaneigem explique que «le principe d'organisation classe les existences individuelles comme des fractions, selon le taux de capacité dirigeante ou exécutante qu'elles comportent [...]» (Vaneigem, 1967 : 217). Le spécialiste représente ainsi la figure parfaite de l'organisateur. Celui-ci devient en quelque sorte l'icône du *spectacle* et du règne du *quantitatif* alors qu'il occupe une place intermédiaire dans les sphères du pouvoir. Tout en permettant au *spectacle* de se maintenir en place grâce à son savoir et à la technique, il demeure lui-même sous son emprise totale. Il organise alors qu'il est lui-même organisé.

À ces mécanismes de médiatisation et d'organisation s'ajoute la *séparation* qui paradoxalement incarne le principe d'unification dont il est question dans la citation de

Debord relevée plus haut. Cette notion, utilisée par les deux auteurs<sup>68</sup>, peut être définie de façon générale comme la «base de l'organisation sociale, l'appropriation privative [qui] tient les hommes séparés d'eux-mêmes et des autres» (*Ibid.* : 120). Il s'agit d'une actualisation de l'analyse de Marx voulant que l'ouvrier soit séparé de la marchandise qu'il produit, l'aliénant de son travail et de sa production. Elle est alors étendue à toutes les sphères de la vie et à tous les types de rapports entretenus par l'individu. Ainsi, Vaneigem affirme que «les hommes vivent séparés les uns des autres, séparés de ce qu'ils sont dans les autres, séparés d'eux-mêmes» (*Ibid.* : 122). Debord ajoute pour sa part que «l'homme séparé de son produit, de plus en plus puissamment produit lui-même tous les détails de son monde. D'autant plus sa vie est maintenant son produit, d'autant plus il est séparé de sa vie» (Debord, 1992 [1967] : 32).

À cela on peut ajouter qu'il n'y a plus de vie réellement vécue. Constat d'ailleurs partagé par les deux situationnistes. Sous le *spectacle* et sous le règne de la *séparation*, on tombe dans ce que Vaneigem appelle le mode de la *survie* et que Debord désigne comme la *survie augmentée*. Par là, il est question de la logique de consommation qui colonise toutes les facettes du quotidien en créant de nouveaux besoins changeants et sans cesse renouvelables : voiture de l'année, gadgets dernier-cri, visionnement du dernier blockbuster, etc. Selon Vaneigem, «la survie est la vie réduite à l'essentiel, à la forme abstraite, au ferment nécessaire pour que l'homme participe à la production et à la consommation» (Vaneigem, 1967 : 165).

---

<sup>68</sup> À l'instar du concept de *spectacle*, celui de la *séparation* faisait déjà partie, au moment de la parution des ouvrages, du vocabulaire situationniste, comme en témoigne par exemple le titre d'un court-métrage réalisé par Guy Debord en 1961 : «Critique de la *séparation*». (Debord, 2006 : 541-557; je souligne).

### 2.4.2 Temps, espace et mécanismes de contrôle

Si la *séparation* est vue comme un moyen pour le pouvoir *spectaculaire* de se maintenir en place, elle n'est cependant pas totalement autonome. Elle s'appuie, elle aussi, sur des techniques et des mécanismes grâce auxquels elle aide le *spectacle* à se maintenir. Ceux-ci exercent entre autre leur emprise sur l'espace et sur le temps. Ces notions sont d'ailleurs vues d'une façon particulière par les deux auteurs. L'espace, c'est en quelque sorte le lieu concret de l'emprise du pouvoir, l'endroit où ses manifestations sont les plus clairement visibles. Vaneigem explique à cet effet :

On croit vivre dans le monde et l'on se range en fait dans une perspective. [...] Les regards, les pensées, les gestes échappent avec peine à l'attraction du lointain point de fuite qui les ordonne et les corrige; les situe dans son *spectacle*. Le pouvoir est le plus grand urbaniste. Il lotit la survie en parcelles privée et publique, il rachète à bas prix les terrains défrichés, interdit de construire sans passer par ses normes. Lui-même construit pour exproprier chacun de sa peau. Il construit avec une lourdeur que lui envient ses singes bâtisseurs de villes, traduisant en zones de dirigeants, en quartiers de cadres, en blocs de travailleurs (comme à Mourenx) le vieux grimoire de la sainte hiérarchie. (Vaneigem, 1967 : 94; je souligne)

L'urbanisme et l'architecture sont de ce fait pointés du doigt comme étant des instruments, à peine voilés, du pouvoir. Debord relève quant à lui que «l'urbanisme est cette prise de possession de l'environnement naturel et humain par le capitalisme qui, se développant logiquement en domination absolue, peut et doit maintenant refaire la totalité de l'espace comme *son propre décor*» (Debord, 1992 [1967] : 165). Il est donc considéré comme un outil de contrôle de l'espace habité, lequel est aménagé dans un sens déterminé par le pouvoir.

Ces références à l'urbanisme, présentes autant dans *La société du spectacle* que dans le *Traité de savoir-vivre* sont un autre signe de l'ancrage profond de ces ouvrages

dans le projet situationniste de même que dans leur contexte d'émergence. Ces questions ont en effet toujours occupé une place importante dans la construction théorique du groupe<sup>69</sup>. La façon dont elles ont été abordées au cours des années est d'ailleurs représentative de l'évolution qu'a connue l'I.S. avec le temps. D'abord intégrées dans le projet de dépassement et de réalisation de l'art poursuivi dans les premières années, ces notions ont été, à la suite du départ massif des artistes en 1962, placées dans la perspective du *spectacle* et de la critique unitaire.

Si ces questions sont alors au cœur des critiques situationnistes, c'est qu'au moment où les livres sont écrits, l'urbanisme représente un enjeu politique majeur aux yeux de l'État français ainsi qu'un objet de recherche et de réflexion important dans les milieux académiques et intellectuels. C'était en effet la décennie des grands programmes et de l'urbanisme par projet, porté à la fois par une volonté politique et par l'arrivée d'une nouvelle génération d'architectes qui propose une vision différente de la ville et de leur propre rôle, (voir Jean-Louis Violeau dans Artières et *al.*, 2008 : 132-137). En même temps, les réflexions sur les fonctions de la ville se multiplient. La création en 1967 d'*Utopie*, revue/collectif critique et de gauche animée par divers théoriciens, sociologues, architectes et urbanistes, témoigne d'ailleurs de l'importance de ces questions. La revue ayant existée de 1967 à 1978, ses auteurs – parmi lesquels Jean Baudrillard et Henri Lefebvre – ont beaucoup abordé les questions de «l'urbain»

---

<sup>69</sup> Ces considérations sur l'architecture et l'urbanisme étaient même au centre de la démarche de groupes fondateurs de l'I.S., comme le *Mouvement international pour un Bauhaus imaginiste* (MIBI) et l'Internationale lettriste.

portant, un peu à la manière de l'I.S., un regard teinté de marxisme sur la façon dont les villes étaient alors aménagées<sup>70</sup>.

D'un point de vue concret, les années 1960 sont en effet marquées par la construction de nouvelles agglomérations selon les préceptes de la «Ville nouvelle», par la multiplication des banlieues et par le développement de nouvelles cités HLM et de cités universitaires modernes et construites à la hâte, comme en témoigne le cas de la ville de Nanterre en banlieue de Paris. Lors de l'accueil des premiers étudiants en 1964, l'Université de Nanterre, construite à côté des bidonvilles d'immigrants qui composent le reste de la petite banlieue parisienne, était encore en chantier (voir Michèle Zancarini-Fournel et Vincent Lemire dans *Artières et al.*, 2008 : 49-55; 137-143). Nanterre sera d'ailleurs un lieu marquant de la révolte étudiante pré-Mai 68.

En s'appuyant sur ces exemples concrets, il devient donc clair que l'urbanisme participe directement du phénomène de la *séparation* dont parlent Debord et Vaneigem. Son but n'est pas de favoriser des relations sociales véritables, mais plutôt de les contrôler, de les aménager selon un principe défini par des rapports de production et de consommation. Et cette logique consumériste organise également le temps selon ses propres termes. Ce dernier devient alors lui-même marchandise. «Le temps général du non-développement humain existe aussi sous l'aspect complémentaire d'un *temps consommable* qui retourne vers la vie quotidienne de la société, à partir de cette

---

<sup>70</sup> Il est possible de faire certains rapprochements entre les deux collectifs. Leurs réflexions respectives à propos de l'urbanisme se situent sur un terrain similaire, et ce même si cette question est moins centrale dans l'I.S. Notons toutefois que l'approche générale d'*Utopie* se situe à l'encontre du projet situationniste comme en témoigne par exemple les liens institutionnels des membres d'*Utopie*. Plusieurs auteurs relèvent du milieu académique et participent à des congrès officiels d'architecture.

production déterminée, comme un *temps pseudo-cyclique*<sup>71</sup>» (Debord, 1992 [1967] : 150). Tous les instants de ce *temps pseudo-cyclique* sont réglés selon des cycles de production/consommation imposés par le *spectacle* et sont alors équivalents. Vaneigem affirme à cet effet : «parce qu'ils se situent sur une ligne unique, tous les instants prennent une égale importance. C'est cela le prosaïsme. Le règne du quantitatif est le règne du pareil au même.» (Vaneigem, 1967 : 93). Travail, loisir, vie familiale ou amoureuse : tout se vit désormais comme une suite interchangeable d'événements qui ne sont pas réellement vécus.

Poussant l'idée encore plus loin, on affirme que les individus ne vendent plus seulement leur force de travail pour acheter des marchandises, mais pour acheter du temps de loisir. Vaneigem parle des téléviseurs présents dans un nombre grandissant de maison. Il est aussi question des tout nouveaux «Club Méditerranée», que l'on vend désormais comme les endroits par excellence où passer ses vacances. Comme quoi même le principe d'évasion est pris en charge par la société *spectaculaire*, rendant le divertissement véritable et la réalisation de chacun quasi-impossibles. C'est à ce temps colonisé par les impératifs consuméristes que Vaneigem oppose l'*espace-temps unitaire*, seul garant de l'épanouissement personnel et collectif auquel tous doivent aspirer.

Au temps qui l'entraîne, l'espace vécu enlève donc une parcelle dont il fait son présent, dont il tente de faire son présent, car le présent est toujours à construire. C'est l'espace-temps unitaire de l'amour, de la poésie, du plaisir, de la communication... C'est le vécu sans temps

---

<sup>71</sup> Cette terminologie se base sur l'analyse des systèmes historiques et de leur type de temporalisation proposée par Guy Debord. De façon schématique, on peut distinguer le temps cyclique des sociétés dites statiques contrôlé par les cycles naturels tels les saisons, le temps irréversible contrôlé par le pouvoir politique et orienté dans un sens précis et le temps pseudo-cyclique de la société *spectaculaire*. (Debord, 1992 [1967] : 123-145).

morts. D'autre part, le temps linéaire, le temps objectif, le temps de l'écoulement pénètre à son tour dans l'espace imparti à la vie quotidienne. Il s'introduit comme temps négatif, comme temps mort, comme reflet du temps de destruction. C'est le temps du rôle, le temps qui à l'intérieur même de la vie incite à se désincarner, à répudier l'espace-temps créé par ce mariage hybride n'est autre que l'espace-temps de la survie. (*Ibid.* : 235-236)

### 2.4.3 Démarche critique et conscience du prolétariat

Ce résumé des idées de Debord et Vaneigem laisse voir le caractère totalisant du système qu'ils analysent chacun à leur façon. Il est partout et il prend en charge toutes les sphères de la vie. C'est pourquoi l'attitude critique qu'ils mettent de l'avant se doit d'être aussi englobante. Ce projet doit passer par un groupe précis, le prolétariat, qui ne se caractérise plus par les rapports entretenus avec les biens produits, comme c'est le cas dans la pensée marxiste classique, mais avec les biens consommés.

Dans ce développement complexe et terrible qui a emporté l'époque des luttes de classe vers de nouvelles conditions, le prolétariat des pays industriels a complètement perdu l'affirmation de sa perspective autonome et, en dernière analyse, ses illusions mais non son être. Il n'est pas supprimé. Il demeure irréductiblement existant dans l'aliénation intensifiée du capitalisme moderne : il est l'immense majorité des travailleurs qui ont perdu tout pouvoir sur l'emploi de leur vie, et qui, *dès qu'ils le savent*, se redéfinissent comme le prolétariat, le négatif à l'œuvre dans la société. Ce prolétariat est objectivement renforcé par le mouvement de disparition de la paysannerie, comme par l'extension de la logique du travail en usine qui s'applique à une grande partie des «services» et des professions intellectuelles. [...]. Il porte *la révolution qui ne peut rien laisser à l'extérieur d'elle-même*, l'exigence de la domination permanente du présent sur le passé, et la critique totale de la séparation; et c'est cela dont il doit trouver la forme adéquate dans l'action. (Debord, 1992[1967] : 113-114)

La révolution et le renversement de la société spectaculaire tiennent donc à une attitude basée sur la conscience de sa propre condition. Laquelle attitude est perçue différemment par les deux auteurs. Chez Vaneigem elle s'exprime dans la *subjectivité radicale* et l'appel à la poésie et la communication totale alors que chez Debord, le

prolétariat doit agir et s'organiser en Conseils ouvriers. «Et le pouvoir des Conseils, qui ne peut être effectif qu'en transformant la totalité des conditions existantes, ne pourra s'assigner une moindre tâche s'il veut être reconnu et *se reconnaître lui-même* dans son monde» (*Ibid.* : 173). C'est pourquoi il doit éviter de se laisser aveugler, comme l'a fait selon lui l'ancien prolétariat, par les promesses d'amélioration de ses conditions d'existence et les projets réformateurs des syndicats et des partis politiques. Plutôt que d'amener l'émancipation promise, ceux-ci auraient plutôt adapté le système marchand et confirmé le statut de prolétaire.

Il faut donc, pour Debord comme pour Vaneigem, remettre de l'avant la lutte des classes, selon des nouvelles modalités et de nouveaux outils, dans le but non pas de réformer le *spectacle*, mais de le détruire. L'utilisation d'outils et de tactiques comme le détournement, la dialectique et le jeu doit converger ultimement vers une révolution totale, vécue comme une fête de tous les instants. Celle-ci doit mener à son tour à un monde caractérisé par la fête totale et l'autogestion généralisée, où tous seront artistes et maîtres de leur quotidien. Cette proposition festive, déjà présente dans *De la misère en milieu étudiant* (Khayati dans Viénet, 1968 : 219-251) est d'autant plus importante et pertinente qu'elle repose sur une critique qui relève autant de l'esthétique que de l'économie politique. Elle est en quelque sorte l'aboutissement des critiques du système économique et politique mises de l'avant par les deux auteurs. Debord affirme d'ailleurs à propos du *spectacle* :

Cette époque, qui se montre à elle-même son temps comme étant essentiellement le retour précipité de multiples festivités, est également une époque sans fête. [...]. Quand ses pseudo-fêtes vulgarisées, parodies du dialogue et du don, incitent à un surplus de dépense économique elles ne ramènent que la déception toujours

compensée par la promesse d'une déception nouvelle. (Debord, 1992 [1967] : 154)

Dans cette optique, il est logique de répondre à une telle époque par la fête et le jeu révolutionnaire, garant d'une communication véritable entre ceux qui s'y reconnaîtront et y prendront part. «Là, le jeu règlera souverainement les mécanismes de vie en commun, l'harmonisation des caprices, des désirs, des passions. D'autant plus que ce jeu correspondra au jeu insurrectionnel mené par le groupe et rendu nécessaire par la volonté de vivre hors des normes officielles» (Vaneigem, 1967 : 270). La fête est donc à la fois, aux yeux des situationnistes, la forme que doit prendre l'insurrection révolutionnaire et le but vers lequel elle doit tendre.

On décèle, dans les analyses et le projet total proposés par Debord et Vaneigem, une posture révolutionnaire qui va au-delà de la simple théorie critique. Cette posture est bien entendu marquée par un radicalisme assumé, mais aussi par la lucidité des deux auteurs dont le diagnostic est certes dur mais bien ancré dans la réalité. De plus, il ressort de cette pensée, que l'on peut reconstruire à partir des deux ouvrages, un véritable appel au changement et une volonté de participer à un mouvement qui les dépasse.

On peut donc dire, à l'instar de Pascal Dumontier, que quelques mois avant les événements de mai-juin 1968, les situationnistes étaient déjà prêts à mener la lutte révolutionnaire.

À la veille de mai 1968, les situationnistes font partie des rares personnes à oser prétendre à l'émergence d'un nouveau mouvement révolutionnaire. Il n'est guère étonnant que leur message reste trop souvent incompris. [...] Sans nul doute, leur pensée révolutionnaire constitue la critique réellement moderne des temps modernes et annonce déjà le déclin des vieilles idéologies révolutionnaires. (Dumontier, 1995 : 56)

On peut également affirmer qu'ils se voyaient en quelque sorte comme les instigateurs de cette révolution à mener. Celle-ci devait passer par une prise de conscience de l'insupportable situation ambiante. Et c'est ce vers quoi tendait l'I.S., et ce malgré leur refus d'avoir des disciples. Car pour eux, le changement ne vient pas de la récupération des idées révolutionnaires, les leurs comme celles des autres, mais par le rejet total et complet du *spectacle*. Car comme le dit Vaneigem «le refus est multiple, le dépassement est un» (Vaneigem, 1967 : 169). C'est justement ce multiple refus que la tentative de dépassement que sera Mai 68 canaliserà à sa manière.

### Chapitre 3 : Scènes de lutte, ou la pratique de la révolution

Si l'on considère que le «scandale de Strasbourg» a allumé, à la fin de l'année 1966 et au début de 1967, l'étincelle d'une contestation étudiante radicale, et qu'il est redevable aux théories situationnistes, il est possible de voir les troubles de mai et juin 1968 comme étant sa suite logique. Déjà au début de l'année 1968, on peut ressentir, en France, un climat effervescent<sup>72</sup>. Ainsi, se trouve-t-on à un moment charnière de la contestation sociale placée sous le double signe des nouvelles luttes étudiantes et de la publicisation de la théorie situationniste, récemment consolidée grâce à la parution des livres de Debord et Vaneigem.

Dans ce contexte, les tensions d'abord présentes dans les milieux étudiants vont prendre de l'ampleur pour finalement donner lieu à un grand mouvement contestataire, touchant plusieurs secteurs d'activité, à Paris puis dans toute la France, en mai et juin 1968. Les situationnistes ayant participé, à leur manière, à certains événements qui ont marqué cette crise, il devient important de l'observer de plus près. C'est ce qui sera fait dans ce chapitre alors que les différentes facettes de l'influence et de la participation des situationnistes aux événements seront analysées.

Tout d'abord, le climat tendu des premiers mois de 1968 et la contestation étudiante à Nantes et Nanterre seront regardés en détails. Une attention particulière sera portée sur la naissance et sur les actions des *Enragés*, un groupe qui cultivera des liens étroits avec l'I.S. pendant toute la durée de la crise. Ensuite, il sera question des

---

<sup>72</sup> Principalement dans le monde universitaire, mais notons que dans les années précédant 1968, le monde minier, ouvrier et paysan est aussi marqué par un bon nombre de grèves et de conflits. Pour un résumé du climat social qui régnait en France dans des années pré-1968, voir Michelle Zancarini-Fournel (dans Artières et *al.*, 2008 : 17-55).

événements parisiens et de la période dite «des occupations». Enfin, à travers ces observations et les liens que l'on peut établir entre leur pensée et leurs actions, je tenterai de restituer la posture générale adoptée par l'I.S. pendant ces événements.

### **3.1 Positionnement général de l'I.S. et limites de l'analyse**

Ainsi, lorsque l'année 1968 débute, les situationnistes occupent une niche particulière dans la théorie révolutionnaire. Ils ont jusque là élaboré une pensée originale et radicale, basée sur le refus du *spectacle* et de ses implications et sur l'exigence pour chacun de reprendre le contrôle de sa vie et réaliser son quotidien. Selon eux, ce projet les dépasse et se doit d'être mené à bien par une classe prolétarienne consciente et porteuse d'une *subjectivité radicale*. Dans cette logique, et devant le climat de plus en plus troublé, ils pensent être eux-mêmes rendus à un point tournant de leur histoire comme groupe; son rôle principal doit maintenant en être un de communication et non plus d'expérimentation ou d'élaboration théorique comme c'était le cas dans les périodes précédentes de l'I.S. Ce changement est d'ailleurs affirmé dans un document interne daté d'avril 1968.

On peut dire, relativement aux tâches que nous nous sommes déjà reconnues précédemment, qu'il faut mettre l'accent actuellement moins sur l'élaboration théorique – à poursuivre – que sur sa communication : essentiellement, sur la liaison pratique avec ce qui apparaît (en augmentant vite nos possibilités d'intervention, de critique, de soutien exemplaire). (Debord, 2006 : 874)

Comme c'est une nouvelle forme de protestation qui apparaît peu à peu, la communication et la poursuite des théories passera désormais par la rue. Le nouveau rapport de l'I.S. à son propre appareil théorique s'incarnera dès lors dans la participation de ses membres à ce grand mouvement qui émerge tranquillement. Ce

dernier deviendra aussi, en quelque sorte, l'incarnation des théories situationnistes, du moins dans certains de ses aspects. Notons également que les liens que l'on peut établir entre le mouvement de mai et le groupe d'avant-garde prennent différentes formes et qu'il est parfois difficile d'établir le rôle exact joué par les membres de l'I.S. à tel ou tel moment de la crise.

Cette difficulté est par ailleurs attribuable au fait que ce lien n'est pas toujours direct et bien défini. Les membres de l'I.S. ne sont en effet pas toujours présents physiquement sur les lieux de l'action. De plus le nombre d'analystes de Mai 68 qui leur accordent un rôle dans la tenue des événements est somme toute restreint et les commentateurs qui soutiennent un tel point de vue sont surtout rattachés à l'historiographie situationniste (Bourseiller, 1999 ; 2003 ; Kaufmann, 2001 ; Dumontier, 1995 ; Chollet, 2004). Toutefois, les situationnistes eux-mêmes ont affirmé y avoir participé et y avoir joué un rôle, garantissant ainsi certaines sources de première main. Ils ont en effet laissé plusieurs documents (affiches, tracts, slogans, articles et textes d'analyses) écrits avant et après le mouvement de mai-juin<sup>73</sup>.

## **3.2 De Strasbourg vers Paris : propagation et radicalisation de la révolte**

### **3.2.1. Nantes ou la poursuite de la révolte et de la subversion**

Cette influence situationniste sur la contestation étudiante s'était d'abord fait sentir lors du «scandale de Strasbourg». Celui-ci avait été repris dans les médias, locaux et nationaux, en plus d'ébranler le milieu associatif universitaire. Les méthodes

---

<sup>73</sup> Parmi ces documents, un livre, paru à l'automne 1968 et intitulé *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations* (Viénet, 1968). Malgré qu'il soit seulement signé par René Viénet, il aurait été rédigé par plusieurs membres du groupe. Le livre présente le récit de l'implication de l'I.S. lors des troubles de mai-juin. Il y est aussi question des événements de Nanterre et du grand rôle joué par les *Enragés*.

mises en pratique à Strasbourg – prise de contrôle de la section locale de l’U.N.E.F., fermeture des B.A.P.U., perturbation de cours et «tomatage» de professeurs, distribution de bandes-dessinées détournées et de tracts subversifs – suscitent l’intérêt des étudiants les plus radicaux dès le mois de janvier 1967, alors que les principaux acteurs des événements strasbourgeois sont présents lors du rassemblement national de l’U.N.E.F.

Parmi ceux qui s’y intéressent se trouve Yvon Chotard de l’Université de Nantes qui, sympathique aux thèses de l’I.S., se montre particulièrement sensible au programme proposé par le représentant de Strasbourg, André Vayr-Piova<sup>74</sup> : fermeture de tous les B.A.P.U. et distribution à grande échelle de «De la misère en milieu étudiant» aux frais de la M.N.E.F. Suivant cet exemple, Chotard, en compagnie d’étudiants libertaires influencés par les anarcho-syndicalistes de *Force ouvrière* et par les situationnistes, prend le contrôle du bureau de la section locale de l’U.N.E.F. (A.G.E.N.-U.N.E.F.) en mai 1967. Comme à Strasbourg, ils font fermer le B.A.P.U. local tout en participant à l’occupation des résidences universitaires – les garçons chez les filles et les filles chez les garçons, comme cela se fait aussi à Lyon et à Nanterre.

Juvénal Quillet, un étudiant libertaire élu en décembre de la même année à la tête du bureau des résidents des cités universitaires, se joint également à ce mouvement. Il défend lui aussi un programme radical basé sur la suppression des règlements des cités-U (lesquels vont à l’encontre des exigences de liberté collective et individuelle qu’il défend), ainsi que sur la lutte commune avec les syndicats ouvriers (Dumontier,

---

<sup>74</sup> Rappelons que les événements de Strasbourg ont été provoqués par l’élection, à la tête du bureau de l’A.F.G.E.S., la section locale de l’U.N.E.F., d’André Vayr-Piova et d’André Schneider, qui défendaient un programme radical visant le sabotage de l’université bourgeoise et de ses organisations syndicales.

1995 : 99). Ce dernier aspect est d'ailleurs particulièrement intéressant et il marquera en quelque sorte l'originalité des événements nantais. Si cette collaboration tranche avec l'anti-syndicalisme affiché des situationnistes (Bourseiller, 1999 : 258), cette conscience d'une lutte qui dépasse la simple condition étudiante est toutefois en accord avec leur projet.

Ainsi porté par ces leaders étudiants, la fin de l'année 1967 et le début de l'année 1968 voit les coups d'éclat se multiplier. Les occupations des résidences de décembre se soldent avec l'interpellation de Quillet par la police le 19 décembre et, deux jours plus tard, par l'intervention des forces de l'ordre lors d'une assemblée générale des résidents. Dès le retour des vacances du nouvel an, le climat de contestation est entretenu par Chotard et les membres de l'A.G.E.N.-U.N.E.F. qui viennent d'adopter une nouvelle plate-forme intitulée ironiquement «Contribution à l'élaboration d'une ligne syndicale minoritaire à l'U.N.E.F.» (reproduite dans Viénet, 1968 : 252-258). On y reconnaît d'ailleurs le ton et les motifs du tract strasbourgeois : critique de l'institution universitaire et des syndicats étudiants, rejet du statut d'étudiant, reconnaissance d'un état d'aliénation.

Parmi les actions qui sont alors entreprises<sup>75</sup>, ce sont surtout les participations à des manifestations ouvrières organisées par la Confédération Générale du Travail (C.G.T.) et la Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.) qui retiennent l'attention. Déjà le 13 décembre, des étudiants nantais s'étaient joints à un cortège des travailleurs, inaugurant par le fait même une pratique qui sera reprise au

---

<sup>75</sup> Le mouvement des occupations se poursuit, alors que les résidences sont à nouveau prises d'assaut le 23 janvier, et que le lendemain c'est au tour du restaurant universitaire d'être occupé.

plus fort de la crise, notamment le 17 mai alors que les étudiants parisiens marcheront vers Billancourt pour appuyer les ouvriers en grève de l'usine Renault. Par ailleurs, les étudiants prennent vite l'habitude d'aller à l'encontre des directives syndicales pour s'attaquer aux grilles de la préfecture. Le 14 février a lieu le plus grand coup d'éclat lorsqu'ils décident d'occuper violemment le Rectorat de Nantes, provoquant ainsi des affrontements musclés avec les forces de l'ordre qui se soldent par de nombreuses arrestations. Elles seront toutes levées le soir même à l'exception d'un étudiant qui sera condamné à un mois de prison pour avoir blessé un policier.

Cette contestation étudiante se radicalise et se positionne désormais contre la brutalité policière tout en s'alliant de façon plus systématique avec le mouvement ouvrier. Là se jouent en quelque sorte les prémisses de ce qui se passera quelques mois plus tard. Les événements de Nantes marquent également la propagation du mouvement hors des canaux habituels de l'U.N.E.F. En plus de reprendre certaines méthodes employées à Strasbourg, les Nantais sont en contact avec les situationnistes et avec des étudiants d'autres universités, notamment celle de Nanterre<sup>76</sup>.

### **3.2.2 Nanterre, laboratoire de la contestation et du militantisme d'extrême gauche**

L'Université de Nanterre présente un autre cas de figure de cette radicalisation des luttes étudiantes qu'on observe dans les mois précédant Mai 68. Le climat contestataire qui y règne alors est par ailleurs grandement redevable à la tradition libertaire qui s'est développée depuis l'ouverture de l'université en 1964, alors que le

---

<sup>76</sup> D'ailleurs, lors des actions du 14 février, Chotard et Quillet sont rejoints par Gérard Bigorgne venu représenter les *Enragés* de Nanterre, un petit groupe de contestataires radicaux avec qui ils partagent un intérêt pour les thèses situationnistes.

campus était toujours en construction. En plus d'avoir été construite à la hâte et selon une architecture purement fonctionnaliste afin de répondre à la forte croissance des effectifs étudiants, l'université est située en banlieue parisienne, à côté de bidonvilles d'immigrants, et loin du Quartier latin et de sa riche vie étudiante avec ses cafés, bistrots et cinémas.

Le terrain était particulièrement révoltant. Nanterre était moderne dans le choix des titulaires de chaires comme dans son architecture. C'est là que pontifiaient les cuistres de la pensée soumise, les faquins de la récupération, les paltoquets modernistes de l'intégration sociale, les Lefebvre et les Touraine. Le décor était à l'avenant : aux «grands ensembles» et aux bidonvilles qui leur sont complémentaires, l'urbanisme de l'isolement avait greffé un centre universitaire, comme microcosme des conditions générales d'oppression, comme esprit d'un monde sans esprit. (Viénet, 1968 : 29- 30)

Dans cet environnement plutôt hostile, les étudiants nanterrois s'organisent très vite dans des groupes militants et dès 1964, des membres de l'Union des Groupes anarchistes-communistes et du groupe *Noir et Rouge* fondent la Liaison étudiante anarchiste (L.E.A.)<sup>77</sup>. Ainsi, à la situation marginalisée de l'université et au contrôle exercé sur divers aspects de leur vie, les étudiants nanterrois répondent par une forte socialisation politique, marquée par la diversité des positions représentées, mais aussi par le dialogue entre les militants des différentes tendances.

C'est donc dans ce contexte fortement politisé qu'on observe, à partir de l'automne 1966, une radicalisation des méthodes et des revendications étudiantes, à laquelle l'I.S. n'est pas étrangère. En effet, les Nanterrois, parmi lesquels le futur leader

---

<sup>77</sup> Dès sa création, la L.E.A. adhère à l'U.N.E.F. Ses membres créent, en 1966, la Tendence syndicale révolutionnaire fédéraliste (T.S.R.F.) grâce à laquelle les libertaires renforcent leur position et accroissent leurs effectifs à Nanterre. Cette stratégie est par ailleurs différente des tactiques de noyautage adoptées à Strasbourg ou à Nantes. Même si on peut y voir un signe du fractionnement du mouvement étudiant, il s'agit là d'une tentative de diversification des tendances représentées à l'U.N.E.F. et non d'une remise en question de son rôle.

du Mouvement du 22 mars Daniel Cohn-Bendit et le principal animateur de la L.E.A. Jean-Pierre Duteuil, entrent rapidement en contact avec les situationnistes après s'être familiarisés avec leurs thèses. C'est alors que «le Retour de la colonne Durutti» et «De la misère en milieu étudiant» sont distribués, très peu de temps après leur première parution à Strasbourg (Bourseiller, 1999 : 260). Cette collaboration devient toutefois plus difficile au printemps 1967 alors que les Nanterrois de la L.E.A. se heurtent à l'intransigeance de certains membres de l'I.S. Lors d'une rencontre dans un café parisien, ces derniers leur offrent des exemplaires de la brochure de Khayati à la condition qu'ils soient jetés lors d'un cours d'Henri Lefebvre. Les étudiants acceptent alors les tracts, mais pas de perturber le cours de Lefebvre, se refusant ainsi à régler les comptes des situationnistes. Dès lors, on remarque que ces «anars» se distancient de l'I.S. Si sa pensée teinte toujours leurs actions, le recours systématique au scandale et à l'injure n'est pas vraiment accepté. Ce rejet n'est toutefois pas généralisé.

### **3.2.3 Les Enragés : scandale et radicalisation de la lutte en milieu étudiant**

Tous, à Nanterre, ne refusent pas l'usage du scandale et des attaques directes et violentes. C'est le cas de ceux – parmi lesquels René Riesel, Patrick Cheval et Gérard Bigorgne – qui formeront, en janvier 1968, le groupe des *Enragés* et qui déjà, vers la fin de l'automne 1967, se font de plus en plus bruyants<sup>78</sup>. Dès le mois de décembre, ils multiplient les actions scandaleuses : interruption de cours et «tomatage» des professeurs, graffitis sur les murs et distribution de tracts (Dumontier, 1995 : 104-105). À cette attitude provocatrice s'ajoute une maîtrise de la critique situationniste de la vie

---

<sup>78</sup> En novembre et décembre, le campus de Nanterre est paralysé par une série de grèves et d'occupations. Elles portent principalement, comme à Lyon et à Nantes, sur les conditions de logement en résidences et sur les règlements contraignants et la non mixité des cité-U.

quotidienne appliquée au contexte local. Maîtrise qui se laisse voir dans un tract qu'ils distribuent peu de temps après leur interruption scandaleuse d'une soirée poésie<sup>79</sup>.

De toutes façons, ces étonnés feraient mieux de s'occuper d'autre chose que de poésie; qu'ils se mêlent plutôt de nous parler de Nanterre (Hauts-de-Seine), ville-pilote, bidonvilles, foyer des travailleurs nord-africains, de la préfecture de police, métro express, mairie stalinienne, future préfecture, future caserne de la garde républicaine. Et qu'ils nous parlent aussi de la *faculté de Nanterre, université ghetto* en voie de cybernétisation, répressions sexuelle, policière, liste noire pour les trublions, communauté chrétienne, jeunes bureaucrates de l'U.N.E.F., prêtres et poètes-étudiants sans compter les bonnes-sœurs qui traînent un peu partout, activités culturelles en tout genre... [...]. La lutte contre les flics, les curés, les cybernéticiens, les professeurs et les sociologues de demain commencent aujourd'hui. [...]. La jouissance est notre but : TRANSFORMER LE MONDE C'EST AUSSI CHANGER LA VIE. (Cité dans Dumontier, 1995 : 105).

Les rapports entre ces *Enragés* et les autres étudiants contestataires deviennent rapidement complexes, confirmant par le fait même leur existence comme groupe indépendant<sup>80</sup>. Selon le récit proposé par Viénet, la lutte avec les autorités, qui se cristallise à partir du 26 janvier, aurait joué un rôle important dans ce processus. Ce jour-là, le doyen Pierre Grappin ordonne une intervention policière pour disperser une manifestation au cours de laquelle des membres de la T.S.R.F. se promènent avec des pancartes montrant les photos de policiers en civil qui rôderaient sur le campus<sup>81</sup>. Les affrontements entre manifestants et policiers sont alors violents, ces derniers étant pourchassés hors du campus.

---

<sup>79</sup> Tenue sur le campus le 11 décembre sous le titre «Happ poèmes», cette soirée est perturbée lorsque ces étudiants radicaux y entrent en scandant «les flics, les curés de demain seront aussi des poètes». Cette interruption violente mène rapidement à des affrontements directs entre les perturbateurs et les jeunes poètes (Dumontier, 1995 : 104-105).

<sup>80</sup> Au noyau formé par Riesel, qui adhèrera officiellement à l'I.S. à la suite des troubles de mai-juin, Cheval et Bigorgne se joindront à certains moments de l'hiver 1968, Pierre Carrère, Patrick Negroni, Pierre Lotrous, Bernard Ager et Angeline Neveu (Bourseiller, 1999 : 263). Notons qu'il s'agit là essentiellement d'un groupe affinitaire qui partage une même vision et une même attitude désinvolte envers les études et non d'une organisation réfléchie et organisée.

<sup>81</sup> Une rumeur, amplifiée par cette action de la T.S.R.F., circulait d'ailleurs à propos de l'existence de «listes noires» d'étudiants révolutionnaires sur lesquels planeraient des menaces de sanctions.

Le soir même, les *Enragés* et d'autres «anars» décident de rédiger un tract dénonçant la répression policière et l'attitude du doyen Grappin, désormais surnommé «Grappin la matraque». Lors de l'affichage du tract intitulé «En attendant la cybernétique les flics» (reproduit dans Viénet, 1968 : 35), les anarchistes sont fâchés de constater que le texte initial n'a pas été respecté et que les signes de ponctuation ont été remplacés par des croix gammées par les *Enragés* qui étaient chargés du tirage de l'affiche. Cette initiative peu appréciée marque donc la fin de la collaboration entre les *Enragés* et les autres groupes présents sur le campus. Au même moment, ils se rapprochent des situationnistes avec qui ils partagent le même projet global de destruction d'un ordre des choses devenu insupportable. Lequel dépasse la simple condition d'étudiant et l'institution universitaire qui n'est autre chose qu'un symbole et un instrument du *spectacle*.

Dans cette optique générale de perturbation de l'université, ils multiplient les actions pendant l'hiver 1968. C'est également pendant cette période que sont inaugurées certaines pratiques qui seront reprises en mai et juin. C'est le cas des graffitis et des inscriptions murales inspirées de la pensée situationniste qui apparaissent sur les murs de la faculté. Parmi ceux-ci on remarque : «Ne travaillez jamais»; «Les syndicats sont des bordels»; «Prenez vos désirs pour la réalité» ou encore «L'ennui est contre-révolutionnaire». Ces reprises sans référence montrent l'adhésion des *Enragés* aux théories du groupe, mais également une certaine prise de distance vis-à-vis de l'I.S, en accord avec sa volonté de ne pas avoir de disciples ou de partisans. D'ailleurs, lorsque la presse s'empare des troubles nanterrois et assimilent les *Enragés*

à «trois ou quatre représentants de l'Internationale situationniste»<sup>82</sup>, se sont les *Enragés* eux-mêmes qui rectifient cette erreur, confirmant ainsi cette distanciation :

[Les membres des Enragés] n'ont jamais appartenu à l'Internationale situationniste, et en conséquence ne sauraient la représenter. La répression aurait trop beau jeu si toute manifestation quelque peu radicale était le fait d'un complot situationniste! [...] Cela dit, nous tenons à réaffirmer en la circonstance notre sympathie à l'égard de la critique situationniste. On pourra juger par nos actes de notre accord avec la théorie radicale. (Cité dans Viénet, 1968 : 34)

Cette déclaration d'autonomie leur permet dès lors de garder de bons contacts avec les membres de l'I.S. qui demeurent à ce moment dans la position de commanditaire adoptée lors du scandale de Strasbourg. Cela leur permet ainsi d'influencer la lutte par des idées et une posture qui peut et doit être reprise, mais seulement par ceux qui l'ont réellement assimilée. Le tout sans prendre directement part aux événements.

### **3.2.4 Des troubles de Nanterre vers la révolte parisienne**

Ainsi, pendant l'hiver 1968, le climat agité est entretenu par les divers groupes et leaders à travers plusieurs actions : occupations des résidences, distribution de tracts dans les cours, chahut sur le campus, manifestations à saveur anti-impérialiste<sup>83</sup>. Cette perturbation culmine le 22 mars alors que les divers groupes gauchistes envahissent le bâtiment administratif de l'université afin de protester contre l'arrestation de six

---

<sup>82</sup> À l'instar du terme «situationniste», celui d'«enragé» deviendra rapidement une étiquette utilisée pour désigner n'importe quel contestataire moins radical.

<sup>83</sup> Cet anti-impérialisme prend la forme d'une sympathie avec le Nord-Vietnam et d'une opposition à l'intervention américaine de même qu'un appui à la lutte pour les droits civiques aux États-Unis. Les groupes qui prennent part à ces luttes sont alors variés : militants anti-impérialistes politisés lors du mouvement d'opposition à la guerre d'Algérie, membres du PCF, trotskistes, maoïstes, etc. Comme ailleurs dans le monde, ce mouvement contribue à politiser la jeunesse, notamment à travers les oppositions avec la police et avec les groupes d'extrême-droite. Voir Michèle Zancarini-Fournel (dans Artières et *al.*, 2008 : 41-43) et Jacques Capdevielle et Henri Rey (2008 : 445-448).

militants du Comité Vietnam national, dont un Nanterrois prénommé Xavier, survenue deux jours plus tôt lors d'une manifestation à Paris (Bourseiller, 1999 : 264).

C'est pendant cette assemblée spontanée qu'est fondé le Mouvement du 22 mars, mené par Daniel Cohn-Bendit, et qu'est rédigé le manifeste des 142. Si les *Enragés* sont d'abord présents, ils n'adhèrent pas au mouvement qui, aux yeux de Viénet «[...] était dès le départ un conglomerat éclectique d'individus adhérant à titre personnel [où] tous s'accordaient sur le fait qu'il leur était impossible de s'entendre sur aucun point, et comptaient sur "l'action commune" pour dépasser ce manque» (Viénet, 1968 : 87-38). Ils se posent également contre la présence des «staliniens» de l'Union des Étudiants Communistes (U.E.C.) et contre l'attitude sage de l'assemblée qui ne semble pas vouloir les suivre dans leur volonté de «mettre le bordel».

La création du Mouvement du 22 mars marque ainsi un tournant important. D'une part elle provoque le départ des *Enragés* qui quittent Nanterre après avoir saccagé la salle du Conseil de la faculté et orné les murs de graffitis. D'autre part, elle consacre Cohn-Bendit comme leader de ce mouvement. Ce qui a tout pour déplaire aux *Enragés* qui lui reprochent rapidement son manque de rigueur théorique et son aptitude à se prêter au jeu spectaculaire des médias (Viénet, 1968 : 38-39). En contrepartie, le doyen Grappin durcit le ton, allant jusqu'à fermer l'Université de Nanterre pour deux jours afin d'empêcher la tenue d'un rassemblement le 29 mars. Cette décision accentue la grogne des étudiants qui atteint un point culminant lorsque la faculté est à nouveau fermée le 2 mai et que huit agitateurs, parmi lesquels Riesel<sup>84</sup> et Cohn-Bendit, sont

---

<sup>84</sup> Notons que d'autres *Enragés* ont déjà subi des sanctions. Patrick Cheval est exclu de la cité-U au début février, alors que le 1<sup>er</sup> avril, Gérard Bigorgne est pour sa part exclu de tous les établissements d'enseignement supérieur français pour une période cinq ans.

sommés de comparaître, le 6 mai suivant, devant la commission d’instruction du Conseil de l’Université de Paris<sup>85</sup>. C’est alors que pour répondre à ces mesures, l’U.N.E.F. et le Mouvement du 22 mars convoquent, le 3 mai, une assemblée dans la cours de la Sorbonne. Celle-ci se solde par une intervention de la police et de la gendarmerie mobile, par l’arrestation massive d’étudiants présents sur place et par la fermeture de l’université. C’est ainsi, après cette lente mise en place, que s’enclenche le mouvement de mai-juin 1968.

### **3.3 Que la fête révolutionnaire commence! De la lutte étudiante vers le mouvement des occupations**

#### **3.3.1 La lutte dans la rue**

Les jours qui suivent l’assemblée du 3 mai et la fermeture de la Sorbonne sont pour leur part marqués par des manifestations et des affrontements avec les forces de l’ordre. Le Syndicat national de l’enseignement supérieur (S.E.S.N.U.P.) et l’U.N.E.F. appellent alors à la grève générale illimitée dans l’enseignement supérieur, ce qui représente à la fois une volonté d’étendre le conflit, et la première tentative de récupération syndicale du mouvement<sup>86</sup>. Cette première phase des troubles de mai, concentrée dans le Quartier Latin et caractérisée par la lutte des étudiants, auxquels se sont joints des ouvriers, des lycéens et des *Blousons noirs* politisés, atteint son point

---

<sup>85</sup> Après cette première comparution, qui donne lieu à de violents affrontements entre manifestants et forces de l’ordre et se solde par de nombreuses arrestations, Riesel et les autres sont sommés de revenir à nouveau devant la commission le 10 mai pour entendre le verdict. La généralisation de la révolte et la multiplication des manifestations font en sorte que la séance est reportée à une date ultérieure. Riéssel ne pourra donc lire sa déclaration intitulée «Le château brûle» (reproduit in Viénet, 1968 : 262). Le texte qui attaque autant l’université que les gauchistes qui se sont portés à sa défense sera par la suite diffusé sous forme de tract.

<sup>86</sup> C’est à ce moment que Jacques Sauvageot de l’U.N.E.F, Alain Geismar du S.E.S.N.U.P. et Daniel Cohn-Bendit du Mouvement du 22 mars s’imposent comme leaders officiels du mouvement de mai.

culminant avec la «Nuit des barricades» tenue autour de la rue Gay-Lussac du 10 au 11 mai.

Précisons ici que les commentateurs divisent habituellement les troubles de mai en trois périodes : la crise étudiante (du 3 au 13 mai), la crise sociale (du 13 au 26 mai) et la crise politique (du 27 au 30 mai). Ce genre de périodisation ne tient toutefois pas compte de la poursuite du mouvement, puis de sa lente décompression dans les premières semaines de juin. Dans mon analyse, je fais plutôt la distinction entre la lutte étudiante et le mouvement des occupations qui se poursuivra jusqu'au 15 juin environ.

Au-delà des apparences de chaos désorganisé, une nouvelle forme de radicalité portée par l'exaltation des passions de même qu'une volonté de vivre pleinement le moment présent est expérimentée lors de ces premières journées de trouble. Cette posture n'est pas sans rappeler l'attitude subjective révolutionnaire dont il est question dans les écrits situationnistes. On en trouve des échos directs dans les événements survenus lors de cette «Nuit des barricades» et dans la façon dont les situationnistes, qui étaient présentes, les ont décrits.

Après la manifestation tenue plus tôt, les participants décident le 10 mai en soirée, de prendre possession du Quartier Latin pour protester contre l'occupation policière et la fermeture de la Sorbonne. Viénet raconte que «vers 21 heures, on commença spontanément à élever des barricades. Chacun y reconnut instantanément la réalité de ses désirs. Jamais la passion de la destruction ne s'était montrée plus créatrice. Tous coururent aux barricades» (Viénet, 1968 : 57). Celles-ci tiennent pendant un temps, mais vers 2h00 du matin, les forces de l'ordre (policiers, C.R.S.,

gendarmerie mobile) chargent les manifestants. Ces derniers résistent pendant plus de trois heures en répondant au matraquage et aux tirs de grenades incendiaires et de gaz «au chlore» par des cocktails Molotov et des tirs de pavés. Les manifestants, parmi lesquels on compte de nombreux blessés, sont ensuite dispersés. Plusieurs sont arrêtés alors que d'autres sont recueillis par des habitants du quartier.

On ressent en effet, dans cet épisode et dans la description de Viénet<sup>87</sup>, la posture de Vaneigem, qui dans son *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, affirmait que le changement révolutionnaire ne peut se faire que dans une fête de tous les instants, où les passions créatrices et les pulsions destructrices sont unies dans un même but.

La «Nuit des barricades» marque un tournant important dans le mouvement. L'opinion publique, heurtée par la violence de la répression policière et les rumeurs, toutefois non-confirmées, selon lesquels il y aurait eu des morts dans la nuit du 11 au 12 mai, se range à ce moment du côté des manifestants<sup>88</sup>. Dans les jours qui suivent, le conflit prend de l'ampleur et se radicalise. Le 13 mai se tient la journée de grève générale nationale appelée par les grands syndicats nationaux en réponses aux événements de la rue Gay-Lussac. Par la suite, un mouvement de grèves sauvages est entamé le 14 mai à l'usine Sud-Aviation à Nantes avant de s'étendre à divers secteurs.

---

<sup>87</sup> Dans son ouvrage, il en propose une description détaillée dans laquelle il est grandement question de l'exaltation des passions révolutionnaires (1968 : 56-65).

<sup>88</sup> L'opinion générale basculera par la suite du côté de l'ordre et contre les manifestants. Une série d'émeutes et d'événements violents survenus le 24 mai à Paris et en province marquera un point tournant dans ce processus. Le discours officiel jouera d'ailleurs abondamment de cette opposition entre une minorité bruyante et la «majorité silencieuse» qui n'adhère pas au mouvement et c'est pour donner une voie à cette majorité qu'une grande manifestation gaulliste sera organisée le 30 mai (Zancarini-Fournel dans Artières et *al.*, 241-247 ; 2256-259).

À compter de la mi-mai, les événements prennent ainsi une nouvelle tournure. Pendant que la lutte s'étend au-delà du Quartier Latin, on en expérimente de nouveaux aspects à travers les tentatives d'autogestion et de démocratie directe qui se multiplient.

Parmi elles on remarque l'apparition de nombreux Comités d'action qui se mettent en place autant dans les lycées qui ont rejoint la grève (les comités d'action lycéens) que dans les milieux de travail et les milieux de vie (Comité de quartier). Le plus souvent formés de dix à quinze personnes, ils ont généralement pour but de fournir un soutien matériel aux ouvriers en grève. Au-delà de cet objectif pratique, on y fait l'essai de nouvelles formes d'organisation. Selon Kristin Ross, qui voit là l'un des apports les plus originaux du mouvement de mai, les Comités d'action se posent, de par leur mode de fonctionnement souple et démocratique, comme la seule alternative aux organisations traditionnelles (État, partis, syndicats) qui sont plutôt caractérisés par des structures lourdes et rigides (Ross, 2010 [2005] : 121-124).

C'est également à partir de la mi-mai que l'influence des situationnistes se fait plus grande et plus perceptible. Pour eux, déjà dans les premiers jours de la crise, la lutte dépasse la question étudiante. Malgré le fait qu'elle passe encore principalement par la voix des étudiants contestataire, c'est à la mise en place d'une nouvelle révolution prolétarienne que l'I.S. pense assister.

La plus grande grève générale qui ait jamais arrêté l'économie d'un pays industriel avancé, et la première *grève générale sauvage* de l'histoire; les occupations révolutionnaires et les ébauches de démocratie directe; l'effacement de plus en plus complet du pouvoir étatique pendant près de deux semaines; la vérification de toute la théorie révolutionnaire de notre temps, et même çà et là le début de sa réalisation partielle; la plus importante du mouvement prolétarien moderne qui est en voie de se constituer dans tous les pays sous sa

forme *achevée*, et le modèle qu'il a désormais à dépasser – voilà ce que fut essentiellement le mouvement français de mai 1968, voilà déjà sa victoire. (Debord, 2006 : 917)

Eux aussi participeront à cette mise en pratique de la conscience révolutionnaire qui semble vouloir confirmer certaines de leurs thèses. Depuis l'épisode de Gay-Lussac, les membres de l'I.S. sont présents sur le terrain. Ils ne se contentent donc plus, comme ils l'avaient fait jusque là, de «commanditer» la lutte de loin en fournissant du matériel théorique et en appuyant des individus radicaux sensibles à leurs thèses. C'est ainsi qu'à partir du 13 mai, ils encourageront le mouvement à leur manière pour tenter de lui donner une forme en accord avec leur vision de la révolution à mener.

### **3.3.2 L'occupation de la Sorbonne, ou l'apprentissage de la conscience révolutionnaire**

Ce jour-là, alors que se tient la plus grosse manifestation de ce début de crise, la Sorbonne, qui avait été fermée et mise sous protection policière 10 jours plus tôt, est rouverte aux étudiants<sup>89</sup>. Ceux-ci en prennent rapidement possession et la déclarent aussitôt «Université autonome, populaire et ouverte en permanence, jour et nuit, à tous les travailleurs» (Dumontier, 1995 :117-118). Dans l'apparence de confusion des premiers moments, la «Sorbonne occupée» devient l'enceinte d'une parole libre et diversifiée où toutes les tendances cohabitent.

Parmi tous les groupes présents, se trouvent les situationnistes et les *Enragés*, venus défendre leur vision de la lutte à mener. Vision qu'ils diffusaient déjà à travers des tracts distribués dans les premiers jours de la crise. L'un d'eux intitulé, «La rage au

---

<sup>89</sup> Cette décision fait suite à des demandes répétées de la part des leaders désignés du mouvement : Cohn-Bendit, Geismar et Sauvageot. Le retrait des forces policières est alors décidé par le gouvernement qui tente, par cette apparence d'ouverture, d'apaiser la crise tout en affirmant son pouvoir.

ventre», qu'ils partagent le 6 mai lors de la comparution de Riesel devant le Conseil de l'université, appelait explicitement à la révolution contre le *spectacle* : «Déjà la violence ferme la gueule des petits chefs des groupuscules; la seule contestation de l'Université bourgeoise est insignifiante quand c'est *toute cette société qui est à détruire*» (cité dans Viénet, 1968 : 260-261). Ainsi à partir du 14 mai les deux groupes forment le Comité Enragés-Internationale situationniste, scellant officiellement leur collaboration. Ils deviennent alors les porteurs de la tendance la plus radicale représentée à la première assemblée générale tenue le même jour<sup>90</sup>. Cette assemblée s'affirme, à partir de ce moment, comme le seul lieu du pouvoir dans la «Sorbonne occupée» alors que le Comité d'occupation qui y est créé tient lieu de pouvoir exécutif et a pour mission principale de chapeauter les comités et d'assurer le bon fonctionnement de l'occupation.

À ce moment, René Riesel se fait élire au Comité d'occupation, et ce même si le programme qu'il propose soit la «défense de la démocratie directe dans la Sorbonne, et [le] pouvoir absolu des conseils ouvriers comme but final» (Debord, 2006 : 892) reçoit un accueil plutôt tiède de la part de l'assemblée. Toutefois, les limites du pouvoir de cet organe exécutif se laissent voir rapidement. Même s'il dispose d'un mandat clair de l'assemblée générale, le Comité d'occupation ne possède pas d'autorité réelle sur les divers comités et services – comité de Liaison inter-facultaire, Comité de presse, Comité de coordination, service d'ordre, etc. –, dont la collaboration n'est pas non plus garantie. La position tenue par Riesel est vite marginalisée alors que les groupes

---

<sup>90</sup> Viénet affirme que trois tendances se dessinent lors de cette première assemblée générale. La première, modérée, regroupe les partisans d'une simple réforme universitaire et des accommodements sur les examens. La deuxième, représentée par les groupes gauchistes prône la poursuite de la lutte jusqu'à la chute du gaullisme, voire du capitalisme. La troisième position, situationniste, appelle à l'abolition des classes, du salariat, du *spectacle* et de la survie. (Viénet, 1968 : 77-80).

gauchistes, dont les militants sont majoritaires et l'influence gardée jalousement, tentent de reprendre le contrôle de la «Sorbonne occupée».

C'est dans cet esprit que dès le 15 mai, le Comité de coordination qui s'est auto-constitué et auto-désigné comme «auxiliaire» du Comité d'occupation tente de saborder ce dernier, provoquant le départ vers d'autres comités de la quasi-totalité de ses membres. Seuls Riesel et un autre membre demandent à l'assemblée de reconduire leur mandat. Ainsi, à partir de ce moment, le Comité d'occupation n'est plus composé que de deux personnes, qui peuvent néanmoins compter sur la collaboration des *Enragés*, des situationnistes et de quelques autres individus qui leur permettent de tenir le coup jusqu'au 17 mai. Ce jour-là, lors de l'assemblée générale<sup>91</sup>, un nouveau Comité d'occupation, composé de membres de divers groupes gauchistes est désigné. C'est alors qu'*Enragés* et situationnistes quittent la Sorbonne, qui restera néanmoins occupée jusqu'au 16 juin.

L'ex-Comité d'occupation, n'ayant pu obtenir un vote sur sa gestion, et ne voulant à aucun degré jouer un rôle dans les luttes d'influence et les compromis qui se faisaient en coulisse pour la désignation du Comité suivant, annonça qu'il quittait la Sorbonne où la démocratie directe était dès à présent étranglée par les bureaucrates (Viénet, 1968 : 103-104).

Leur passage ne s'est donc pas fait sans heurts. À la Sorbonne, les *Enragés* et les situationnistes défendent des idées et une posture difficilement conciliables avec celles des autres groupes présents. Leur pensée et leurs actions sont rapidement rejetées, voire décriées par les occupants. Une déclaration faite plusieurs années plus tard par Madeleine Rébérioux, l'une des directrices, avec Jean Maitron et Jean-Claude

---

<sup>91</sup> Notons qu'elle avait été reportée à deux reprises, depuis la veille pour permettre aux occupants de la Sorbonne de participer au mouvement de solidarité avec les ouvriers en grève de l'usine Renault à Billancourt.

et Michèle Perrrot d'un numéro spécial de la revue le *Mouvement social*, «La Sorbonne par elle-même» (automne 1968), témoigne de cette hostilité envers les situationnistes.

À partir du 17 mai, le Comité d'Occupation fut un comité responsable. Du 13 au 17, les situationnistes y étaient majoritaires, ils racontaient un peu n'importe quoi; aussi la grande assemblée générale du 17 mai liquida le comité situationniste et mis en place un comité de gens qui avaient des responsabilités précises et savaient qu'on ne peut pas dire et faire n'importe quoi. (Cité dans Dumontier, 1995 : 131)<sup>92</sup>

### 3.3.3 Espaces de parole et traces sur les murs

Malgré leur départ précipité et le peu de popularité de leurs thèses, le passage des *Enragés* et des situationnistes revêt une signification importante pour le mouvement. Leur présence à la Sorbonne correspond en effet à l'ouverture d'un nouvel espace où une foule d'idées et de conceptions différentes se laissent entendre, où la parole<sup>93</sup> peut circuler librement. La communication dont il est ici question passe aussi bien par cette tentative de démocratie directe – et ce même si les débats d'idées véritables sont vite récupérés par des groupes à caractère idéologique qui imposent leur mode de fonctionnement bureaucratique –, que dans l'appropriation, par les occupants, de l'espace physique et des ressources disponibles (matériel d'imprimerie, système de sonorisation) pour véhiculer des messages variés. C'est d'abord par les murs, qui sont pris d'assaut dès l'arrivée en Sorbonne le 13 mai, que passe cette diffusion de la pensée. Au début, ce sont surtout les affiches qui sont utilisées par les divers groupes

---

<sup>92</sup> Cette interprétation ne plaît pas du tout aux membres du groupe qui reprochent aussi à Jean Maitron d'avoir reproduit partiellement un de leurs tracts «Rapport sur l'occupation de la Sorbonne» sans mention sur les coupures. Voir Pascal Dumontier, (1995 : 129-133).

<sup>93</sup> Ce terme peut être défini à la façon dont le fait Luce Giard dans son introduction à *La prise de parole* de Michel de Certeau (1994). «La parole est ce qui permet d'entrer dans le concert de voix où se confrontent, contredisent et complètent des vérités partielles, contradictoires ou inchoactives; médium d'élaboration, puis de déploiement de la véracité, elle est ce dont chacun nourrit le corps social, ce flux qui l'irrigue et le rend vivant. En elle se disent les rapports de forces, se miment les conflits, en elle s'insinue la ruse du faible et se gagne un espace de liberté.» (Giard dans De Certeau, 1994 : 16)

pour faire passer leurs messages, mais les graffitis et les inscriptions murales apparaissent rapidement.

Parmi les premières inscriptions au crayon remarquées à la Sorbonne, on peut voir, sur une des fresques de l'université, un phylactère dans lequel est inscrit la formule de Vaneigem «L'humanité ne sera heureuse que le jour où le dernier bureaucrate aura été pendu avec les tripes du dernier capitaliste» (Vaneigem, 1967). Elle fait partie d'une longue série d'idées et de phrases situationnistes qu'on retrouvera sur les murs parisiens, sous forme d'affiches ou de graffitis, pendant les troubles de mai<sup>94</sup>. La pensée situationniste profitera donc, pendant les événements de cette visibilité nouveau genre permise par ces «écrits de lutte» (Fraenkel dans Artières et *al.*, 2008 : 277)<sup>95</sup>. Un type d'écrits «qui accompagnent les événements» et dont font aussi partie les tracts et les affiches qui s'imposent rapidement comme principal outil de communication.

Cette façon de communiquer est d'ailleurs très utilisée dans la Sorbonne, entre autre par le premier Comité d'occupation qui l'utilise pour défendre ses positions. Il publie des tracts et des affiches dans lesquels il met en garde contre les «récupérateurs» et autres «bureaucrates» qui tenteraient de s'approprier le pouvoir démocratique détenu

---

<sup>94</sup> Parmi ces slogans relevés par Janine Casavecchie (2008), on retrouve : «L'ennui est contre révolutionnaire»; «La liberté c'est le crime qui contient tous les crimes. C'est notre arme absolue»; «Vivre sans temps morts, jouir sans entraves»; «Nous ne voulons pas d'un monde où la certitude de ne pas mourir de faim s'échange contre le risque de mourir d'ennui»; «À bas le crapaud de Nazareth»; «La bourgeoisie n'a pas d'autre plaisir que de les dégrader tous»; «Ceux qui parlent de révolutions et de luttes de classes sans se référer explicitement à la vie quotidienne, sans comprendre ce qu'il y a de subversif dans l'amour et de positif dans le refus des contraintes, ceux-là ont dans la bouche un cadavre» (cette formule est également empruntée à Vaneigem (1968 : 19)). Plusieurs de ces inscriptions présentes à Paris sont par ailleurs redevables à Christian Sebastiani, un membre de l'I.S. surnommé le «poète des murailles».

<sup>95</sup> Dans un tract daté du 15 mai, «De l'I.S. aux membres de l'I.S., aux camarades qui se sont déclarés en accord avec nos thèses» (Reproduit dans Debord, 2006 : 884), on propose l'inscription murale parmi les mesures révolutionnaires à mettre en place immédiatement.

par l'assemblée. Il y rend également public son appui au mouvement des occupations qui se met alors en branle (tracts reproduits dans de Viénet, 1968 : 265-275). Déjà le 14 mai, la réunion des *Enragés* et des situationnistes dans un seul comité était marquée par une banderole indiquant «Occupation des usines. Conseils ouvriers», qu'ils suspendent à la fenêtre de la salle Jules-Bonot, dévoilant ainsi leur position. Celle-ci sera réitérée deux jours plus tard dans un tract que le Comité d'occupation, qui continue à porter la vision situationniste, tente de diffuser à grande échelle.

Camarades,

L'usine Sud-Aviation de Nantes étant occupée depuis deux jours par les ouvriers et les étudiants de cette ville, le mouvement s'étendant aujourd'hui à plusieurs usines (Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne de Paris, Renault à Cléon, etc.), LE COMITÉ D'OCCUPATION DE LA SORBONNE appelle à l'occupation immédiate de toutes les usines en France et à la formation de Conseils Ouvriers. Camarades, diffusez et reproduisez au plus vite cet appel. (Reproduit dans Viénet, 1968 : 265)

Sa diffusion s'avère toutefois difficile alors que le Comité de presse refuse de le faire circuler et de l'envoyer aux médias. Le Comité d'occupation doit alors s'assurer personnellement de sa diffusion avec les moyens du bord. Le même jour, ils diffusent un nouveau tract, intitulé «Attention», où l'attitude du comité de presse est dénoncée (voir Dumontier 1995 : 125-128). Le lendemain, juste avant de quitter la Sorbonne, le Comité pose une dernière action visant à la fois à confirmer leur position et à étendre le mouvement au-delà même des frontières françaises. Il rédige un ensemble de télégrammes faisant la promotion des Conseils ouvriers et prédisant la mort des régimes bureaucratiques (reproduits dans Viénet, 1968 : 274-275). Ceux-ci sont ensuite envoyés à l'Institut international d'Histoire sociale à Amsterdam, au professeur Ivan Svitak à

Prague, à la *Zengakuren* au Japon, ainsi qu'aux bureaux politiques du Parti communiste de l'U.R.S.S. et du Parti communiste chinois.

### 3.3.4 Le C.M.D.O. et la poursuite du mouvement prolétaire

Leur départ de la Sorbonne, le 17 mai, ne marque pas la fin de leur appui au mouvement des occupations<sup>96</sup>. Au contraire. Considérant que la véritable lutte ne doit pas se restreindre aux revendications étudiantes, les *Enragés* et les situationnistes se donnent un nouvel outil pour continuer la lutte et la communication de leur pensée. Ils fondent avec d'autres militants qui ont quitté la Sorbonne en même temps qu'eux, le Conseil pour le maintien des occupations (C.M.D.O.). Par cette organisation d'inspiration conseilliste, ils peuvent ainsi avoir une prise dans ce mouvement global qu'ils considèrent comme un réveil du prolétariat, tout en continuant leurs actions à plus petite échelle, en prenant conscience de leur propre *subjectivité radicale*.

Selon Viénet, le C.M.D.O., qui s'est d'abord installé le 19 mai dans les locaux occupés de l'Institut pédagogique national, avant de déménager dans le sous-sol de l'École des Arts décoratifs à la fin du mois, peut compter sur la participation d'une quarantaine de personnes d'origines professionnelle, régionale, nationale différentes. Au noyau dur formé d'une dizaine de situationnistes et d'*Enragés* (parmi lesquels Debord, Khayati, Riesel, Vaneigem<sup>97</sup>) se joignent à chaque jour des travailleurs, des lycéens et des étudiants, en plus d'autres conseillistes sans fonction sociale déterminée (Viénet, 1968 : 168).

---

<sup>96</sup> Au plus fort de la crise, la grève sauvage touchera 10 millions de travailleurs dans toute la France.

<sup>97</sup> Notons que le 15 mai, Raoul Vaneigem avait quitté Paris pour se rendre à ses vacances en Méditerranée. Devant l'ampleur de la crise et le rôle que ses collègues de l'I.S. tentent d'y jouer, il se sent rapidement dans l'obligation de revenir à Paris pour participer à la lutte. Il y revient alors une semaine plus tard, avec beaucoup de difficulté alors que le pays est paralysé par les grèves qui se généralisent. Voir Pascal Dumontier (1995 : 123).

Comme l'indique son nom, le C.M.D.O. permet ainsi aux situationnistes de continuer à appuyer le mouvement des occupations qui prend de plus en plus d'ampleur. Depuis celle déclenchée à l'usine Sud-Aviation de Nantes le 14 mai, les grèves sauvages se multiplient et le courant s'étend à de nombreux secteurs. C'est ainsi que des lycéens et des professeurs de lycée, des employés de banques, de sociétés d'assurance et de grands magasins, les travailleurs de l'O.R.T.F., des chercheurs de l'observatoire de Meudon, et même des jeunes médecins et des joueurs de foot prennent part au mouvement (*Ibid.* : 130), confirmant la profondeur et l'étendue de la crise qui secoue la France.

Le mouvement des occupations qui s'était emparé des zones-clés de l'économie, atteignit très rapidement tous les secteurs de la vie sociale, s'en prit à tous les points de contrôle du capitalisme et de la bureaucratie. Le fait que la grève s'étendait maintenant à des activités qui avaient toujours échappé à la subversion rendait plus évidentes encore deux des plus anciennes constatations de l'analyse situationniste : la modernisation croissante du capitalisme entraîne la prolétarianisation d'une couche sans cesse plus grande de la population; à mesure que le monde de la marchandise étend son pouvoir à tous les aspects de la vie, il produit partout l'extension et l'approfondissement des forces qui le nient. (*Ibid.* : 129)

Ces grèves méritent l'appui des situationnistes, car non seulement elles semblent confirmer leur diagnostic sur la société élaboré au cours des années, mais elles sont le fait de la volonté des travailleurs eux-mêmes et non pas de syndicats leur dictant quoi faire. Ce contexte est propice à la mise en place d'organisation conseillistes, à la base même de leur projet révolutionnaire. S'il prône ce modèle pour les usines occupées, le C.M.D.O., qui s'est constitué comme une assemblée générale ininterrompue où tous ont un égal droit de parole, le met lui-même en pratique. «Le C.M.D.O., pendant toute son existence, réussit une expérience de démocratie directe,

garantie par une participation égale de tous aux débats, aux décisions et à l'exécution» (*Ibid.* : 167). Ce dernier aspect est d'ailleurs assuré par la création de trois commissions dont les membres sont révocables à tout moment par l'assemblée générale. Il y a la Commission des liaisons qui, disposant d'une dizaine de voitures, doit assurer les liaisons entre les usines, la Commission des fournitures, qui assure le ravitaillement de certaines denrées et ressources essentielles (papier, essence, argent et vin), et la Commission de l'imprimerie chargée des affiches, tracts et autres documents réalisés par le C.M.D.O. L'impression est assurée en grande partie par les ouvriers d'imprimeries occupées qui mettent leurs machines au service du mouvement.

La mise en place de cet espace de dialogue est directement liée à l'action commune des membres du C.M.D.O, soit le soutien aux ouvriers en grève. Soutien qui passe autant par les liaisons directes entre les ouvriers des usines qui seraient autrement isolés, que par la distribution de matériel de communication. C'est d'ailleurs en cette riche production d'affiches, de tracts destinés aux travailleurs en grève, de textes de chansons révolutionnaires et autres b.d. détournées que consiste le plus grand apport du C.M.D.O.<sup>98</sup>.

Parmi ses textes majeurs, le Comité publie et distribue le «Rapport sur l'occupation de la Sorbonne», le 19 mai. Les auteurs reviennent sur l'importance de cette première expérience de démocratie directe, mais aussi sur ses limites, tout en lançant un appel aux ouvriers qui sont désormais les porteurs du mouvement émancipateur.

---

<sup>98</sup> C'est du moins par là que leur appui se rend le plus visible alors que le tirage de certains textes monte jusqu'à 200 000 exemplaires selon les chiffres avancés par Debord ( 2006 : 950).

La lutte étudiante est dépassée. Plus encore dépassées sont toutes les directions bureaucratiques de rechange qui croient habile de feindre le respect pour les staliniens, en ce moment où la C.G.T. et le parti dit communiste tremblent. L'issue de la crise actuelle est entre les mains des travailleurs eux-mêmes, s'ils parviennent à réaliser dans l'occupation de leurs usines ce que l'occupation universitaire a pu seulement esquisser. (Debord, 2006 : 894)

Cet appel est représentatif de la pensée véhiculée par le C.M.D.O. Il y est très clair que dans l'esprit situationniste, la seule issue envisageable réside dans l'abolition du *spectacle* et l'émancipation de tous. Selon cette logique, le mouvement de mai-juin s'impose à leurs yeux comme un mouvement prolétaire en émergence, qui a d'abord pris forme dans la crise étudiante avant d'être repris, avec plus de force, par les ouvriers. Dans le même tract, on peut lire que «Le prolétariat n'existait plus, le revoilà!» (Debord, 2006 : 891). Dans une analyse ultérieure, Debord poussera même l'idée plus loin affirmant que «le mouvement de mai ne fut pas une quelconque théorie politique qui cherchait ses exécutants ouvriers : ce fut le prolétariat agissant qui cherchait sa conscience théorique» (Debord, 2006 : 923).

Cette conception de la révolte et de sa propagation trouve d'ailleurs son ancrage dans la théorie situationniste et dans sa conception du prolétariat. Dans leurs ouvrages respectifs, Debord et Vaneigem réhabilitaient en quelque sorte cette notion, en l'appliquant à «[...] l'immense majorité des travailleurs qui ont perdu tout pouvoir sur l'emploi de leur vie, et qui, *dès qu'ils le savent*, se redéfinissent comme le prolétariat, le négatif à l'œuvre dans la société» (Debord, 1992[1967] : 113-114). De plus, selon eux, seule cette prise de conscience peut mener au changement révolutionnaire.

C'est *subjectivement* que le prolétariat est encore éloigné de sa conscience pratique de classe, non seulement chez les employés mais aussi chez les ouvriers qui n'ont encore découvert l'impuissance et la

mystification de la vieille politique. Cependant, quand le prolétariat découvre que sa propre force extériorisée concourt au renforcement permanent de la société capitaliste, non plus seulement sous la forme de son travail, mais aussi sous la forme des syndicats, des partis ou de la puissance étatique qu'il avait constitué pour s'émanciper, il découvre aussi par l'expérience historique concrète qu'il est la classe totalement ennemie de toute extériorisation figée et de toute spécialisation du pouvoir. [...]. Aucune amélioration quantitative de sa misère, aucune illusion d'intégration hiérarchique, ne sont un remède durable à son insatisfaction, car le prolétariat ne peut se reconnaître véritablement dans un tort particulier qu'il aura subi ni donc dans *la réparation d'un tort particulier*, ni d'un grand nombre de ses torts, mais seulement dans le *tort absolu* d'être rejeté en marge de la vie. (*Ibid.* : 114-115)

C'est donc précisément à cette prise de conscience que se prêtent les travailleurs qui se joignent au mouvement de grèves sauvages que le C.M.D.O. tente d'alimenter. Dans cette optique, il est affirmé dans les documents qui y sont produits que le seul pouvoir effectif est celui des travailleurs qui, pour réaliser l'émancipation dont ils sont porteurs, doivent se tenir loin de toute forme de représentation. «Que peut le mouvement révolutionnaire maintenant? Tout. Que devient-il entre les mains des partis et des syndicats? Rien, Que veut-il? La réalisation de la société sans classe par le pouvoir des conseils ouvriers» (reproduit dans Viénet, 1968 : 161).

Pour les membres du C.M.D.O., le mouvement qui se déploie alors n'oppose pas l'État et les travailleurs syndiqués, mais les travailleurs en grève et «les bureaucraties politiques et syndicales de gauche» qui se sont arrogé le droit de parler en leur nom<sup>99</sup>. Cette critique s'adresse d'ailleurs directement aux grands syndicats (entre autre la C.F.D.T. et la C.G.T.) et au P.C.F., qu'ils accusent d'agir en gardiens du pouvoir en place. En effet, en mai et juin, le mouvement des grèves sauvages est vite

---

<sup>99</sup> Cette affirmation est tirée d'un tract daté du 22 mai, intitulé «Pour le pouvoir des conseils ouvriers». Il y est aussi affirmé que «ces bureaucraties n'étaient pas des organisations ouvrières déchues et traîtresses, mais un mécanisme d'intégration à la société capitaliste. Dans la crise actuelle, elles sont la principale protection du capitalisme ébranlé» (reproduit dans Viénet, 1968 : 280).

récupéré par les syndicats qui l'ont repris à leur compte, contrôlant certains milieux occupés, notamment en bloquant l'accès aux usines en grève aux non travailleurs. Ils ont aussi redéfini la lutte dans leurs propres termes, essentiellement réformateurs : revendications salariales, demandes sur les retraites, le temps de travail et la reconnaissance du droit syndical. Cette spontanéité révolutionnaire, porteuse d'un profond rejet de l'ordre établi, s'est vue éteinte par les organisations qui se présentaient pourtant comme les gardiens traditionnels de la force révolutionnaire.

Les négociations de Grenelle, auxquelles prennent part, entre le 25 et le 27 mai, les leaders syndicaux ainsi que le premier ministre Georges Pompidou et d'autres représentants gouvernementaux et patronaux, illustrent cette attitude décriée par le C.M.D.O. Comme ce processus traduit une volonté politique de mettre fin rapidement au mouvement en «remettant de l'ordre dans les milieux de travail», les négociations s'orientent principalement autour de la question des salaires. Le protocole d'entente, obtenu le 27 mai, et qui devait mettre fin aux troubles est toutefois refusé massivement par les travailleurs en grève, et ce malgré les gains substantiels obtenus (voir Zancarini-Fournel dans Artières et al., 2008 : 247-251). Ce rejet témoigne de ce clivage qui existe entre les travailleurs et les élites syndicales.

### **3.4 Fin du mouvement et conséquences pour l'I.S.**

Ce que l'I.S. considère comme une association entre l'État gaulliste et les grandes organisations gauchistes ayant pour but d'éteindre la crise, finit néanmoins par porter fruit. Malgré le rejet quasi unanime au départ des accords de Grenelle, les gains obtenus dans les secteurs publics et privés précipitent en quelque sorte la fin du

mouvement. Les reprises, souvent imposées par les syndicats ou l'intervention des forces de l'ordre, se multiplient. À la Sorbonne, les étudiants évincent les non-étudiants encore présents à la mi-juin. L'exemple est suivi en province alors que les étudiants quittent peu à peu les universités encore occupées. Dans le milieu universitaire on assiste à un retour à la normal après que des accommodements pour les examens aient été accordés. Des universités d'été populaires sont aussi planifiées, mais aucun changement majeur n'est apporté à l'institution universitaire.

Le mouvement des grèves fait alors place à la campagne des élections législatives déclenchées par de Gaulle le 30 mai. Tenues les 23 et 30 juin, ces élections sont remportées par les gaullistes qui augmentent sensiblement leurs appuis (Capdevielle et *al.*, 2008 : 165-167 et Zancarini-Fournel in Artières et *al.*, 2008 : 264-269). Ainsi, se confirme la «victoire» de l'ordre républicain sur le mouvement.

Devant l'essoufflement du mouvement, le C.M.D.O. se dissout le 15 juin (Bourseiller, 1999 : 281). La crise n'ayant pas mené à la victoire espérée par les situationnistes, l'existence de cette instance perd sa pertinence. Pendant ce temps, le gouvernement, qui ne se contente pas d'avoir été plébiscité aux élections législatives, adopte une attitude répressive avec les organisations révolutionnaires. Douze groupes sont alors interdits et leurs leaders recherchés (Bourseiller, 1999 : 283-284). C'est pourquoi, après la fin de l'aventure du C.M.D.O., les situationnistes se retirent de Paris pour éviter tout problème avec la justice. En optant pour cette tactique de retraite, ils réussissent à se faire oublier et à éviter la vague d'arrestations qui concerne essentiellement des organisations révolutionnaire étudiantes (Dumontier, 1995 : 144). Malgré sa fin abrupte, l'expérience collective qu'a été Mai 68 teintera néanmoins les

dernières activités théoriques de l'I.S.<sup>100</sup>. Ils se serviront de ce qu'ils ont vu et vécu pour tirer des conclusions sur leur propre pensée, de même que sur les améliorations à apporter pour que le prolétariat arrive à ses fins émancipatrices. Toutefois, ce sont surtout les crises internes et la difficulté à se redéfinir qui marqueront l'I.S. dans les années post-1968. Ces problèmes amèneront Debord à décréter sa dissolution en 1972<sup>101</sup>.

Malgré l'échec relatif du mouvement de mai-juin 1968, d'un point de vue situationniste du moins, il est possible d'y voir une forme de contestation originale qui n'est pas étrangère à celle de la pensée de l'I.S. Il y a une réciprocité entre la façon dont leurs idées et leurs méthodes sont reprises à certains moments clés de la lutte, et leur propre participation, directe ou non selon les étapes. Réciprocité également observable dans les années qui ont suivi les événements. Si ce moment est celui où le projet situationniste est venu le plus près d'être réalisé, sa défaite aura aussi été celle de l'I.S., comme en témoigne les problèmes qu'elle aura par la suite à retrouver sa place particulière au sein de la gauche contestataire.

À travers le récit qui vient d'être proposé, ce sont ces liens entre leurs actions, leur pensée et ce mouvement de contestation sans précédents qui ont été mis au jour.

---

<sup>100</sup> Lesquelles se font beaucoup moins nombreuses par la suite. Après le dernier numéro de la revue *Internationale situationniste* paru en septembre 1969, et consacré en grande partie aux événements de mai-juin, l'I.S. publie très peu, à part peut-être certains documents internes.

<sup>101</sup> Dans le contexte post-Mai 68, l'I.S. a du mal à retrouver sa place et son identité. Si on assiste à l'éclosion de nombreux groupes pro-situ, notamment dans les lycées, et que leur pensée est discutée ouvertement dans les médias, les membres y voient le signe d'une récupération spectaculaire et non d'une continuité du réveil du prolétariat amorcé en mai et juin. À cela s'ajoute un changement d'effectif presque complet – entre 1968 et 1970 presque tous les membres quittent, remplacés par des nouveaux venus, d'origine italienne pour la plupart – ainsi que des crises internes qui mènent à sa dissolution en 1972. Laquelle est marquée par la parution d'un ouvrage signé Guy Debord et Gianfranco Sanguinetti, *La véritable scission dans l'Internationale situationniste* (Internationale Situationniste, 1972) où sont expliquées les raisons qui ont mené à la fin du groupe. Pour un récit détaillé des dernières années de l'I.S., voir Pascal Dumontier (1995 : 171-216).

Seulement ceux-ci ne se présentent pas à la façon d'une influence directe ou de liens causals, car les situationnistes se sont projetés à leur façon dans les événements, de manière à rester en accord avec leur vision du monde *spectaculaire* à changer. Jamais ils ne se sont posés en leaders d'un groupe quelconque ayant la prétention de mener le mouvement. Ils ont plutôt joué un double rôle de «participants» – en étant présent dans la «Sorbonne occupée» et en prenant part aux débats, en fondant le C.M.D.O. – et d'«accompagnateurs» – en commanditant les actions de Strasbourg, de Nantes et de Nanterre, en offrant un soutien aux ouvriers des usines occupées. Fidèles à leurs idées révolutionnaires et à leur posture scandaleuse, ils ont donc profité de ce grand mouvement, porteur du refus de l'aliénation ambiante pour le canaliser dans le sens de leur projet révolutionnaire. Ils ont ainsi tenté, à certains moments de la crise, de lui donner forme en usant des outils, de la vision de la révolution et des moyens de communication qui étaient les leurs depuis plusieurs années.

## Conclusion

L'I.S. n'a pas seulement vu venir la subversion prolétarienne moderne; elle est venue avec elle. Elle ne l'a pas annoncée comme un phénomène extérieur, par l'extrapolation glacée du calcul scientifique : elle était allée à sa rencontre. (Internationale situationniste, 1972 : 14-15)

À travers l'analyse de ces scènes («scandale de Strasbourg», parution des ouvrages de Debord et Vaneigem, révolte étudiante à Nantes et à Nanterre, «Sorbonne occupée», C.M.D.O.) les liens, complexes et empreints de réciprocité, entre l'Internationale situationniste et le mouvement de Mai 68 ont été mis au jour. Il est alors apparu que ces événements, par leur esprit festif, leur caractère spontané, et les expériences de démocratie directe qui y ont été tentées, représentent une révolte situationniste qui s'ignorait. Seulement pour en arriver à une telle conclusion, il faut accepter l'idée que l'I.S., malgré la relative confidentialité dans laquelle elle opérait auparavant, a eu une influence certaine sur un mouvement qui la dépassait amplement.

C'est d'ailleurs cette question qui a été posée d'emblée : comment l'I.S., un groupe composé d'une dizaine de personnes et jouissant d'une reconnaissance assez limitée a-t-elle exercé son influence sur le grand mouvement de Mai 68? Il est maintenant temps, à la lumière de ce qui est ressorti de l'analyse proposée, de répondre à cette question. À ce point, on peut néanmoins s'interroger à savoir si ce terme même d'influence est encore le plus approprié pour parler des liens qu'on a vu se dessiner au cours du récit. C'est en ce sens que les questionnements et les intuitions que j'avais au départ doivent être interrogées et mis en conversation avec ce que j'ai réellement vu au

fil de mon analyse. C'est à travers ce dialogue entre ces préconceptions, parfois naïves, et mes observations que ce lien pourra finalement être expliqué.

## **Intuitions de départ et contours et théoriques**

### **Limites et préconceptions**

Dès le début, je me suis fixé pour objectif d'aller au-delà d'une conception naïve ou trop directe de l'influence qui m'aurait limitée à rechercher des liens de cause à effet entre la participation des membres du groupe et le déroulement de moments précis de la crise. J'ai aussi voulu dépasser la recherche d'une influence symbolique essentiellement attribuable aux idées et aux théories du groupe. Étant donné la posture complexe de l'I.S., de même que la multiplicité des formes qu'a prise l'action des situationnistes pendant les événements, il est vite apparu que je devais tenter de trouver une autre façon d'expliquer ce lien. J'ai alors cru que la réponse à cette question pourrait être trouvée à la rencontre de l'articulation entre les événements, les pratiques et les discours qui forment la trame historique évoquée.

Si, maintenant, ce point d'articulation me semble difficile à trouver et à définir de façon claire, cette forme de délimitation a tout de même guidé l'étude de cas proposée. Ces facettes ont toutes été prises en considération dans le choix des moments à étudier et des éléments importants à relever. De plus, même si au final cette piste n'est peut-être pas la plus porteuse, la recherche de ce point d'articulation entre événements, pratiques et discours a servi de ligne directrice. C'est pourquoi il me semble toujours pertinent d'explorer cette piste. Avant d'en rechercher les articulations

dans la trame historique proposée, il est donc utile de définir ces termes et de déterminer la forme qu'ils ont prise dans le cas présent.

### **Événement : entre chronologie, contingence et expérience**

En premier lieu, la notion d'événement réfère à ce qui s'est passé et elle permet une délimitation temporelle et chronologique de l'action. On désigne alors un moment localisable, généralement contenu entre des dates précises. D'appréhender Mai 68 comme événements, permet par ailleurs d'en considérer le caractère contingent et de mettre de l'avant l'aspect inhabituel de ce mouvement marquant de l'histoire récente de la France. Dans cette optique, l'événement est vu comme un point d'émergence et non pas comme un épisode évident d'une trame historique linéaire.

Ce caractère exceptionnel se remarque par exemple dans la façon dont la logique et la hiérarchie habituelles du pouvoir ont été ébranlées par la crise. Cette conception n'empêche pas non plus de considérer ces événements comme composés d'un ensemble d'expériences contestataires, vécues différemment selon les groupes d'appartenance et les revendications mises de l'avant. De cet ensemble, c'est l'expérience de *l'apprentissage au quotidien de la lutte révolutionnaire et de ses formes d'engagement politique spontanées* qui s'est avérée la plus porteuse à mes yeux, et la plus liée à la pensée et la posture des situationnistes.

### **Pratiques : entrer dans les événements en passant par les acteurs**

Ainsi, j'ai tenté de faire le lien entre le caractère général des événements et leurs expressions particulières à travers les scènes étudiées. C'est d'ailleurs dans cette optique que les pratiques et les discours marquants méritent d'être relevés. De cette

façon, on peut avoir prise dans l'événement, dans son contenu, bref dans ce qu'il a de vivant et de dynamique. La notion de pratique se rattache directement aux individus qui ont participé aux événements, aux actions qui ont été posées, aux décisions qui ont été prises, et même aux passions exprimées. Ces éléments prennent également forme dans les discours, qui dans ce cas-ci s'expriment principalement à travers les écrits de l'I.S., et dans ceux qui s'en sont inspirés (inscriptions murales et autres slogans à saveur situationniste apparus un peu partout pendant les événements).

Il est possible de séparer les pratiques qui composent le présent récit en deux grandes catégories. Celles-ci rendent compte des degrés et des formes variables qu'a pris l'implication concrète des situationnistes dans les événements. Il y a d'abord les pratiques de «participation» qui sont observables dans les moments où les membres de l'I.S. et leurs alliés sont directement sur le terrain, impliqués dans une action concertée : tentatives d'instauration d'une démocratie directe dans la «Sorbonne occupée», création du C.M.D.O. On observe également des pratiques «d'accompagnement», qui désignent les actions qui sont posées de façon plus indirecte, dans le but d'aider des groupes définis à mener leurs propres actions : conseils donnés aux acteurs principaux du «scandale de Strasbourg» à propos de la meilleure manière de procéder; aide à la mise en forme de la contestation lors des troubles à Nantes et à Nanterre; don de matériel théorique aux étudiants et aux ouvriers.

Ces catégories ne sont toutefois pas totalement exclusives à des instants précis de l'implication situationniste, les deux types de pratiques étant généralement observables dans une même scène. Cette catégorisation est ainsi proposée afin de rendre intelligible la posture complexe des situationnistes et la façon dont ils se sont

projetés dans les événements. Ceux-ci n'ont en aucun moment voulu jouer un rôle de leader officiel<sup>102</sup> du mouvement de Mai 68 et se sont toujours tenus à l'écart de l'espace spectaculaire des médias<sup>103</sup>. Jamais les situationnistes n'ont prétendu mener le mouvement de mai-juin et jamais ils ne se sont posés à la tête d'un quelconque groupe politique. Si certaines personnes ont pu se réclamer d'eux et adhérer à leurs idées – comme en témoigne la multiplication de groupes pro-situ à la suite des événements, ou même le fait qu'à Strasbourg et à Nantes le début de la révolte soit attribuable à des étudiants sensibles aux thèses de l'I.S. –, ils n'ont pas fait d'appels officiels à l'action. Ils ont plutôt tenté, par leurs pratiques et leurs discours, de donner une certaine direction aux formes de l'expérience révolutionnaire qui se mettaient en place.

### **Discours : de la théorie et de la pratique**

Les discours des situationnistes – c'est-à-dire la façon dont leurs idées sont rendues audibles – qui sont liés aux événements peuvent également être séparés en catégories. Il y a d'abord les ouvrages et les articles dits «théoriques», rédigés pour la plupart avant 1968. Le *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* de Vaneigem et *La société du spectacle* de Debord en constituent certainement le cœur. Ce sont là les éléments les plus complexes et les plus complets de cet appareil théorique

---

<sup>102</sup> Les situationnistes se sont montrés très critiques envers les acteurs de l'avant-scène de Mai 68, les considérant soit comme des vedettes spectaculaires de la contestation, toujours prêts à jouer de leur célébrité – Cohn-Bendit –, soit comme des récupérateurs défendant les intérêts de leur organisation bureaucratiques – Georges Marchais du P.C.F. et Georges Séguy de la C.G.T. Dans les trois cas, ces «leaders» ne sont pas, selon l'I.S., partie prenante de la véritable lutte révolutionnaire qui se joue alors hors des cadres traditionnels de la représentation que sont les partis et les syndicats.

<sup>103</sup> Les médias ont souvent récupéré, de façon erronée, leur nom et leur pensée, leur attribuant un rôle qui était rarement le leur. Déjà lors du «scandale de Strasbourg», ils ont fait grand cas de l'Internationale situationniste et de son implication dans cette crise étudiante. Le nom même de «situationniste» est vite devenu un *label*, une appellation fourre-tout pour désigner n'importe quels fauteurs de trouble vaguement anarchistes. Les *Enragés* ont d'ailleurs subi le même sort, le terme étant lui aussi récupéré et utilisé hors contexte. Pour des exemples du traitement médiatique réservé aux situationnistes lors du «scandale de Strasbourg», voir Pascal Dumontier (1995 : 87-89).

construit à travers les expériences vécues au sein du groupe, notamment les expérimentations artistiques qui y ont été menées dans ses premières années d'existence. Il est toutefois à noter que même si je les désigne comme des écrits «théoriques», ils ne se présentent pas comme des ouvrages de théorie politique ou philosophique classique. Non seulement les formes qu'ils prennent sont variées<sup>104</sup>, mais ils revêtent de plus un fort caractère programmatique. Celui-ci devient d'ailleurs de plus en plus clair au fil de l'évolution du groupe. Il ne s'agit pas seulement pour l'I.S. de dire ce qui ne va pas et de relever les failles des anciens mouvements révolutionnaires, mais bien d'amener un éveil des classes dominées dans le but de provoquer un changement total du système en place.

La deuxième catégorie est pour sa part directement liée à la crise et à son déroulement. Elle inclut les tracts, les slogans et les affiches produits par les situationnistes et leurs alliés, ou encore les formules qu'on leur a «empruntées» et qui sont devenues des graffitis et des inscriptions murales. C'est ce que je désigne comme des «écrits de lutte», soit des écrits qui s'inscrivent dans les événements, les accompagnent, et qui représentent en eux-mêmes des pratiques contestataires (Fraenkel dans Artières et *al.*, 2008 : 276). La théorie situationniste a ainsi profité de ce nouveau champ révolutionnaire pour circuler librement, voire clandestinement, à travers ces écrits apparemment sans auteur<sup>105</sup>. Cette deuxième catégorie illustre par ailleurs la façon dont l'I.S. a su inscrire sa pensée directement dans les événements en adaptant les

---

<sup>104</sup> Par exemple, *La Société du spectacle* prend la forme d'un essai politique.

<sup>105</sup> C'est le cas des inscriptions murales et des graffitis, dont certains sont directement empruntés à la pensée situationniste, voire même tirés littéralement des ouvrages de Debord et de Vaneigem, mais dont les auteurs ne sont pas nommés. Les tracts et les affiches sont quant à eux généralement signés, mais par des auteurs collectifs (C.M.D.O. ou le Comité Enragés-Internationale situationniste par exemple).

moyens de sa diffusion à la crise et de manière à en faire un outil d'éveil de la conscience prolétarienne.

À ces deux premières catégories s'ajoute celle des écrits d'analyse et de récapitulation qui se placent dans le prolongement des actions posées et des événements observés. Dans ces textes, les situationnistes relatent leur propre expérience de la contestation. Ils illustrent alors leur vision du mouvement, ce qu'il était à leurs yeux et quelle était la signification de tel ou tel moment de la crise. Ils reviennent sur les actions qu'ils ont eux-mêmes posées et sur les buts visés par leur implication. Il est ici question de textes écrits après la fin de la crise – «Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations» (Viénet, 1968); «Le commencement d'une époque» (Debord, 2006 : 217-263) –, mais également de textes écrits pendant son déroulement. Ceux-ci peuvent être considérés comme des écrits de lutte autant que des écrits récapitulatifs. C'est le cas du «Rapport sur l'occupation de la Sorbonne» (reproduit dans Debord, 2006 : 891-894) distribué sous forme de tract par le C.M.D.O. Cela démontre la porosité entre ces catégories que je propose essentiellement à titre indicatif.

## **La parole comme hypothèse**

### **Parole et *parrêsia***

Il est évident que ces catégories ne sont pas exclusives et que les liens entre événements, pratiques et discours n'apparaissent pas de façon aussi claire ou linéaire que j'aurais pu le croire. Parmi les intuitions qui ont guidé mon travail, je pensais que cette articulation prendrait la forme d'une *parole particulière* qu'il me faudrait définir.

La notion de *parrésia*, qui qualifie une modalité du dire-vrai étudiée par Michel Foucault dans les dernières années de sa vie (Foucault, 2008 [1983]; 2009 [1984]), devait être utilisée pour en expliquer les dimensions politiques. À ce point, si une telle intuition n'est pas confirmée et qu'il n'est toujours pas évident de savoir si c'est bel et bien par la parole que l'on peut expliquer le lien recherché, et si ce concept est réellement applicable ici, il est clair que cette notion possède des aspects pertinents qui méritent d'être explorés et mis en lien avec le cas étudié.

Plutôt inédit dans le genre de recherche que je propose<sup>106</sup>, ce concept de *parrésia*, qui signifie au départ franchise, contient certains éléments permettant d'appréhender le rapport qui unit pensée et action chez les situationnistes, ainsi que la rupture dans l'ordre établi que représentent des propos comme ceux tenus par les situationnistes et un événement exceptionnel comme Mai 68. Toutefois, pour pouvoir utiliser la *parrésia* comme piste explicative, il faut aller au-delà de son contexte d'origine. Désignant une modalité du dire-vrai devant répondre à certaines conditions, ce concept n'est cependant pas figé, même dans son cadre originel, et c'est-ce qui le rend aussi intéressant d'un point de vue théorique.

C'est une notion qui est utilisée, c'est une notion qui est mentionnée, ce n'est pas une notion qui soit très réfléchie et thématifiée comme telle. [...] C'est une notion qui, si vous le voulez, ne s'intègre pas d'une façon bien repérable et localisable à l'intérieur de tel ou tel système conceptuel ou doctrine philosophique. C'est un thème qui court d'un système à l'autre, d'une doctrine à l'autre, de telle sorte qu'il est assez difficile d'en définir très exactement le sens et d'en repérer l'économie exacte. (Foucault, 2008[1983] : 45).

---

<sup>106</sup> Mis à part dans les travaux de Foucault où il en est question (Foucault, 2008 [1983]; 2009 [1984]), et dans les études foucauldienne (Gros, 1996; 2002) et platonicienne (Monoson, 2000; Saxonhouse, 1996; Balot, 2004; Tarnapolsky, 2007), ce concept a été peu étudié. On l'a peu sorti de son contexte initial, c'est-à-dire les écrits de l'antiquité grecque et romaine à partir desquels Foucault l'a analysé.

Cette «notion-araignée» trouve ainsi sa place dans les derniers écrits de Foucault dans lesquels la question du sujet est mise de l'avant. Elle est alors étudiée à travers l'analyse de certaines formes d'expérience de la subjectivité associées à des domaines divers. Les quatre modalités de la *parrésia* relevées par Foucault témoignent de la multiplicité des expériences subjectives auxquelles on peut l'associer. Il est tout d'abord question de la franchise du maître d'existence qui permet à l'individu de se construire comme sujet éthique. Modalité qu'il a élaborée dans *l'Herméneutique du sujet* (Foucault, 2001b). Ensuite, il relève la *parrésia* politique visible entre autres chez le citoyen athénien qui se lève devant tous pour parler. En troisième lieu, il analyse une forme davantage éthique, visible dans les écrits platoniciens où l'exigence de la «vie bonne» est posée au centre de la réflexion philosophique. Finalement, on retrouve la modalité cynique, qui constitue en quelque sorte une radicalisation de la dimension éthique et de laquelle Diogène de Sinope fait figure d'emblème.

En s'inspirant de ces analyses de base, la notion permet de placer les actions et les paroles relevées dans le cadre de l'expérience subjective vécue par les acteurs en cause, et par le fait même de les lier à leur contexte d'émergence. Comme les événements de Mai 68 sont ici appréhendés en tant qu'*ensemble d'expériences contestataires, vécues différemment selon les projets défendus*<sup>107</sup>, cette possibilité analytique ouverte par un tel concept s'avère particulièrement intéressante.

---

<sup>107</sup> Dans une lecture qui n'est pas totalement étrangère à celle ici proposée, Michel de Certeau considère la prise de parole comme étant le liant de toutes ces expériences. «L'expérience c'était la prise de parole. Ce qui a été dit, c'était une contestation qui, en récusant le système entier, ne pouvait être que trahie par toute organisation existante, par toute procédure politique ou par toute institution renouvelée. Massif, un mouvement d'en-dessous a échappé aux structures et aux cadres préexistants; mais par là-même tout programme et tout langage lui manquaient. Dans cette société qu'il dénonçait, il ne pouvait que

De façon schématique, la *parrêsia* peut être présentée comme un dire-vrai qui s'exprime à travers l'articulation d'un double pacte consenti volontairement et librement sous la forme d'un acte courageux : un pacte entre deux personnes où ce dire-vrai est à la fois le liant et la cause de la rupture potentielle<sup>108</sup>, et un pacte du locuteur qui se constitue en partenaire de lui-même lorsqu'il parle<sup>109</sup>. Si pour l'étude du cas de l'I.S., le premier aspect est moins pertinent étant donné que les situationnistes n'ont jamais eu pour habitude d'attendre qu'un interlocuteur consentant soit prêt à les entendre pour dire ce qu'ils avaient à dire, la deuxième partie de ce pacte semble plus porteuse. Elle réfère en effet directement à la position et à l'attitude de celui qui dit et qui doit être engagé directement dans son énoncé. C'est le genre de posture prônée dans l'I.S. et par l'I.S. : les membres devaient y être entièrement engagés dans ce qu'ils disaient, leurs actions devant être en accord total avec le refus du *spectacle*. Seul un tel engagement de chacun dans ses actions pouvant mener à un véritable changement révolutionnaire.

### ***Parrêsia* cynique et prise dans le réel**

Au-delà de cette condition du double pacte, le concept de *parrêsia* permet de considérer l'acte d'énonciation dans ce qu'il a d'actif et de politique. Un tel «acte de

---

s'exprimer marginalement, alors que pourtant il constituait déjà une expérience de société» (De Certeau, 1994 ; 44).

<sup>108</sup> Selon l'analyse foucauldienne, la *parrêsia* ne peut avoir lieu qu'en présence d'un interlocuteur défini. Ainsi celui qui énonce accepte que son dire-vrai ouvre pour lui un risque, et celui qui le reçoit accepte que ce dire-vrai puisse le choquer. Ce premier pacte se crée donc sur la possibilité de sa rupture provoquée par le dire-vrai.

<sup>109</sup> Il se lie d'une part à l'énoncé de la vérité et d'autre part à l'acte même d'énonciation ; il ne peut mentir sur le contenu de son énoncé, et avec l'acte d'énonciation vient le risque de subir des conséquences.

parole»<sup>110</sup> est en effet indissociable du contexte dans lequel le sujet parlant s'inscrit et que la parole *parrésiasique* essaie de changer à travers son énonciation. C'est d'ailleurs dans sa modalité cynique, celle dont la forme est la plus radicale que cette idée d'un monde à changer est le plus clairement exprimée<sup>111</sup>. Ce changement est alors indissociable d'une exigence d'atteindre l'unité entre la vie du sujet parlant et la pensée radicale qu'il met de l'avant. On peut donc dire que la notion permet d'interroger une forme de parole, de discours, qui a une prise *dans* le réel à travers le sujet qui l'énonce et *sur* le réel à travers le désir de changement qu'elle véhicule.

En effet, le concept sous-tend l'idée d'une parole en rupture, d'une notion de *différence* à la fois philosophique et politique qui s'incarne dans cette parole, mais aussi dans l'attitude de celui qui la dit. Dans la *parrésia* cynique, cette *différence* philosophique prend forme dans une critique radicale de la vie, qui s'incarne justement dans une façon de vivre en marge et dont la finalité même est la réalisation à plus grande échelle de cette vie et de cette philosophie autres<sup>112</sup>. Un tel rapport n'est

---

<sup>110</sup> J'utilise ici cette expression pour souligner le caractère actif de la parole *parrésiasique* et non en référence à l'énoncé performatif ou «speech act» (Austin, 1970). Foucault précise d'ailleurs que la *parrésia* est irréductible à l'énoncé performatif même si certains parallèles peuvent être tracés entre les deux façons d'appréhender la parole. Si dans la *parrésia*, le contenu de l'énoncé ne peut être détaché de son acte d'énonciation, celle-ci n'atteint toutefois pas le même niveau dans le formalisme des conditions d'énonciation ou dans la coïncidence entre le «signifié et l'agir» que l'énoncé performatif (Butler, 2004 : 72). L'acte *parrésiasique* n'amène pas la réalisation automatique de la chose qu'il dit.

<sup>111</sup> Cette forme de *parrésia*, qui résulte de la radicalisation de la modalité éthique qui mettait l'exigence de la «vie bonne» en son centre, prend la forme d'une parole scandaleuse visant à montrer les failles d'un monde à changer. Le cynisme, que l'on associe spontanément à la figure de Diogène de Sinope, d'ailleurs connu pour sa vie scandaleuse, qualifie davantage une attitude, une posture philosophique qu'une doctrine à proprement dit. Dans cette logique, Foucault affirme qu'il y aurait des résurgences modernes du «mode d'être cynique», visibles entre autre dans certaines formes d'art moderne et dans la vie révolutionnaire (Foucault, 2009 [1984] : 163-174).

<sup>112</sup> Dans une logique similaire, Frédéric Gros considère que ce qui se trouve au cœur de l'analyse foucauldienne de la *parrésia* cynique c'est un rapport «vie autre/monde autre» (Gros dans Foucault, 2009 [1984]: 325-328). Selon lui, si Diogène de Sinope s'est posé volontairement, par son mode de vie scandaleux – il vivait quasi nu, dans un tonneau, assouvissant ses besoins en public et haranguant les passants – en marge de société, c'est pour amener les gens à réaliser ce qu'il y avait à changer dans son monde. Par cette vie autre, il voulait mener les autres à créer un monde autre. Cette conception rejoint

d'ailleurs pas étranger à la posture de l'Internationale situationniste, laquelle est soutenue par cette exigence de cohérence entre la pensée et les actions. Exigence qui a guidé le groupe au cours de son histoire et qui se laisse d'ailleurs voir dans le projet que les situationnistes ont élaboré, dans cette façon dont les expérimentations artistiques ont mené vers une critique politique et sociale radicale. Les nombreuses exclusions de membres dont les actions ne s'inscrivaient plus entièrement et totalement dans ce projet témoigne d'ailleurs de cette volonté de garder intacte cette unité théorique et pratique.

Par ailleurs, cette posture radicale des situationnistes les a laissés dans une position en quelque sorte marginale, en rupture avec un ordre des choses qu'ils se font un point d'honneur de refuser<sup>113</sup>. Cette position, ils l'ont aussi marquée clairement, voire gardée jalousement comme en témoigne leur propension au scandale ainsi que leurs conflits ouverts avec Henri Lefebvre et Abraham Moles. Cette attitude s'insère directement dans ce souci de cohérence propre à l'I.S. De cette façon, elle se préservait de la logique spectaculaire qui y était dénoncée. Et cette bataille, les situationnistes l'ont menée dans le but de faire réaliser à tous l'importance d'un changement révolutionnaire menant à un monde où la vie et la poésie pourront être réalisées pleinement<sup>114</sup>.

---

d'ailleurs la vision du cynisme antique (qu'il nomme *kunisme* en opposition au cynisme moderne) et de la figure de Diogène que propose Peter Sloterdijk. Selon lui, l'attitude de Diogène contient une exigence de vie-bonne, conçue comme une vie vraie, qui va à l'encontre de la vie schizoïde des «grands» (Sloterdijk, 1983 : 139-146 ; 203-218).

<sup>113</sup> Déjà en 1953, bien avant la création de l'I.S., Guy Debord marquait clairement cette rupture en écrivant son célèbre «Ne travaillez jamais» sur un mur rue de Seine (reproduit dans Debord, 2006 : 89). Cette inscription, qui sera reprise en Mai 68, ne pouvait qu'apparaître comme scandaleuse dans un monde capitaliste régi par une logique de productivité.

<sup>114</sup> La poésie dont il est question n'est pas un style littéraire, mais bien un style de vie.

## Rupture et insertion

La *différence* qui s'incarne dans la parole *parrésiasique* revêt également un caractère politique, qui peut être trouvé dans le contenu par le changement radical prôné, mais également dans la rupture provoquée par l'acte même de parole. Cette rupture prend la forme de l'ouverture d'un champ de possibilité amenée par l'énonciation d'une parole caractérisée par son pouvoir expressif :

La fabrication de l'ordre est répétition de la pétrification originelle de la distance entre espace et temps qui est le propre d'un cosmos humain donné. La parole expressive, émancipatrice, arrive au contraire à déchirer cette distance en contresens, la fissurer, et elle refait le cosmos comme si ce tout n'était rien que ce que nous voulions en faire. (Giroux, 2008 : 558)

Si dans le cas présent, je ne pense pas que la seule parole situationniste ait suffi à provoquer une telle rupture, cette notion constitue néanmoins une clé dans l'analyse du lien qui unit I.S. à Mai 68.

En effet, les événements mêmes n'ont pas seulement *provoqué une rupture* : ils peuvent être considérés *comme une rupture* en eux-mêmes. L'ordre social, les rapports «policés»<sup>115</sup>, ont effectivement été renversés pendant les quelques semaines qu'a duré la crise. Cette conception rejoint d'ailleurs la définition de l'événement comme point d'émergence au caractère contingent et irruptif.

Événement : il faut entendre par là non pas une décision, un traité, un règne ou une bataille, mais un rapport de forces qui s'inverse, un pouvoir confisqué, un vocabulaire repris et retourné contre ses utilisateurs, une domination qui s'affaiblit, se détend, s'empoisonne elle-même, une autre qui fait son entrée, masquée. Les forces qui sont

---

<sup>115</sup> Ce terme désigne ici une distribution symbolique où chaque chose et chaque personne a une place qui lui est impartie. Cette conception s'inspire de l'interprétation de Kristin Ross du concept de police chez Jacques Rancière. La «police», désigne ainsi à fois un ordre symbolique, mais également la fonction policière, qui est justement de préserver cet ordre (Ross, 2010 : 41-45).

en jeu dans l'histoire n'obéissent ni à une destination, ni à une mécanique, mais bien au hasard de la lutte. Elles ne se manifestent pas comme les formes successives d'une intention primordiale; elles ne prennent pas non plus l'allure d'un résultat. Elles apparaissent toujours dans l'aléa singulier de l'événement. (Foucault, 2001b : 1016)

Ainsi s'ouvre la possibilité de lier les aspects conceptuels des notions utilisées et mes intuitions de départ au caractère vivant de ce qui ressort du cas étudié. Par exemple, les inversions de pouvoir et les changements dans les registres de vocabulaires font certainement partie des phénomènes observés en Mai 68. Cette idée est d'ailleurs au cœur de la lecture des événements proposée par Michel de Certeau dans *La prise de parole* (1994). Ce qu'il retient de ce grand mouvement, c'est l'expérience qui y a été vécue et qui prend la forme d'un exercice nouveau de la parole à travers lequel on a essayé une reconfiguration de l'espace symbolique du pouvoir. Il donne ainsi l'exemple des étudiants, qui en s'assoiant tout simplement à la place du professeur ont renversé les rapports d'autorité traditionnellement au centre du processus de transmission du savoir.

Malgré les limites d'une telle analyse – les changements dans «l'ordre normal des choses» ne se réduit pas, à mon avis, à un changement symbolique des rapports de pouvoir passant par des inversions dans le régime de vocabulaire –, un parallèle peut être fait avec le passage des situationnistes dans la «Sorbonne occupée». À-travers la création de la première assemblée générale ainsi que la réappropriation de l'espace pour y laisser circuler une parole libre de toutes contraintes<sup>116</sup>, une forme similaire de neutralisation des rapports de pouvoir y a été observée. Pendant un court laps de temps

---

<sup>116</sup> Cet aspect survivra d'ailleurs au passage des situationnistes, alors que les murs, à la Sorbonne comme ailleurs, seront investis et remplis de graffitis, affiches et inscriptions en tous genres.

à tout le moins. C'est dans cette ouverture d'un nouvel espace de parole libre que se trouve le principal apport du passage des situationnistes et des *Enragés* dans cette enceinte.

Par ailleurs, ces changements observés pendant la crise dépassent une telle réappropriation de la parole. Ceux-ci s'expriment également, voire principalement dans la façon dont les individus (étudiants, travailleurs) ont réinvesti, dans une perspective émancipatrice, leur propre pouvoir politique hors des cadres habituels. Cette réappropriation s'est faite, entre autres, à travers les expériences de démocratie directe qui se sont multipliées dans les milieux occupés : assemblée générale de la «Sorbonne occupée», Conseils de travailleurs, Comités d'actions. Si le caractère émancipateur d'une telle vision s'inscrit directement dans la perspective d'une analyse situationniste des événements, cette façon de mettre ces expériences politiques inédites au centre du mouvement rejoint également la vision de Kristin Ross.

Toutefois, le mouvement aspirait moins à provoquer une poussée brutale qu'à réaliser des formes de démocratie directe et d'auto-organisation collective qui contiennent en elles l'amorce d'une organisation sociale différente, d'un objectif universalisable, semblable à ceux que l'on assigne généralement à des entreprises révolutionnaires, tout du moins à leurs débuts. (Ross, 2010 : 119)

Ainsi, en se tenant loin des cadres habituels de la représentation (partis et syndicats), des individus de divers milieux ont tenté de profiter de cette rupture des rapports policés provoquée par le mouvement et amplifiée par leurs propres actions. C'est d'ailleurs à ce point que se trouve la place des situationnistes. Ils n'ont pas tant provoqué la rupture, mais ils sont entrés à l'intérieur de ce qu'ils ont alors pris comme un nouvel espace révolutionnaire pour tenter de l'élargir et de lui donner un sens.

## **Tentative d'explication : La posture comme influence**

De toutes les pistes jusqu'ici explorées, cette idée d'un espace révolutionnaire que l'I.S. aurait tenté d'exploiter en s'y introduisant semble la plus féconde et porteuse. Les différents points que je viens d'aborder amènent certes des éléments d'explication, ils aident à aller au-delà de la trame historique pour trouver un sens qui dépasse le cas étudié, mais ils ne permettent pas de *nommer* clairement ce lien. Il m'apparaît maintenant que ce dernier ne se trouve pas au point de l'articulation des événements des pratiques et des discours, mais plutôt à l'endroit même où cette rupture se crée et où les situationnistes tentent de s'y insérer.

Ce faisant, si la notion de parole peut être utilisée pour comprendre cette nouvelle articulation, elle ne suffit pas non plus à expliquer les rapports I.S.-Mai 68. Des rapprochements peuvent être faits avec certaines facettes de la *parrêsia*. Seulement, ces éléments peuvent servir ici non pas à qualifier une parole, mais à comprendre et à définir la posture du groupe, caractérisée par un désir de cohérence entre pensée et action, de même qu'à appréhender la rupture que représentent les événements. En fait, ce que je pensais nommer «parole» m'apparaît désormais comme étant une «posture». Et c'est cette posture qui est à la base de l'attitude des situationnistes, de la façon même dont ils se sont projetés dans les événements et qu'ils se sont liés à leur discours et à leurs actions.

## **Canaliser la conscience du refus**

Ainsi, l'exigence révolutionnaire de toujours allier théorie et praxis qui définit à la fois la posture adoptée au sein de l'I.S. et la base même du projet émancipateur qui y a été élaboré se trouve à la clé de l'explication recherchée. De façon schématique, ce

projet pourrait être résumé par la formule de Vaneigem : «Le refus est multiple, le dépassement est un» (Vaneigem, 1967 : 169). Ce refus du *spectacle*, que chacun possède en lui, mais sans nécessairement en avoir conscience, est bien entendu au cœur de la pensée développée par l'I.S. Il y est associé à une résurgence souhaitable d'une classe prolétaire consciente de ce qu'elle est<sup>117</sup>. Dans cette optique, plus le processus historique menant à l'éveil du prolétariat est avancé, plus la conscience de ce refus et de la nécessité de son dépassement est grande.

Pendant les événements de Mai 68, cette idée de refus du *spectacle* passera donc de son ancrage théorique vers sa réalisation plus concrète à travers les expériences vécues. En effet, il est possible de considérer que c'est exactement là le rôle que les situationnistes se sont attribués par rapport à ces événements. C'est-à-dire trouver les formes et les manifestations de ce refus pour les orienter vers un dépassement du système en place en proposant les outils nécessaires pour y arriver : Conseils ouvriers, affirmation radicale de la subjectivité hors des cadres de représentation.

Dans cette perspective situationniste, ce dépassement ne peut donc être atteint que par une prise de conscience collective de l'aliénation imposée par le *spectacle* et du désir d'en détruire les causes. Comme le niveau de cette prise de conscience, qui est à la fois l'origine et la finalité de la rupture dans l'ordre des choses que représentent les événements de Mai 68, est variable selon les moments de la crise, le type d'implication des situationnistes l'est tout autant. Car, pour être en accord avec leur exigence de

---

<sup>117</sup> Dans *La Société du spectacle*, Debord élabore d'ailleurs une vision précise du prolétariat qui s'inspire de la vision marxienne. Même s'il l'actualise et la rend moins exclusive, la construction qu'il en fait repose, comme chez Marx, sur l'éveil de la conscience de classe vu comme le résultat d'un processus historique et dialectique (Debord, 1992 [1967]). Vaneigem inscrit lui aussi son projet dans une perspective marxienne de l'histoire dont l'accomplissement se trouve dans une prise de conscience du refus du *spectacle* et de *la séparation* par la classe dominée qui constitue le prolétariat.

cohérence, ils ne peuvent logiquement pas s'impliquer dans un mouvement auquel ils ne croient pas.

Ainsi remarque-t-on que leur participation ne prend ni toujours la même forme ni toujours la même force, et que les méthodes utilisées ne sont pas les mêmes lors des événements préalables («scandale de Strasbourg», contestation à Nantes et Nanterre), et pendant les moments les plus forts de la crise («Sorbonne occupée», C.M.D.O.). Dans chaque scène étudiée ils ont essayé de guider les expériences tout en demeurant en accord avec leur posture. La façon dont ils présentent, dans les textes associés à chacun des moments de la crise, leur projet comme étant soit totalement à faire, soit un processus déjà entamé<sup>118</sup>, est un bon indice du niveau de conformité entre leur projet et leurs actions.

Cette exigence de conformité explique ainsi le rôle effacé qu'ils ont joué dans les moments précurseurs de la crise («scandale de Strasbourg», contestation à Nantes et Nanterre). Si leur participation aux événements est d'abord indirecte, c'est en effet parce que le refus du *spectacle* est alors limité à un groupe précis (les étudiants) et est dirigé vers des cibles sommes toutes limitées telles que l'institution universitaire et les syndicats étudiants. Les situationnistes, pour qui ce milieu apparaît comme étant inintéressant et agité par des combats dérisoires, ne se sentent pas directement interpellés par les crises étudiantes. À ce moment, la lutte n'est pas mûre à leurs yeux et le travail qui reste à faire est grand. Le ton qu'ils utilisent, notamment dans «De la

---

<sup>118</sup> Ils parlent d'abord du prolétariat au futur ou au conditionnel, dans les textes théoriques et dans «De la misère en milieu étudiant» (Khayati dans Viénet, 1968 : 219-243). Toutefois, plus la crise avance, plus ils en parlent comme d'un fait avéré comme on le remarque dans les tracts de la Sorbonne et ceux distribués par le C.M.D.O. (reproduits dans Viénet, 1968 : 263-288) de même que dans le «Rapport sur l'occupation de la Sorbonne» (Debord, 2006 : 891-894).

misère en milieu étudiant», pour parler des étudiants et du combat à mener témoigne du regard dur qu'ils posent sur ce milieu.

Mais les raisons qui fondent notre mépris pour l'étudiant sont d'un tout autre ordre. Elles ne concernent pas seulement sa misère réelle mais sa complaisance envers toutes les misères, sa propension malsaine à consommer béatement de l'aliénation, dans l'espoir, devant le manque général d'intérêt, d'intéresser à son manque particulier. (Khayati dans Viénet, 1968 : 221)

Le climat de scandale qui règne à ce moment est néanmoins utilisé par les situationnistes pour faire valoir la nécessité d'un tel combat révolutionnaire. Ce n'est donc pas un hasard si la parution de «De la misère en milieu étudiant» dans lequel les positions radicales de l'I.S. sont exposées sous le couvert d'une analyse du milieu universitaire français, constitue à la fois le cœur du «scandale de Strasbourg» et l'apport le plus significatif des situationnistes dans ces moments précurseurs de la crise. Ce texte, tout comme «Le retour de la colonne Durutti», qui a aussi marqué les événements de Strasbourg, seront d'ailleurs diffusés à Nantes et à Nanterre contribuant à étendre la révolte et à faire connaître les idées situationnistes. Dans ces cas, leur diffusion s'inscrit dans un ensemble de tactiques plus diversifiées : interruptions scandaleuses de cours, distribution des tracts subversifs, apparition d'affiches détournées et autres inscriptions sur les murs de la faculté de Nanterre. À cela s'ajoutent la participation d'étudiants à des manifestations ouvrières qui tournent à l'émeute de même que les coups d'éclats des *Enragés*.

Malgré que leurs actions directes soient rares et qu'elles soient mises de l'avant par l'entremise d'autres personnes, l'impact de cette présence de l'I.S. lors de ces étapes préalables à la crise est toutefois important. Même si eux demeurent en retrait, leurs idées sont rendues visibles par le caractère scandaleux que prennent les actions

qui sont posées. Cette attitude peut être expliquée par le fait que cette conscience du refus est encore marginale, et que l'absurdité de la vie quotidienne non vécue réellement ne peut être montrée du doigt qu'avec force et scandale<sup>119</sup>. Ainsi, par leur pensée et leur influence sur certains étudiants, ils ont su imprimer un caractère situationniste aux événements, et par le fait même agrandir cette brèche dans laquelle ils prennent peu à peu la place qu'ils considèrent comme la leur.

Cette place se définit au fur et à mesure que la crise s'étend et qu'elle prend de l'ampleur. Comme aux mois de mai et juin la contestation s'est décloisonnée et qu'elle a atteint des secteurs diversifiés, les situationnistes ne peuvent rester en retrait : le dépassement du *spectacle* et de la *séparation* qu'ils appellent depuis longtemps est en train de se concrétiser. C'est pourquoi leur implication devient à la fois plus directe (ils sont alors sur le terrain) et plus discrète. Leur voix est désormais moins facile à entendre et se confond avec des milliers d'autres alors qu'ils participent à une crise généralisée où les positions généralement considérées comme extrêmes occupent maintenant l'avant-scène.

À ce moment, cette conscience du refus a atteint la classe dominée, celle qui forme ce prolétariat en éveil<sup>120</sup>. Il n'est donc plus nécessaire de crier ce refus avec scandale, mais plutôt de lui donner un sens clair. Afin qu'ils demeurent en accord avec leur propre projet, il est donc du devoir de l'I.S. de tenter de canaliser ce refus, de lui

---

<sup>119</sup> À ce moment, ces cris passent pour du simple bruit aux oreilles de plusieurs, comme en témoigne par exemple les réactions des élites médiatiques et universitaires qui ont tenté de minimiser, voire d'étouffer la contestation en la faisant passer pour une série d'actes isolés commis par quelques têtes brûlées. Pour un aperçu de ce genre de réactions dans le cas de Strasbourg, voir Pascal Dumontier (1995 : 86-95).

<sup>120</sup> Dans «Le commencement d'une époque», Debord désigne d'ailleurs le mouvement dans ces termes : «[...]Ce fut un mouvement révolutionnaire prolétarien, resurgissant d'un demi-siècle d'écrasement et, normalement dépossédé de tout [...]» (Debord, 2006 : 923).

donner une forme et une direction porteuses. S'ils ont essayé, au sein de leur propre groupe de toujours faire concorder théorie et praxis, ils tentent désormais de faire ressortir cette théorie à partir d'une praxis révolutionnaire nouvellement réapparue devant leurs yeux. L'appui aux travailleurs en grève apporté par le C.M.D.O. va directement dans ce sens. Les ouvriers qui occupent leurs usines mettent alors en pratique la théorie situationniste, sans nécessairement en avoir conscience. C'est pourquoi les textes diffusés, tels que «Pour le pouvoir des conseils ouvriers» (Debord, 2006 : 898-899) et «Adresse à tous les travailleurs» (Debord, 2006 : 900-902), mettent l'accent sur l'importance de ces actions et sur la nécessité de les conserver hors des cadres habituels (syndicats et partis dits communistes).

De leur côté, les situationnistes vivent le processus inverse : la théorie qu'ils ont élaborés depuis longtemps, les diagnostics qu'ils ont posé, se concrétisent. C'est donc à eux de passer à la praxis. De s'insérer dans le mouvement, dans une forme d'échange entre cette théorie et les formes d'engagement et de luttes qui sont mises en pratique. Ils passent des écrits théoriques vers les écrits de lutte, où le propos reste le même, mais le ton a changé : il faut continuer le combat et occuper ce nouvel espace de la façon la plus concrète et pratique possible afin de l'étendre et de le porter vers le dépassement souhaité. D'autre part, comme le *spectacle* est ébranlé, les situationnistes et leurs idées passent alors de la marge, position qu'ils revendiquaient jusqu'alors avec force et scandale, à une posture de lutte directe et d'action. Leur voix est peut-être alors moins audible tandis qu'elle se confond avec les autres, mais elle est plus écoutée. Par contre, ce mouvement montre vite ses limites, poussant les situationnistes à se retirer,

alors que la rupture se referme tranquillement et que les débats retombent dans un cadre spectaculaire où même leurs idées sont récupérées.

La fin du mouvement de mai ne marque toutefois pas, selon eux, la fin de cet éveil révolutionnaire, mais son début. Et c'est là que se trouve non seulement la victoire de Mai 68, mais celle de la théorie situationniste qui, pendant les événements a connu l'aboutissement auquel elle aspirait et à qu'elle continue de viser jusqu'à la dissolution du groupe en 1972.

Pour conclure, il m'est possible d'affirmer que si cette recherche de l'explication de l'influence de l'I.S. sur les événements de Mai 68 s'est avérée difficile, c'est que je ne recherchais ni la bonne chose, ni au bon endroit. Car si le groupe a eu un impact sur la crise, du moins à certain moment, on ne peut dire qu'il a eu une très grande influence concrète : la crise aurait probablement eu lieu même sans leur présence. Peut-être aurait-elle été menée différemment ou aurait-elle pris une autre forme sans eux, mais l'I.S. ne peut être considérée comme l'origine, même symbolique, de ce grand mouvement, et ce même si elle a joué un rôle important dans les moments précurseurs. Cet impact ils l'ont eu en s'insérant dans la rupture qu'a été ce mouvement et en occupant la place qu'ils croyaient être la leur.

Ainsi, ce n'est pas donc pas le lieu de cette influence que je recherchais au départ qui ressort au final. L'influence apparait maintenant à mes yeux comme quelque chose de dynamique qui ne peut être facilement localisable dans une forme figée. Elle court ici entre la pensée situationniste, les actions posées, les expériences vécues et le déroulement de ses événements. Des éléments qui, pendant ce moment que j'ai figé par

mon analyse, se sont accompagnés, complétés ou combattus de façon à créer cet espace que les situationnistes ont exploité à leur façon.

## Bibliographie

### Textes des membres de l'I.S.

Textes tirés de recueils et d'anthologies :

DEBORD, Guy (2006). *Œuvres*, Paris, Quarto-Gallimard :

- «"Ne travaillez jamais", inscription rue de Seine», p. 89.
- «Potlatch no 1, 22 juin 1954», p. 133-134
- «*Les Lèvres nues* no 8, mai 1956 : "Mode d'emploi du détournement"», p. 221-229.
- «Rapport sur la construction de situations et sur les conditions de l'organisation et de l'action de la tendance situationniste internationale», p. 309-328.
- «Préliminaires pour une définition de l'unité du programme révolutionnaire», p. 511-518.
- «Critique de la *séparation*», p. 541-557.
- «Perspectives de modifications conscientes dans la vie quotidienne», p. 571-582.
- «All the king's men», p. 613-619.
- «Précisions sur "Tous les hommes du roi"», p. 620-622.
- «Aux poubelles de l'histoire!», p. 623-634.
- «Note sur la cohérence», p. 635-637.
- «Correspondance avec un cybernéticien», p. 668-674.
- «Définition minimum des organisations révolutionnaires», p. 731.
- «Nos buts et nos méthodes dans le scandale de Strasbourg», p. 735-742.
- «Extraits de quatre lettres à Mustapha Khayati», p. 732-734.
- «Lettre à Mario Perniola», p. 743-745.
- «Attention! Trois provocateurs», p. 747-750.
- «Relevé provisoire des citations et des détournements de *La Société du spectacle*», p. 862-872.
- «La question de l'organisation pour l'I.S.», p. 874-877.
- «Textes de quelques-unes des premières affiches apposées sur les murs de la Sorbonne», p. 881.
- «De l'I.S. Paris aux membres de l'I.S., aux camarades qui se sont déclarés en accord avec nos thèses», p. 882-884.
- «Vigilance», p. 886.
- «Attention!», p. 887.
- «Attention aux manipulateurs! Attention aux bureaucrates!», p. 888.
- «Rapports sur l'occupation de la Sorbonne», p. 891-894.
- «Pour le pouvoir des conseils ouvriers», p. 898-899.
- «Adresse à tous les travailleurs», p. 900-902.
- «Lettre à Jean Maitron, le 24 octobre 1968», p. 913-914.
- «Le commencement d'une époque», p. 917-963.
- «La société du *spectacle* (film)», p. 1196-1279.
- «Panégyrique, Tome premier», p. 1656-1685.

INTERNATIONALE SITUATIONNISTE (1997). *Internationale situationniste*, Paris, Fayard, 1997 :

- «Définition, no 1, juin 1958», p. 13-14.
- «Le sens du dépérissement de l'art, no 3, décembre 1959», p. 71-76.
- «Manifeste, no 4, juin 1960», p. 144-146.
- «La cinquième conférence de l'I.S. à Göteborg, numéro 7, avril 1962», p. 265-271.
- «Critique de l'urbanisme, août 1961», p. 203-209.
- «Banalités de base, numéro 7, avril 1962», p. 272-281.
- «Banalités de base (II), numéro 8, janvier 1963», p. 330-343.
- «Les mots captifs (préface à un dictionnaire situationniste), numéro 10, mars 1966», p. 462-467.

KHAYATI, Mustapha (1966). «De la misère en milieu étudiant considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel et de quelques moyens pour y remédier», Strasbourg, A.F.G.E.S., reproduit dans René Viénet, *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations*, Paris, Gallimard.

#### Livres :

DEBORD, Guy (1992 [1967]). *La société du spectacle*, Paris, Gallimard.

DEBORD, Guy (1992 [1988]). *Commentaires sur la société du spectacle*, Paris, Gallimard.

INTERNATIONALE SITUATIONNISTE (1972). *La véritable scission dans l'Internationale*, Paris, Champs libres.

VANEIGEM, Raoul (1967). *Traité de savoir vivre à l'usage de la jeune génération*, Paris, Gallimard.

VANEIGEM, Raoul (1990). *Adresse aux vivants sur la mort qui les gouverne et l'opportunité de s'en défaire*, Paris, Éditions Seghers.

VANEIGEM, Raoul (2002). *Pour l'abolition de la société marchande. Pour une société vivante*, Paris, Manuels Payot.

VIENET, René (1968). *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations*, Paris, Gallimard.

#### **Autres textes :**

APOSTOLIDÈS, Jean-Marie (1999). *Les tombeaux de Guy Debord*, Paris, Exils.

ARTIÈRES, Philippe et Michelle ZANCARINI-FOURNEL (dir.) (2008). *68 Une Histoire collective [1962-1981]*, Paris, La Découverte.

AUSTIN, J. L. (1970). *Quand dire, c'est faire*, Paris, Seuil.

BALOT, Ryan, (juin 2007). « Free Speech, Courage and Democratic Deliberation », *Political Theory*, Vol. 35, no. 3.

BERTRAND, André, (1966). «Le retour de la Colonne Durutti», *ROCBO : Culture... Production*, [en ligne], <http://rocbo.lautre.net/poleis/is/misere/durutti01.html>, (page consultée le 23 juin 2012).

BOURSEILLER, Christophe (1999). *Vie et mort de Guy Debord*, Paris, Plon.

BOURSEILLER, Christophe (2003). *Histoire générale de l'ultra-gauche*, Paris, Denoël.

BUCKLEY, Craig et Jean-Louis VIOLEAU (dir.) (2011). *Utopie. Texts and projects, 1967-1978*, Los Angeles, Semiotext(e).

BUTLER, Judith (2004). *Le pouvoir des mots. Discours de haine et politique du performatif*, Éditions Amsterdam.

CAPDEVEVIELLE, Jacques et Henri REY (dir.) (2008). *Dictionnaire de Mai 68*, Paris, Larousse.

CASEVECCHIE, Janine (dir.) (2008). *Lu, vu en entendu en Mai 68*, Paris, Chêne.

CHOLLET, Laurent (2004). *Les situationnistes, l'utopie incarnée*, Paris, Gallimard.

DASSAS, Véronique (hiver-été 2004). «Situer les situationnistes», *Conjonctures*, no 38, p. 17-44.

DANESI, Fabien (2008). *Le mythe brisé de l'internationale situationniste. L'Aventure d'une avant-garde au cœur de la culture de masse (1945-2008)*, Paris, Les Presses du réel.

DE CERTEAU, Michel (1994). *La prise de parole et autres écrits politiques*, Paris, Éditions du Seuil.

DUTEUIL, Jean-Pierre (2008). *Mai 1968. Un mouvement politique*, Paris, Acratie.

DUTEUIL, Jean-Pierre (1988). *Nanterre vers le mouvement du 22 mars*, Paris, Acratie.

DUMONTIER, Pascal (1995). *Les Situationnistes et Mai 68. Théorie et pratique de la révolution (1966-1972)*, Paris, Ivrea.

FOUCAULT, Michel (1971). *L'ordre du discours*, Gallimard.

FOUCAULT, Michel (2001a). *Dits et écrits I, 1954-1975*, Paris, Quarto-Gallimard.

FOUCAULT, Michel (2001b). *L'herméneutique du sujet. Cours au Collège de France. 1981-1982*. Paris, Seuil-Gallimard.

FOUCAULT, Michel (2008). *Le gouvernement de soi et des autres. Cours au Collège de France. 1982-1983*, Paris, Seuil-Gallimard.

- FOUCAULT, Michel (2009). *Le courage de la vérité. Le gouvernement de soi et des autres II. Cours au Collège de France. 1984*, Paris, Seuil-Gallimard.
- G.E.R.M.E. (2012). *Groupes d'études et de Recherches sur les Mouvements Étudiants*, [en ligne], <http://www.germe.info/>, (page consultée le 23 juin 2012).
- GIROUX, Dalie (2008). «L'espace, le temps et l'émancipation. Essai sur la parole», *Revue canadienne de science politique*, vol. 41, no. 3, p. 547-569.
- GOMBIN, Richard (1971). *Les origines du gauchisme*, Paris, Seuil.
- GROS, Frédéric, *Michel Foucault* (1996). Paris, Presses Universitaires de France, Collection Que Sais-je?
- GROS, Frédéric (dir.) (2002). *Foucault. Le courage de la vérité*, Presses universitaires de France, Collection Débats philosophiques.
- JALBERT, Martin (avril-mai 2008). «Les verrous de 1968», *À Bâbord*, no. 24, p. 36-38.
- JAPPE, Anselm (1998). *Guy Debord*, Cabris, Éditions Sulliver et Via Valeriano.
- KAUFMANN, Vincent (2001). *Guy Debord. La révolution au service de la poésie*, Paris, Fayard.
- KORSCH, Karl (1964 [1923]). *Marxisme et philosophie*, Paris, Les Éditions de Minuit.
- LEFEBVRE, Henri (1958a). *Critique de la vie quotidienne. Tome I*, Paris, L'Arche éditeur.
- LEFEBVRE, Henri (1958b). *Critique de la vie quotidienne. Tome II*, Paris, L'Arche éditeur.
- LUKÀCS, Georg (1960). *Histoire et conscience de classe. Essais de dialectique marxiste*, Paris, Les Éditions de minuit.
- LUXEMBOURG, Rosa (2007). *La Révolution russe*, Paris, Éditions de l'Aube.
- MARELLI, Gianfranco (2000). *La dernière internationale. Les situationnistes au-delà de l'art et de la politique*, Arles, Éditions Sulliver.
- MARX, Karl (1968). *Le Capital. Livre I*, Folio-Gallimard.
- MONOSON, Sara M. (2000). *Plato's Democratic Entanglements*, Princeton, Princeton University Press.
- MORIN, Edgar (2008 [1962]). *L'esprit du temps*, Paris, Armand Colin.
- PANNEKOEK, Anton (1982). *Les conseils ouvriers*, Paris, Spartacus.

- PERROT, Jean-Claude, Michelle PERROT, Madeleine REBÉRIOUX et Jean MAITRON (dir.) (1968). «La Sorbonne par elle-même : Mai-Juin 1968», *Le Mouvement social*, no. 64, p. 3-426.
- PINTO, Louis (1995). *Les neveux de Zarathoustra. La réception de Nietzsche en France*, Paris, Seuil.
- RANCIÈRE, Jacques (1998). *Aux bords du politique*, Paris, Gallimard.
- RASPAUD, Jean-Jacques et Jean-Pierre Voyer (1972). *L'internationale situationniste*, Paris, Champs-libre.
- REICH, Wilhelm (1972 [1935]). *L'irruption de la morale sexuelle. Étude des origines du caractère compulsif de la morale sexuelle*, Paris, Payot.
- REICH, Wilhelm (1974 [1945]). *The Sexual Revolution*, New-York, Farrar, Strauss and Giroux.
- ROSS, Kristin (2010 [2005]). *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Paris, Agone.
- ROSS, Kristin (2006). *Rouler plus vite laver plus blanc. Modernisation de la France et décolonisation au tournant des années 60*, Paris, Flammarion.
- ROSS, Kristin (1997). «French Quotidian» dans Lynn Gumpert, *The Art of the Everyday*, New-York, New York University Press.
- SAXONHOUSE, Arlene (1996). *Athenian Democracy. Modern Mythmakers and Ancient Theorists*, Notre Dame, University of Notre Dame Press.
- SCHNAPPE, Alain et Pierre VIDAL-NAQUET (dir.) (1969). *Journal de la commune étudiante. Textes et documents novembre 67-juin 68*, Paris, Éditions du Seuil.
- SLOTERDIJK, Peter (1987). *Critique de la raison cynique*, Christian Bourgeois Éditeur.
- TARNAPOLSKY, Christina (juin 2007). «Platonic Reflections on the Aesthetic Dimensions of Deliberative Democracy», *Political Theory*, Vol. 35, no. 3.
- U.N.E.F. (2012). *Histoire de l'UNEF*, [en ligne], <http://unef.fr/>, (page consultée le 23 juin 2012).